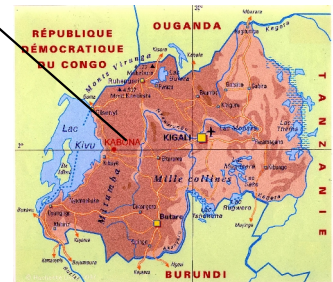


# KABONA

## Une région au Rwanda



Kabona



## Une population d'agri-éleveurs



## Un pôle de développement



Des Rwandais et quelques Européens ont trouvé qu'il était important de garder en mémoire le travail réalisé par la population de Kabona pour désenclaver la région.

Ce qui m'a été demandé, c'est, au travers des activités réalisées de 1975 à 1993, de dégager la philosophie et l'essentiel de ce qui fait que Kabona est devenu ce qu'il est.

Le document que vous avez sous la main n'est pas écrit à un moment donné d'un trait et composé de plusieurs chapitres....; Non, ce travail est plutôt un recueil, une compilation de textes écrits à différentes périodes et en différentes phases, tous liés à des expériences vécues.

Ceci explique les fréquentes répétitions que j'ai voulu garder pour ne pas altérer leur originalité et pour signifier les mêmes motivations profondes déjà présentes dans les différentes périodes où ces textes ont été écrits Ce qui permet d'accentuer l'enracinement des principaux principes de cette approche de développement.

Ce travail je l'adresse tout spécialement aux animateurs et à la population de Kabona, avec qui j'ai pu travailler, et sans qui le développement de la région n'eut pas été possible.

J'adresse aussi ce travail aux jeunes générations de Kabona, espérant que le travail réalisé par leurs parents et grands-parents, les encouragera à poursuivre le développement de leur région.  
Il reste encore tellement à faire.

Ceux qui seront amenés à travailler à Kabona, trouveront dans ce travail un peu de l'histoire et de la philosophie de l'action de développement.

Agnès Stienet.

Décembre 2015



# KABONA

Histoire d'un puzzle, où chaque pièce est

à découvrir



à assembler



pour construire



## ABREVIATIONS

ADECOK	Action de développement communautaire du Kanage
ADEHAMU	Action de développement haute altitude Mukura
ADEZOKA	Action de développement zone Kabona
ADRA-SAWS	Organisme donnant de la nourriture en rétribution du travail
ARTIMO	Artisanat Tiers Monde
ATOL	Organisme pour technologies appropriées en pays en voie de développement
BUFMAR	Bureau des formations médicales agréées
CCDFP	Centre communal de développement et de formation permanente
CCOAI	Comité de Concertation des Organisations d'Appui aux Initiatives de Base
C.E.	Communauté européenne
CERAI	Centre d'Enseignement Rural et Artisanal Intégré
CN	Centre nutritionnel
CPN	Consultation prénatale
COFORWA	Compagnons fontainiers du Rwanda
EAA	Euro Action Acord = ACORD
ECONHYDRO	Entreprise d'installation hydraulique
EPR	École protestante au Rwanda
HIMO	Haute Intensité Main Œuvre
KIAKA	Nom de la coopérative de la commune de Rubavu
PAK	Projet Agricole Kibuye
PCCV	Projet Café Culture Vivrières
PPF	Projet Pilote Forestier
PREFED	Programme REgional de Formation et d'Echanges pour le Développement
SOMIRWA	Société Minière du Rwanda
UCP	Union Chrétienne des Pensionnés
VE.	Vredeseilanden

<i>Agafuni</i>	Houe presque usée
<i>Baturage</i>	Habitants des collines paysans (vient du verbe <i>gutura</i> = habiter)
<i>Bakiga</i>	Habitants de la haute altitude = Montagnard
Dithane	Un produit phytosanitaire
Flanélographe	Tableau en flanelle pour présenter des images et illustrer les causeries

*Igisoro* Un jeu populaire traditionnel

<i>Kanage</i>	Région du Rwanda
<i>Kikuyiu</i>	Herbe fourragère
<i>Muturage</i>	Habitant des collines (singulier du mot <i>Baturage</i> <b>M</b> uturage <b>B</b> aturage)
<i>Umuganda</i>	Travaux communautaires
<i>Urugo</i>	Enclos

Old-Timers. Groupe de pensionnés bénévoles de la SABENA.

Passionnés pour la restauration de vieux avions mais aussi soucieux de partager leur savoir avec des populations défavorisées du Tiers-Monde.

## Introduction

Dans les années 50, pour répondre au besoin de la population de Murunda qui souhaitait un dispensaire, Monseigneur Bigirumwami et l'abbé Jean Ntilivamunda ont demandé à Marie Thérèse Heynen et, par la suite, à Agnès Stiernet de prendre en charge ce dispensaire.

Monseigneur Bigirumwami, soucieux que la population puisse assurer la pérennité des actions qu'il mettait en œuvre, disait volontiers à ceux et celles à qui il en confiait la mise en route : *“Faites en sorte qu'on n'ait plus besoin de vous !”*

Monseigneur aimait aussi répéter cette phrase de Saint Augustin : *“Aime et fais ce que tu veux”*.

Murunda et Kabona se sont inscrits dans cette vision de Monseigneur.

L'abbé Jean, qui savait écouter les gens, les encadrer, les encourager, avec sa sagesse et sa force de caractère, a pu mobiliser la population pour la construction du dispensaire. En collaboration avec Agnès Stiernet le dispensaire a évolué progressivement en centre de santé, puis en hôpital et s'est intégré dans une action globale de développement qui a débouché sur la création de la zone de Kabona.

L'histoire de Kabona et de Murunda est un long cheminement de trente ans de collaboration avec la population. Cheminement parsemé d'embûches, d'échecs, de réussites, de déceptions, de découragements, de satisfactions, de joies, mais marqué aussi par un ensemble d'impondérables et de circonstances favorables.

Dans ces quelques notes sur le travail à Kabona de 1975 à 1994, les générations futures trouveront un peu de l'histoire de cette région forestière de haute altitude dont on connaît peu de choses avant 1975.

Le travail à faire n'est pas terminé, les générations futures auront encore beaucoup à faire.

Monseigneur Bigirumwami (1904-1986) évêque du diocèse de Nyundo (de 1952 à 1973).

Mgr Jean Ntilivamunda curé de Murunda de 1952 à 1956 curé de Mushubati de 1956 à 1960  
curé de Murunda de 1960 à 1994 (*padri mukuru* = curé).

Mlle Marie-Thérèse Heynen accoucheuse à Murunda de 1959 à 1964 .

Mlle Agnès Stiernet Infirmière au centre de santé de Murunda puis de Kabona de 1964 à 1994



## **Kabona avant 1975**

La région de Kabona a une longue histoire, peu connue, commencée bien avant 1975.... et qui est loin d'être terminée.

Si avant cette date, on parlait peu de Kabona, c'est que son enclavement géographique au sommet de la crête Congo-Nil en avait fait une région pratiquement oubliée et même déconsidérée.

Sur les hauteurs de la crête Congo-Nil, Gakeri était une très ancienne succursale de la paroisse de Kabgayi. Isolée et près de la forêt de Mukura, cette succursale a été, par la suite, desservie par les paroisses de Murunda, Muhororo et finalement par la paroisse de la Crête Congo-Nil.

La région de haute altitude (de 2.000 à 2.700 m), où se situe Kabona, est une zone forestière près de la forêt de Mukura.

Au début des années 1900, les Allemands avaient projeté de faire tracer une route parcourant le sommet de la crête Congo-Nil. Une halte et une aire de repos pour les chevaux avaient été prévues à l'emplacement de l'actuelle succursale protestante de Nyamibombwe. Le projet de la route a été abandonné après la Première Guerre Mondiale de 1914-1918.

Un autre tracé de route reliant Gisenyi à Kibuye a été réalisé en basse et moyenne altitude. A Gakeri, succursale de la paroisse de Kabgayi, des classes primaires avaient été construites. Vu l'éloignement de la paroisse, l'enseignement n'était ni régulier, ni supervisé, avec comme conséquence, un enseignement médiocre, d'où le très peu d'intérêt de la population pour l'enseignement.

La succursale de Gakeri servait aussi de logement aux grands séminaristes lors de leur retour en vacances. Jean Ntilivamunda, encore séminariste, y a logé plusieurs fois en rentrant en famille pour les vacances et cela dans les années 30.

La région est restée enclavée au sommet de la crête Congo-Nil, ce qui explique le retard qu'elle accusait par rapport aux régions de basse altitude comme la Crête ou Murunda.

## Comment est née la zone de Kabona ?

Sur les hauteurs de la crête Congo-Nil, Gakeri était une très ancienne succursale de la paroisse de Kabgayi. Isolée et près de la forêt de Mukura, cette succursale a été par la suite desservie par les paroisses de Murunda, Muhororo et, finalement, par la paroisse de la Crête Congo-Nil.

Le dispensaire de Murunda, créé en 1964, a évolué progressivement en centre de santé. Dès 1968 une action de développement communautaire se met en place autour du centre de santé de Murunda pour assurer le développement de la région et l'auto-fonctionnement du centre de santé. Le centre de santé de Murunda drainait de plus en plus de monde, y compris des gens venant de la haute altitude.

En 1972 - 1973 cette action de développement se structure et prend le nom d'ADECOK (Action de DEveloppement COmmunautaire du Kanage)

En 1974 l'état instaure des comités communaux de développement.

Les deux structures, *le Comité communal de développement et l'ADECOK* travaillaient en parallèle, l'une officielle, l'autre privée. Dans l'intérêt de la population et du développement de la région, il convenait de réfléchir à la situation.

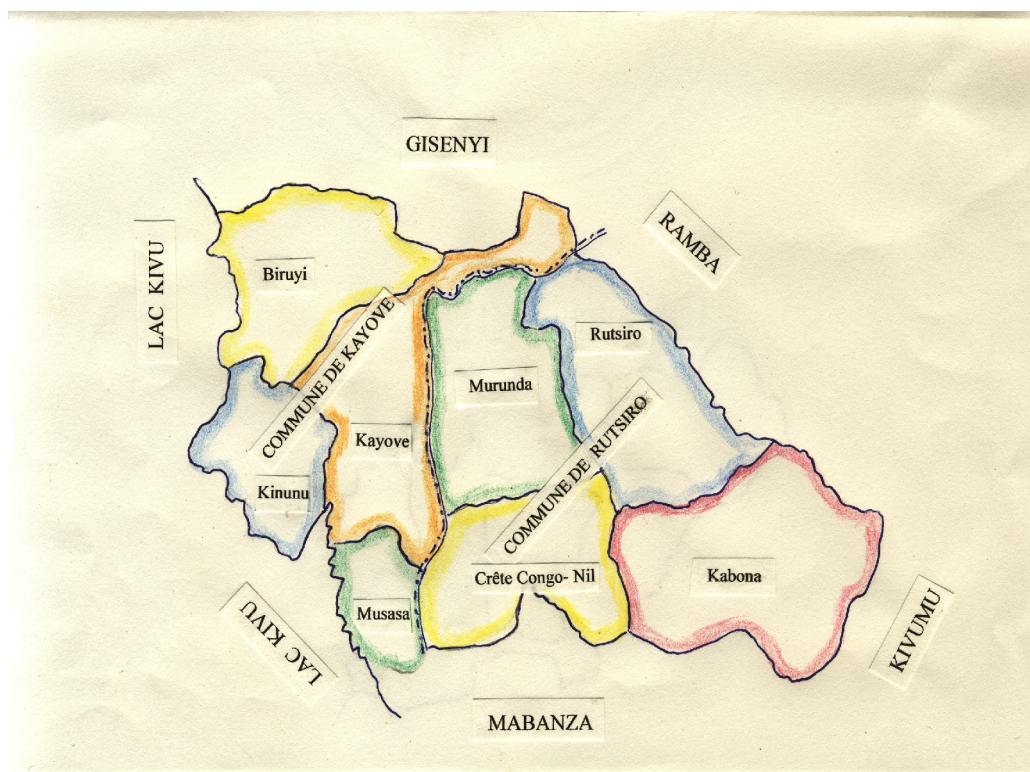
En 1975 la moyenne journalière de fréquentation du centre de santé de Murunda a été de 383 personnes. Des pointes de 400 personnes ont été enregistrées en période d'épidémie.

Tenant compte de la création de comités communaux de développement, de l'importance de la fréquentation du centre de santé de Murunda et du peu de réalisations de développement dans les régions éloignées du centre de santé de Murunda, les autorités communales et les responsables de l'ADECOK ont décidé de créer des zones de développement dans les communes de Kayove et Rutsiro.

### La notion de Zone de développement était née

Quatre zones en commune de KAYOVE: Musasa, Kayove, Kinunu, Biruyi

Quatre zones en commune de RUTSIRO: Murunda, Crête Congo-Nil, Rutsiro, et **Kabona**.



En 1975 une nouvelle page de l'histoire de Kabona commençait.

Padri Gervais, curé de la paroisse Congo-Nil, bon marcheur, aimait se rendre à pied à Gakeri même si les derniers temps, pour des raisons de santé, ces déplacements lui devenaient de plus en plus pénibles. Ses derniers déplacements pouvaient lui prendre plus de six heures de marche alors que normalement trois ou quatre heures pouvaient suffire.

En 1976, à l'initiative de Padri Gervais, des rencontres ont eu lieu à Ruronde et à Gakeri entre la population, Padri Gervais et Agnès Stiernet. Lors de ces rencontres, les gens ont exprimé des souhaits :

1° Un dispensaire

2° Des écoles primaires complètes

3° Un foyer et les hommes participant à la réunion ont spécifié que pour eux un foyer « c'est quelque chose pour apprendre quelque chose à nos femmes et à nos filles...! »

4° Un marché.

5° Les jeunes gens ont demandé un ballon de foot.

Tant pour le foyer que pour le ballon de foot, il allait falloir décoder le contenu de ces demandes, qui, en fait, sous-entendaient *beaucoup* de choses.

Difficulté d'exprimer les vrais problèmes?... ou peur de les exprimer?... ou ...frustration?

Pourquoi ne peut-on avoir la même chose que les gens de basse altitude ? .... ou...??

Sur base des besoins ressentis et exprimés par la population, après avoir essayé de décoder les besoins ressentis, mais non exprimés, (comme celui du besoin d'argent pour faire face aux nouvelles exigences de la société), et tenant compte des besoins non ressentis (comme l'éducation sanitaire, la route etc.) Padri Gervais et Agnès Stiernet ont établi un plan global de travail<sup>1</sup> pour le lancement du développement de la zone de Kabona. L'exécution de ce plan global de développement s'échelonne dans le temps en fonction, non seulement des ressources financières, mais aussi et surtout en fonction de l'assimilation par la population de ce plan et de sa participation à son exécution. (Travail lent, difficile, mais possible)

### Plan global de développement

#### Infrastructure de base

Plan d'urbanisation

Route d'accès

Adduction d'eau

Source d'énergie

#### Santé

Centre de santé

#### Formation

Formelle

Ecole primaire, cycle complet

Informelle

Centre de formation de base (Foyer social)

#### Economie

Marché

Service élevage-agriculture

Centre artisanal

Véhicule pour la commercialisation

#### Culture et loisirs

Plaine de jeux

Centre socio-culturel

#### Social

Logements

#### Administratif

Bureau de pôle

N.B. <sup>1</sup> Ce premier plan global de développement était une trame de base pour amorcer le travail de développement. Au fur et à mesure de l'évolution du travail, les ajustements nécessaires ont été apportés.



Avant de passer à l'action, il convenait de choisir l'emplacement d'un centre pour le développement de la région.

Choix d'un centre comme pôle de développement pour la zone de Kabona.

-Padri Gervais, toujours préoccupé par les coins les plus éloignés de sa paroisse, avait pensé à Ruronde, mais l'idée a été vite abandonnée car, lorsque la haute altitude était encore couverte par la forêt, Ruronde était considéré comme un repère de voleurs et cette réputation lui est restée longtemps collée à la peau.

-Le Bourgmestre, quant à lui, proposait Kabona.

-Gakeri et Nyamibomgwe étaient aussi deux endroits possibles.

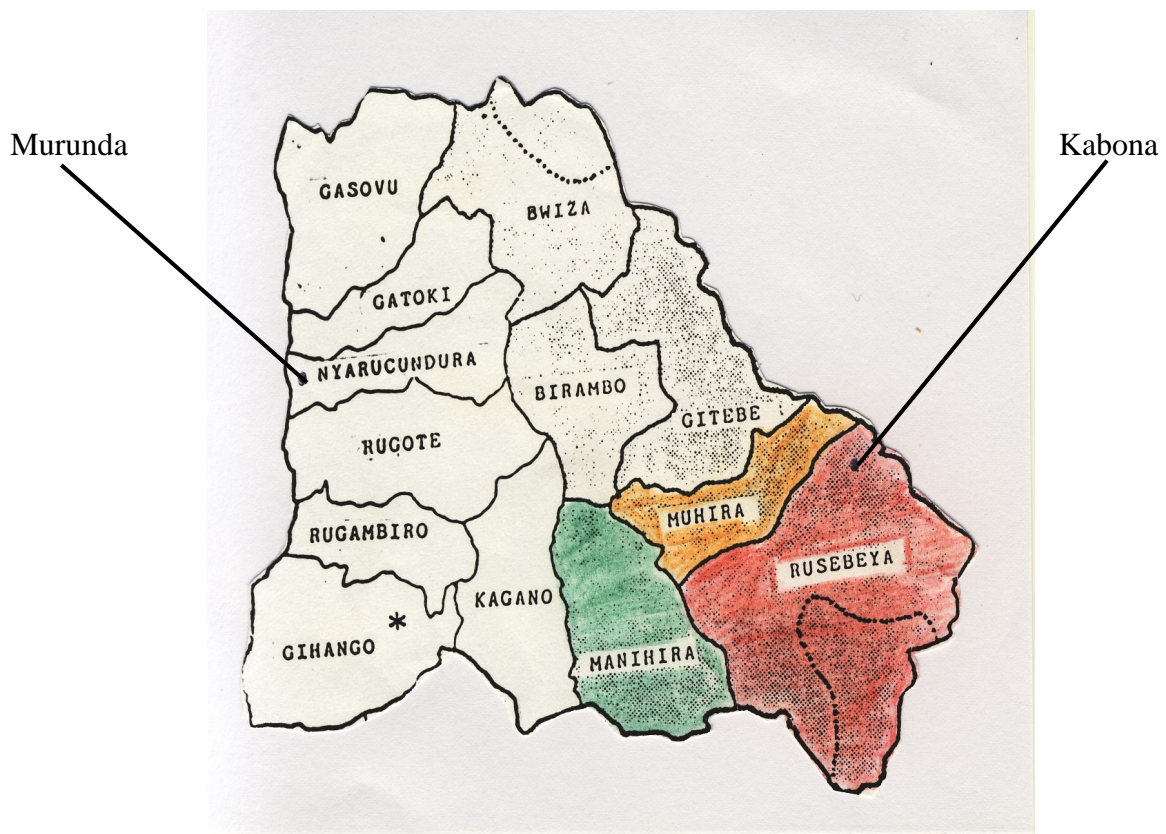
Vu la disponibilité des terrains de la succursale de Gakeri, c'est Gakeri qui a été retenu pour l'implantation du centre du pôle de développement mais c'est le nom de Kabona qui a été retenu pour désigner la zone.

L'action de développement naissante qui était en fait la décentralisation de l'ADECOK de Murunda a pris le nom de "ADECOK zone Kabona"

-Très vite les gens de Murunda et de Kayove ont réagi en disant que la population de Kabona qui n'avait jamais participé aux travaux communautaires de l'ADECOK à Murunda (ce qui était vrai vu son éloignement) ne pouvait pas bénéficier des revenus de l'ADECOK. Pour éviter toute équivoque, le développement de Kabona a pris le nom ADEZOKA. Action de Développement ZOne Kabona, ce qui marquait bien l'indépendance de la zone de Kabona quant à son programme et à ses finances.

L'ADEZOKA couvrait les secteurs de Muhira, Rusebeya et Manihira de la commune de Rutsiro.

Commune de Rutsiro



En 1980, Euro-action-acord (EAA) aide l'ADEZOKA dans ses premiers pas pour de petites actions ponctuelles, spécialement au niveau de la route, de l'accessibilité à l'eau potable et pour l'encadrement de l'équipe des animateurs. L'aide d'EAA s'est concrétisée surtout sur les secteurs de Rusebeya et Muhira. Le secteur de Manihira, décentralisé par rapport aux secteurs Rusebeya et Muhira, nécessitait une approche un peu différente. Le secteur de Manihira à lui seul aurait pu constituer un pôle de développement mais il était impossible de faire face à deux situations différentes en même temps. Manihira faisait donc partie de la zone de Kabona en attendant que l'on puisse mieux adapter les actions aux nécessités de Manihira.

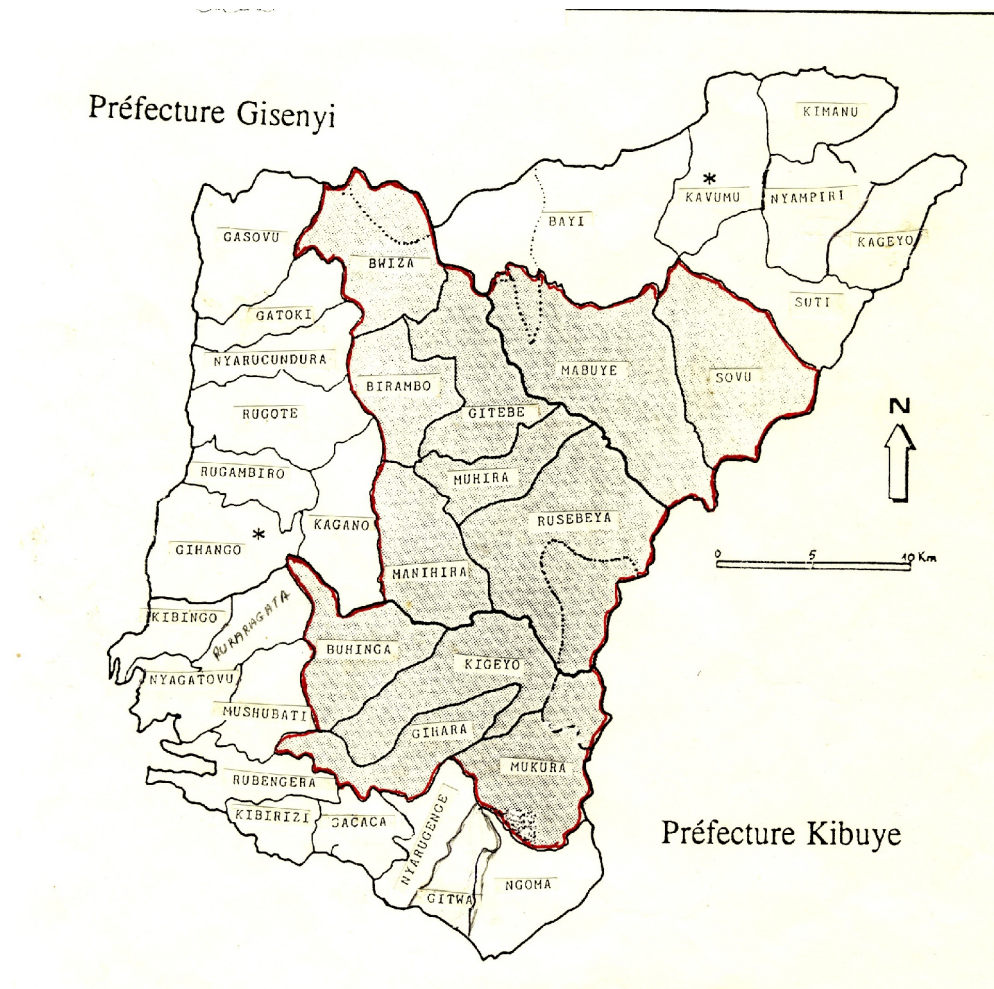
En 1985, l'ADEZOKA fait appel à EAA pour une étude de sa zone d'activités en vue de présenter un plan d'action à des bailleurs de fonds éventuels.

L'identification a conclu que la zone de l'ADEZOKA était trop petite pour être prise en considération lors de demande de financement. EAA a alors proposé d'agrandir la zone d'activités en incluant trois nouveaux secteurs de la commune de Rutsiro, plus deux secteurs de la commune de Ramba et quatre secteurs de la commune de Mabanza.

Pour prévenir toute tension future, comme ce fut le cas entre "l'ADECOK" et "l'ADECOK ZONE DE KABONA", il a semblé préférable de changer de nom dès le début. L'ADEZOKA a donc pris le nom d'ADEHAMU (Action de DEveloppement Haute Altitude MUKura). Mukura étant le nom de la forêt qui touchait plusieurs communes de la zone d'action.

L'ADEHAMU, quant à l'étendue de sa zone d'action, répondait *aux exigences* des bailleurs de fonds !

Carte de la zone ADEHAMU



En 1989, l'ADEHAMU signe un accord de coopération avec l'ONG Vredeseilanden (V.E.) ce qui donne un élan au développement de la région.

Dans les années 90, l'évolution notoire de l'ADEHAMU a suscité beaucoup de demandes de la part des Bourgmestres des communes de Rutsiro, Ramba et Mbanza qui souhaitaient que l'action de l'ADEHAMU s'étende à *l'entièreté* des trois communes. La demande des Bourgmestres a été (*évidemment !*) acceptée. (Pour présenter une demande de financement pour un projet, l'accord de la commune était nécessaire!!!)

Avec la nouvelle zone d'action qui couvrait trois communes, l'action de l'ADEHAMU passait de 12 secteurs communaux à 35, ce qui lui demandait de repenser sa stratégie.

En 1993, l'ADEHAMU prenait un nouveau tournant et devenait une Organisation d'Appui aux Initiatives de Base. (OAIB)

Pour répondre à ses nouvelles responsabilités, l'ADEHAMU était en pleine restructuration dans un contexte socio-économique fragilisé par une poussée démographique inquiétante et un contexte politique déstabilisé.



## Les grandes étapes de l'histoire de Kabona

### I Avant 1975 .....

- 1975 La notion de pôle de développement se concrétise suite aux réflexions entre les autorités officielles et les responsables de l'ADECOK Action de DEveloppement COmmunautaire du KAnage  
Quatre zones ont été retenues pour la commune de Rutsiro :  
Murunda, Crête Congo-Nil, Rutsiro, **Kabona**.  
Quatre zones pour la commune de Kayove :  
Mussasa Kayove Kinunu Biruyi
- 1975 Premier contact avec la population de la zone de Kabona à l'initiative de Padri Gervais.
- 1976 Établissement d'un plan global de développement et début du travail.
- 1978 L'ADECOK *Zone Kabona* prend le nom de ADEZOKA Action de DEveloppement ZONE de KAbona.
- 1986 Suite à l'identification de la région avoisinant la forêt de Mukura réalisée par EAA,  
l'ADECOK prend le nom d'ADEHAMU (Action de DEveloppement Haute Altitude MUKura).
- 1989 L'ADEHAMU signe une convention de collaboration avec l'ONG Vredeseilanden (V. E.)

### II 1994 – 2000 - - - - -

### III 2000 - 2014

- 2000 Un premier contact est repris avec Kabona par Agnès Stiernet lors d'une mission d'évaluation du projet de création d'une mutuelle sur l'île Idjwi. (L'île Idjwi est sur le lac Kivu.)
- Une vingtaine de personnes de Kabona rédige en juillet 2000 un document pour V.E. espérant une aide pour relancer des activités. V.E. ayant cessé ses activités au Rwanda ne pouvait plus intervenir et le document a été transmis à Agnès Stiernet.
- 2001 - 2010 Plan décennal  
Sur base de ce document, des micro-projets ont progressivement vu le jour et se sont inscrits dans un plan de "*Développement durable Facteur de paix.*"  
Au cours de la décennie 2001 -2010 ces micro-projets ont été soutenus par Volens Espoir, l'UCP de Braine-l'Alleud, le groupe Tiers monde de Chaumont Gistoux et des Amis de Kabona, spécialement l'équipe des scouts de Liège qui était venue au Rwanda en 1988.
- 2011 - 2015 Plan quinquennal  
Ce plan est la continuité de celui de la décennie précédente mais, réajusté après évaluation de la décennie écoulée.  
En 2013, l'évaluation à mi-parcours de ce plan quinquennal a conclu que l'action de développement en cours pouvait être clôturée. Mais, qu'à lui seul, le problème de la jeunesse devait faire l'objet d'une nouvelle action.

### IV 2014 -2015 Deux années de réflexion sur le problème de la jeunesse

Comment sortir des sentiers battus pour répondre aux défis posés par la jeunesse ?

## Comment Murunda et Kabona sont-ils devenus ce qu'ils sont ?

A cette question souvent posée, il n'y a pas une seule réponse mais plusieurs, car Murunda et Kabona ont une longue histoire. Trente années d'une collaboration étroite entre la population, Padri Jean Ntilivamunda curé de la paroisse de Murunda, Padri Gervais Rutunganya curé de la paroisse de la Crête Congo-Nil et Agnès Stiernet infirmière appelée par Monseigneur Bigirumwami au service du diocèse de Nyundo.

**I** Les mieux placés pour répondre à la question sont sans aucun doute, les baturage.

Mais les *baturage* s'expriment très peu, alors qu'ils ont été acteurs de ce développement.

Pourquoi cette réserve? Pourquoi ce silence?

Le silence serait-il une réponse? Si oui, osons l'écouter ! Osons nous laisser interpellé par lui !

Que traduit-il ?

de l'indifférence?..... je ne crois pas .

de la déception?..... peut-être . Les gens espéraient plus, ou tout simplement autre chose.

de la méfiance?..... C'est de l'ordre du possible.

de la peur?.... c'est possible. Mais peur de qui? Peur de quoi ?

Cette peur traduit-elle un manque de confiance en la société ou un manque de confiance en soi?

Serait-elle liée à la culture du pays? Et alors la question se pose : pourquoi cette culture marquée par la peur ?

### Questionnement sur la peur

La peur a de multiples facettes elle peut paralyser face à l'inconnu, faire fuir devant la difficulté, provoquer la violence, entraîner au mensonge, et de là on glisse facilement sur des pentes dangereuses, voire frauduleuses ou corrompues.

Et cela pour "Paraître" et par-là, s'affirmer face à soi-même et/ou face à la société.

La peur est une arme à deux tranchants, très puissants

Celui qui se sent déconsidéré, attaqué ou menacé, peut utiliser la violence pour se défendre de la peur qu'on lui fait ou pour faire respecter ses droits et sa dignité.

Celui qui craint de perdre son autorité, son pouvoir, peut, à son tour, utiliser la peur pour se protéger.

Faire peur pour affirmer son autorité, son pouvoir

La question reste ouverte

Jean Guilton disait " tout homme a peur, celui qui dit qu'il n'a pas peur est un menteur, un imbécile, une brute ou Dieu".

**II** Les activités décrites ci- après, sont une partie importante de la réponse.

Ceux qui liront l'évolution des activités découvriront

1°des activités imprégnées de principes d'action et de mots-clés, qui se retrouvent dans la méthode 'Recherche-action participative' (Voir - Juger (au sens de discerner) Agir. Evaluer.)

2°des activités marquées par une étroite collaboration entre :

Padri Jean Ntilivamunda curé de la paroisse de Murunda,

Padri Gervais Rutunganya curé de la paroisse de la Crête Congo-Nil,

Agnès Stiernet infirmière,

Les animateurs et les responsables des activités réalisées

3°des activités où la psychologie des baturage pouvait percevoir le souci de vérité, de justice et d'amour qui soutenait les activités.

4°des activités, où se sentant considérée et écoutée, la participation de la population était constructive.

**III** Les témoignages, écrits ou tacites, sont révélateurs de la complexité d'un travail de développement, et sont une autre partie de la réponse.

**IV** Le reste de la réponse ce sont les baturage qui la possèdent et ceux qui, de près ou de loin, ont connu Murunda et Kabona. A eux de répondre.

# PRINCIPES DE BASE QUI ONT ORIENTE LE TRAVAIL

## Philosophie de l'action de développement

1° Reconnaître pour tous le droit à la dignité. Aider dans la dignité

Théoriquement, ce principe "droit à la dignité pour tous" ne rencontre pas d'objection. Par contre, la concrétisation de ce droit à la dignité est moins évidente.

\*Il est difficile d'aider dans la dignité. ... Pourquoi ?

La réponse est loin d'être simple. Peut-être parce que trop souvent, l'aide est à sens unique. Celui qui aide, donne et partage avec celui qui est dans le besoin et c'est très louable. Mais l'aide à sens unique signifie qu'il y a un plus riche et un plus pauvre; un plus fort et un plus faible. Consciemment ou inconsciemment, un sentiment de supériorité ou d'infériorité peut se faire jour. Si ces sentiments sont récupérés, ils peuvent faire l'objet de manipulations qui risquent d'évoluer vers des tensions sociales, voire raciales.

\*L'abbé Pierre, à un paumé, prêt à se suicider, lui a dit : "Viens m'aider parce que je suis fatigué". En lui demandant de l'aide, l'abbé Pierre l'a remis debout, lui a rendu courage et confiance en lui, tout en répondant à son appel au secours. L'abbé Pierre a aidé dans la dignité.

2° Oser croire en l'homme et en ses capacités.

Une mentalité minée par le pouvoir et l'avoir entraîne des sentiments d'infériorité et freine le développement.

Pour aller contre cette mentalité, il suffit d'aimer, de respecter, de considérer l'homme et d'oser croire en lui et en ses capacités.

3° Valoriser l'homme face à lui-même et face à la société.

*Tout homme a une place indispensable et irremplaçable dans la société.*

Un homme valorisé face à lui-même est un homme debout, un homme qui a confiance en lui. Il peut donc aller de l'avant. Avec d'autres, il peut s'engager pour construire un monde meilleur.

A Murunda un homme amputé d'une jambe a participé au projet "Reboisement" en fabriquant dans son *rugo* (dans la cour chez lui) des centaines *d'ibioho* (pots en feuille de bananier) pour repiquer les plantules des pépinières, ce qui permettait aux autres de faire les plantations sur la colline.

4° Une aide extérieure pour lancer un projet, Oui, mais ne pas conditionner son fonctionnement à une aide étrangère ce qui le maintiendrait dans une situation de dépendance et dans ce cas, le risque d'échec à court ou moyen terme est réel.

5° Bâtir sur des valeurs sûres : Vérité - Justice - Respect de l'autre.

6° Développer sans abîmer. Nous sommes tous embarqués sur le même bateau. C'est ensemble que nous sommes responsables de la sauvegarde de la planète et de ce que nous laisserons comme héritage aux générations futures.

7° Les mots-clés

Ecouter, observer, **Voire** - Réfléchir, Discerner, **Juger** - **Agir**. **Evaluer**,  
Dialoguer, Respecter, Considération, Complémentarité, Solidarité, Fraternité.

N.B. Ces principes de base et ces mots-clés ont leur histoire dans le vécu d'une étroite collaboration entre les baturage, l'abbé Jean Ntilivamunda, l'abbé Gervais Rutunganya et Agnès Stiernet.



## PÔLE DE DEVELOPPEMENT RURAL

Un pôle de développement rural est un territoire bien délimité où peuvent se concentrer les services de base nécessaires à la population, de même que des activités socio-économiques créatrices d'emplois.

Un pôle de développement rural doit dégager le secteur agricole qui est en grande difficulté suite à la poussée démographique et par là, limiter l'exode rural afin de freiner l'apparition de grandes villes dont la maîtrise est difficile et complexe. Une route d'accès, une adduction d'eau, une source d'énergie sont autant de facteurs urbanisants dont il faut tenir compte dès le choix de l'emplacement du pôle car ils seront déterminants pour son avenir.



La création de pôles de développement ruraux, l'industrialisation des villes, la réorientation du secteur agricole sont autant d'approches complémentaires pour le développement d'une société en marche.

L'implantation d'un pôle de développement suppose des moyens financiers.

Dans une première phase, il est normal de faire appel à des aides extérieures mais conditionner le fonctionnement d'un pôle de développement à des aides extérieures revient à le vouer à un échec à plus ou moins long terme.

Il faut donc, impérativement, et dès le début, chercher à valoriser les potentialités locales pour créer une caisse locale de développement, garante de la pérennité du pôle.

Ce serait aussi une erreur grave que de penser le développement uniquement sous un aspect matériel, il faut d'abord valoriser l'homme face à lui-même et face à la société pour qu'il puisse «oser-croire» en lui et prendre **sa** place dans **son** propre développement. Il deviendra alors acteur et moteur de son propre développement.

Un pôle de développement, s'il veut être conséquent avec lui-même, doit être en perpétuelle évolution. C'est une condition sans laquelle il ne peut atteindre son objectif de développer une région.

La méthode «recherche-action participative» a été utilisée dès le début du lancement du pôle de Kabona.

Par cette méthode, le plan de travail établi en 1976 a pu, au fil des années, être modifié et s'étoffer. Progressivement, d'autres actions, en vue d'atteindre l'objectif de départ qui était de créer un pôle de développement rural au service de la population de la zone de Kabona, ont vu le jour.

La zone de Kabona géographiquement isolée, était aussi *humainement déconsidérée*.

## Méthode

## RECHERCHE-ACTION PARTICIPATIVE.

### Faire quoi ?

Analyser globalement la problématique.  
Décoder l'analyse.  
Définir les axes de travail.  
Etablir un plan d'action.  
Evaluer l'action en permanence.

**Voir.**

**Juger.**

**Agir.**

**Evaluer.**

### Avec qui ?

Des acteurs issus de la population (Animateurs)  
La population  
Tout collaborateur qui souhaite soutenir la recherche-action

### Comment ?

- En créant des synergies entre et les différentes problématiques, les différents acteurs et les différentes actions à réaliser. La création de synergies est très importante, non seulement elle facilite l'établissement d'un plan d'action mais elle en facilite l'exécution et est également une garantie de pérennité.
- En évaluant régulièrement l'évolution des activités avec tous les acteurs. Ce travail d'évaluation permanente permettra à la population de s'approprier son développement (garantie de pérennité).
- En créant une solidarité de tous les acteurs. Si tous (hommes, femmes, jeunes, moins jeunes, étudiants, techniciens, pauvres, moins pauvres) travaillent ensemble beaucoup de tensions s'évanouiront d'elles-mêmes.

### Avec quoi?

- Dans un premier temps, avec des aides extérieures  
!!! Danger de dépendance due aux conditions liées à ces aides et imposées par les donateurs
  - par peur, on dit : « *oui oui* », mais on pense, « *non non* ». !!!.
  - en cherchant à contourner les conditions imposées...N'y a-t-il pas risque de glissement vers des arrangements douteux, frauduleux .....voire.....vers de la corruption ?
  - Une corruption qui s'installe peut évoluer vers un système corrompu où le danger de dictature, d'autoritarisme, d'oppression est possible.
- Dans un deuxième temps, par un autofinancement pensé impérativement dès la création du pôle de développement.  
**L'autofinancement est la condition sine qua non d'un développement durable.**

N.B. Les micro-réalisations des petites ONG sont autant de petits laboratoires dont les échecs et les réussites pourraient aider les grandes ONG et pourquoi pas les lignes de la Coopération? En effet en récupérant « l'expérience », fruit de la recherche-action des petites ONG, des économies pourraient être réalisées par les grandes ONG, tout comme par la Coopération. Ces économies pourraient alors être réinjectées au service du développement, et ceci, avec moins de pertes financières, et au profit de tous, bailleurs de fonds comme bénéficiaires des aides.

Les grandes ONG telles que : "Caritas" "Médecins sans frontières" ont leur raison d'être. Elles sont nécessaires et indispensables pour faire face aux grands défis.

Les Petites telles que. EES (entraide éducative et sociale), ABR (association Belgique Rwanda) et grandes ONG loin d'être concurrentielles sont complémentaires.

Chacune, à sa place, participe à l'immense tâche de développement et de ce fait travaille à la construction d'un monde où la paix sera une réalité.

Il faut **oser** une autre société et la bâtir sur des valeurs sûres.

**Vérité- Justice- Respect de l'autre**

## PLAN D'URBANISATION ET LES BATURAGE (Les paysans)

Plan d'urbanisation, un bien grand mot surtout quand on parle d'un coin perdu comme l'était Kabona où rien n'existait en 1976 au moment où a été établi un plan de travail pour le développement de la région de Kabona. Alors pourquoi avoir utilisé ce mot ?

Tout simplement parce que Kabona est le fruit de la longue expérience du travail de Murunda et que le terme 'Plan d'urbanisation', était celui utilisé dans le monde des ONG au moment de la naissance du pôle de développement de Kabona.

Quel que soit le terme, plan d'urbanisation ou plan de travail ou plan quinquennal ou plan global de développement, peu importe, ce qui est primordial, est une réflexion sur le long terme pour éviter la création d'impasses dans le futur et pouvoir établir un consensus avec la population afin que celle-ci soit partie prenante dès le début de l'exécution du plan d'action.

Le *muturage* (paysan) de manière empirique sait cultiver. Suivant la culture choisie il connaît le terrain qu'il lui faudra, le nombre de labours qui seront nécessaires, le moment du semis, du sarclage, etc.

C'est tout le savoir-faire paysan, fruit d'une expérience séculaire qui fait de lui un agriculteur. Si on lui présente une nouvelle semence, au début il sera hésitant, voire réticent.

Entre eux les agriculteurs vont beaucoup discuter (souvent autour d'une cruche de bière).

Certains parmi eux vont peut-être se lancer dans un petit essai (pas trop grand pour éviter qu'on ne se moque d'eux). Ces paysans seront appelés paysans progressistes.

Pour les *baturage*, le plan développement est comparable à une nouvelle semence devant laquelle ils hésitent, ils se méfient, ils s'interrogent. Lors de rencontres (avec ou sans cruche), ils expriment leurs inquiétudes, le pourquoi de leur refus, ils parlent de leurs espoirs, de leurs rêves.

Ils s'interrogent aussi sur la façon de concilier les exigences du développement (telles que: routes, adductions d'eau, emplacement des écoles, du marché, du dispensaire etc) **et** la tradition **et** les coutumes, **et** la rareté des terres à cultiver.

La recherche-action participative n'est rien d'autre que la création de rencontres, tantôt formelles mais peut-être *et surtout* informelles, pour que les *baturage* se sentent à l'aise pour exprimer leurs interrogations, leurs inquiétudes, et alors, avec eux, chercher des alternatives.

La recherche-action participative demande à l'animateur de pouvoir respecter le rythme des *baturage*, de découvrir aussi dans leur savoir-faire, dans leurs coutumes, des éléments positifs sur lesquels s'appuyer.

C'est fort de tous ces éléments qu'un travail de réflexion et de maturation pourra se faire et que des compromis s'établiront avec les *baturage*. Alors, un plan d'urbanisation ou d'implantation d'un pôle de développement deviendra possible et acceptable par la population

Les choix ne seront pas faciles, il faudra abandonner certaines habitudes, en adopter de nouvelles, qui parfois font peur parce qu'inconnues et de plus, le point de vue des jeunes sera souvent différent de celui des plus âgés.

Ce travail de réflexion et de maturation est un travail de longue haleine qui repose sur une attitude *d'écoute, de dialogue, de considération et de respect de la pensée de l'autre*.

Pour qu'il soit durable, le développement devra se construire sur des valeurs solides :

**Vérité, Justice, Respect de l'autre.** Fondés sur ces valeurs, les compromis nécessaires pour faire les choix parfois difficiles seront possibles.

Planter un pôle de développement est une tâche longue, difficile, mais pas impossible.

Il faut oser croire en l'homme et en ses capacités.

**Oser-croire et aimer**

## Quelques techniques utiles pour une action de développement

\*Dans un article destiné à ceux qui s'intéressent à la recherche-action on proposait ceci :  
*Pour orienter vos actions de développement, vous réunissez une quinzaine de personnes. Dès le départ on convient qu'il est interdit de rire de ce qui va être dit. Ensuite on demande à chacun de dire un mot qui lui passe par la tête, pas une phrase, non, un mot. C'est extraordinaire de voir qu'en une minute, des mots-clés sortent et sont révélateurs des préoccupations et des centres d'intérêts des participants. Cela permet de coller à la base. Ensuite, au départ des mots-clés exprimés, on peut amorcer la Recherche-action.*

A Kabona, lors d'une réunion avec toute l'équipe de l'ADEHAMU (du veilleur au vétérinaire en passant par le fontainier) nous avons fait l'exercice des mots-clés. En fin de réunion, un mot-clé a été tiré au sort. Lors de la réunion suivante, celui qui avait prononcé ce mot-clé était responsable du débat.

A ces réunions, les participants s'impliquaient facilement puisque ce sont leurs préoccupations qui étaient prises en considération, les échanges étaient très intéressants. Par contre, des techniciens qualifiés (agronomes, agents de santé, vétérinaires) avaient tendance à répondre par des théories toutes faites et éprouvaient de sérieuses difficultés à adapter leur formation professionnelle aux réalités du terrain. Un tel exercice est formateur pour tout le monde.

\*Pourquoi, est un petit mot très important.

En développement, toujours s'interroger sur le pourquoi des demandes des paysans.

Il faut écouter et entendre les questions, les demandes, les préoccupations, les refus des paysans car le contenu de ce qu'ils expriment est très important mais pas toujours facile à décoder.

\*En développement, toujours valoriser le positif de ce qu'expriment les gens.

Il faut pouvoir écouter tout ce qui se dit sans aucun préjugé. Ne jamais se moquer de ce qui est dit.

En s'appuyant sur le positif de leur raisonnement, un climat de confiance se crée. Le moment est alors favorable pour faire passer le message de formation. Il ne faut pas vouloir aller trop vite. Il faut laisser du temps au temps et pour certains sujets, cela peut être très long. Les aspects erronés viendront en leur temps et même parfois seront découverts par les gens eux-mêmes et s'estomperont d'office.

\* Un petit truc pour chercher à savoir ce qui préoccupe les gens.

Chercher à savoir sans rien demander mais profiter de toutes les occasions pour entendre ce que les gens disent. Il faut être à l'écoute et entendre, soit quand on marche dans les collines, ou qu'il y a des passagers dans le véhicule, ou encore quand on partage une brochette ou une bière etc.

\*En développement Il faut Oser-croire et Aimer

\* Il existe des livres de recettes pour faire une bonne cuisine mais à côté de ces livres, les cuisinières ont leurs petits trucs qui les aident à réussir leurs préparations. Ces petits trucs sont le résultat de leur pratique quotidienne et aussi de leur passion pour la cuisine.

\* En ce qui concerne le développement, les livres sont nombreux mais comme les cuisinières, celui qui a la passion du développement trouve des petits trucs.

\* Atouts pour valoriser des potentialités : L'Observation de l'environnement et de la vie sur colline. L'écoute des réflexions des paysans. L'analyse des évaluations d'activités en cours. L'échange d'expériences avec d'autres acteurs de développement. L'utilisation de la documentation existante sont autant de sources pour valoriser de nouvelles potentialités.

## Réflexions de Mgr Bigirumwani, Mgr Kalibushi, Mgr Jean Ntilivamunda, Padri Gervais Rutunganya et d'Agnès Stiernet

\**Monseigneur Bigirumwani*, soucieux que la population puisse prendre la relève du travail qu'il confiait à ses collaborateurs, disait volontiers : "*Faites en sorte qu'on n'ait plus besoin de vous*". Monseigneur aimait aussi répéter cette phrase de Saint Augustin : "*Aime et fais ce que tu veux*". A Murunda comme à Kabona, le travail s'est inscrit dans cette vision de Monseigneur.

\*Lors d'une évocation de l'énorme retard de la zone de Kabona par rapport aux zones situées en moyenne altitude, comme celle de la Crête Congo-Nil et de Murunda, *Monseigneur Kalibushi* fit cette réflexion qui exprimait bien les conséquences de l'isolement de la région de Kabona : "*C'est le Rwanda d'il y a 100 ans*". Les paysans de cette région de Kabona, étaient non seulement souvent oubliés lors des planifications de développement, mais surtout ils étaient déconsidérés. *L'intonation utilisée* lorsqu'on parlait des habitants de la haute altitude (les Bakiga) était significative et les paysans de la région en étaient conscients.

\*Au moment où Agnès Stiernet montait à Kabona, *Monseigneur Jean* (Padri Mukuru) lui disait : "*Si vous réussissez à entrer en contact avec les gens de Kabona, vous pourrez avec eux faire beaucoup pour la région mais ce ne sera pas facile, surtout au début*".

\*Lors des premières rencontres de Padri Gervais et d'Agnès Stiernet avec la population de Kabona, *Padri Gervais* insistait toujours sur *l'importance de respecter la mentalité des Baturage*.

\* Pour réduire le retard évoqué lors de la rencontre de Mgr Kalibushi avec *Agnès Stiernet*, Agnès disait ceci : "*Pour réduire le retard de Kabona (haute altitude)<sup>1</sup> par rapport aux zones de la Crête et de Murunda (moyenne altitude)<sup>2</sup>, il faut trouver comment concilier la sauvegarde de la culture rwandaise tout en évitant ce qui, dans cette même culture, freine ou empêche un vivre ensemble harmonieux dans un climat de Vérité, de Justice et de Paix*".

Pour les activités à mener en vue de réduire ce retard on devait choisir des priorités parmi les priorités, choix difficile, car, partant de pratiquement rien, tout était prioritaire.

Les activités menées, chacune selon sa spécificité, répondaient aux besoins de la population mais elles étaient aussi pleines d'interrogations et d'interpellations à décoder.

Les mots-clés et la philosophie qui imprégnaient le travail ont permis de comprendre certains comportements, de percevoir des inquiétudes, des peurs mais aussi à mieux connaître les richesses de la tradition ancestrale combien importante pour servir de levier à un développement durable. Cette vision du travail est difficile mais possible et combien enrichissante pour celui qui ose croire en l'homme et en ses capacités, pour celui qui aime la population et lui fait confiance.

N.B <sup>1</sup> haute altitude = entre 2.000 et 2.700 m

<sup>2</sup> moyenne altitude = entre 1.600 et 2.000 m

Le lac Kivu est à 1.400 m d'altitude

Monseigneur Wenceslas Kalibushi ( 1919 - 1997) évêque du diocèse de Nyundo (de 1977 à 1997).

Abbé Gervais Rutunganya (*padri Gervais*) curé de la paroisse Crête Congo dans les années 70



## **Réflexion de Bernard Lecomte** reprise dans une interview de Jean Rillaerts. (dans les années 75-80)

Bernard Lecomte, (Expert en développement, membre de l'équipe CINAM en Afrique jusqu'en 1973) parlant de l'aide au pays du Sud faisait remarquer : *“Le respect par les organisations du Nord, de l'autonomie des organisations du sud, est le point le plus délicat. En ce sens on pourrait dire « Plus dangereux que l'aide on ne peut pas trouver » C'est à mon avis, moins dangereux d'être en relation avec une banque que d'être en relation avec une organisation d'aide. L'aide est imprévisible, elle dépend toujours de la main qui donne. Elle crée peu à peu, une mentalité sinon d'assisté, du moins d'attente. L'aide est un mal, mais sans doute temporairement nécessaire”.*

Cette réflexion de Bernard Lecomte s'est vérifiée plus d'une fois dans les actions de développement de Murunda et de Kabona. Concilier la sauvegarde de la culture rwandaise tout en évitant ce qui, dans cette même culture, est un frein au développement, est un travail difficile et délicat. C'est en prenant le temps d'observer, d'écouter, *d'écouter les silences*, de dialoguer avec les baturage à partir de leur vécu quotidien que l'on pourra découvrir certaines coutumes, certains comportements et aussi toute la difficulté d'aider dans la dignité.

Boileau (1636- 1711) ne disait-il pas : “ Hâtez-vous lentement ; et, sans perdre courage, vingt fois sur le métier, remettez votre ouvrage. Polissez-le sans cesse et le repolissez, ajoutez quelquefois et souvent effacez” ?

Réflexion de Saint Vincent de Paul s'adressant à l'une des premières Filles de la charité.

Saint Vincent de Paul lui disait : “ Ce n'est que pour ton amour et ton amour seul **que les pauvres te pardonneront le pain que tu leur donnes**”.

# **Kabona Une population en marche pour son développement**

## **Un développement    Global, Durable et Intégré    Facteur de paix**

*Global*, abordant l'ensemble du quotidien de la population  
*Durable*, garantissant stabilité et sérénité: Facteur de *Paix*  
*Intégré*, s'inscrivant dans le plan de développement du pays

### **Bâti sur ces principes:**

Reconnaître pour tous le droit à la dignité. *Aider dans la dignité.*  
Oser croire en l'homme et en ses capacités.  
Bâtir sur des valeurs sûres : **Vérité - Justice - Respect de l'autre.**  
Valoriser l'homme face à lui-même et face à la société. *Tout homme a une place indispensable et irremplaçable dans la société.*  
Développer sans abîmer.  
Une aide extérieure pour lancer un projet, oui, mais ne pas conditionner son fonctionnement à une aide étrangère.

### **Enraciné par ces mots-clés**

Ecouter, Voir - Juger(discerner) – Agir. Evaluer. Respecter.  
Considération, Complémentarité, Solidarité, Fraternité

Le Secret de la réussite    **Oser-croire et Aimer**

### **Les activités à Kabona**

Plus d'une vingtaine d'activités se sont échelonnées dans le temps en fonction des circonstances du moment, de la prise de conscience de certaines situations par la population, des possibilités de collaboration avec d'autres acteurs de développement et des moyens financiers pour les concrétiser.

L'histoire des activités est révélatrice de la complexité d'un travail de développement soucieux d'aider dans la dignité et respectueux de la volonté de Monseigneur Bigirumwami qui voulait que la population puisse prendre la relève du travail qu'il nous confiait.

Toutes les activités s'inscrivaient dans la ligne du plan de base conçu en 1975 et continuellement adapté aux situations concrètes du moment. Toutes étaient imprégnées de l'esprit et de la philosophie qui ont marqué Murunda et Kabona depuis le début et basées sur la méthode Recherche- Action participative.

Les générations futures, au travers de ces activités de l'ADEHAMU, pourront découvrir un peu de leur histoire et comment leur région, anciennement une partie de la forêt de Mukura, est devenue un pôle de développement.

Ce travail difficile et délicat est possible à condition **d'oser croire et d'aimer**

Les activités menées, à Murunda comme à Kabona, ne sont pas à considérer comme des modèles, ce ne sont que de *petites pierres* apportées par Kabona et Murunda pour tendre vers l'autonomie du Sud.

## Remarques préliminaires.

Les déplacements à pied dans les collines, sont une source inimaginable d'informations.

- \*D'un simple regard, on remarque des enfants qui gardent le bétail au lieu d'aller à l'école.  
Des travaux d'umuganda réalisés pour récolter les petits pois d'une coopérative ! etc...
- \*Après quelques heures de marche, on apprend ce que tous les baturage connaissent :le nombre de bouteilles de bière à « *offrir* » pour être engagé dans tel ou tel projet, le prix à payer pour couper illégalement du bois dans la forêt naturelle, pour doubler la sixième primaire ou encore la contrepartie parfois demandée aux filles ayant terminé le CERAI<sup>1</sup> pour obtenir du travail.
- \*Après une marche d'environ quatre heures, avoir entendu un paysan dire "*la bête la plus méchante pour l'homme, c'est l'homme*", est pour le moins surprenant ! En 450 avt J.C., Plaute disait : "Homo homini lupus".
- \*Lors d'un déplacement dans les collines Padri Gervais parlant des priorités faisait cette réflexion "ce n'est pas parce que vous (les expatriés) vous trouvez de l'argent pour des projets, que nos priorités sont les vôtres". (Cela rejoint la réflexion de Bernard Lecomte.)
- \*Les déplacements à pied ne font pas de bruit comme les voitures ou les motos, ce qui permet d'entendre les bûcherons à l'œuvre *illégalement* dans la forêt, de voir des cantonniers assis au bord de la route, causant ou jouant aux cartes ou à l'igisoro<sup>2</sup>, de voir de nouveaux cabarets à la bifurcation des sentiers...
- \*On peut voir aussi le camion d'un projet de la banque mondiale, chargés des pommes de terre, qui, fin d'après-midi, "*se trompe de direction*", et part dans la direction opposée au magasin de stockage !! Les travailleurs ont vite compris et après quelques jours, ils arrivent tôt le matin avec un panier qu'ils prennent soin d'enterrer avant l'arrivée de l'agronome, et le soir, après son départ, ils chargent tout simplement leur panier de pommes de terre pour rentrer chez eux
- \*Les déplacements à pied confirment souvent les besoins exprimés par la population et fait découvrir des besoins non exprimés, voire même non ressentis

Les activités de développement sont des mines de réflexions.

Les activités de développement au fur et à mesure de leur réalisation invitent à une *vigilance permanente*, qui fait découvrir toute la complexité du développement, continuellement confronté à l'évolution de la société. Des ajustements permanents face aux nouveaux défis, sont une garantie pour la construction d'un monde plus vrai, plus juste où il fera bon vivre ensemble.

Les acteurs de développement.

Animateurs, responsables de projets, autorité administrative et l'Église doivent, ensemble, oser chercher comment "*sortir des sentiers battus*". Il faut trouver des réponses adaptées aux nouveaux défis, avant qu'il ne soit trop tard.

Le changement fait souvent peur et paralyse le développement.

<sup>1</sup>CERAI Centre d'Enseignement Rural et Artisanal intégré

<sup>2</sup>Igisoro Jeu populaire traditionnel

## LA SANTE

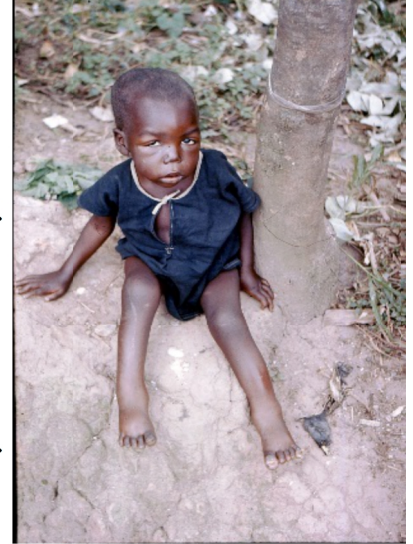
Les chapitres qui vont être traités dans le cadre de la santé sont communs à Murunda et Kabona.

### **La connaissance du milieu, indispensable pour un travail efficace.**

Exemple Le Kwashiorkor Agnès explique comment le kwashiorkor lui a ouvert les yeux.

Le kwashiorkor est un déficit en protéines qui apparaît souvent entre 2 et 3 ans. L'enfant présente des œdèmes, une décoloration des cheveux, est apathique, son teint est rougeâtre. Ce trouble nutritionnel connu de tous les dispensaires se manifeste assez souvent à la période du sevrage.

Dans la région de Murunda, le Kwashiorkor portait plusieurs noms, *irungu* car les cheveux de l'enfant deviennent rougeâtres, ou *kaneke* (petite banane) car la peau de l'enfant avait une couleur un peu comme un banane mûre, ou encore *interanya*, c'est-à-dire "maladie qui engendre des disputes". Les parents venant au dispensaire avec un enfant kwashiorkor, disaient souvent "*baramuroze*" (il a été empoisonné).



Devant la maladie, devant la mort, tout homme se pose des questions cherche comment soigner la maladie pour, si possible, éloigner la mort.

De nos jours, la recherche médicale continue à étudier des maladies pour pouvoir mieux les traiter et dans la mesure du possible, les prévenir.

Je voulais en savoir plus sur ce trouble nutritionnel qui portait des noms si différents. Au cours d'une rencontre avec des parents d'enfants Kwashiorkor, je leur ai demandé ce qu'était cette maladie et comment, traditionnellement, elle était traitée.

Face au Kwashiorkor, l'imaginaire collectif des baturage avait trouvé une réponse: **le kwashiorkor est un empoisonnement, pour le soigner le guérisseur donne une purge, des vomitifs et des taupes.**

Plus logique que commencer par l'élimination du poison cela n'existe pas, ensuite donner des taupes, qui en fait sont des protéines, c'est tout à fait correct. Spontanément j'ai réagi en disant « des taupes, *c'est formidable, il faut en donner beaucoup*, mais, que moi, je *n'oserais pas* donner de purges ni de vomitifs de peur que le peu de sang que l'enfant a encore ne parte avec ceux-ci.

*J'ai donc embrayé sur le positif de leurs connaissances, les taupes*, Je n'ai abordé *l'aspect dangereux* des purges et des vomitifs qu'en second lieu et je n'ai pas contredit leur conception, j'ai dit "*je n'oserais pas*" mais je n'ai pas dit "*qu'il ne fallait pas*" Par contre j'ai fort insisté sur les taupes, l'importance d'en donner le plus possible et j'ai enchaîné en leur disant « si vous n'en avez pas assez (car c'est difficile à attraper) ce n'est pas grave, vous pouvez donner des œufs, de la viande, du poisson, du lait, des haricots » et un papa m'a dit : « *tout cela c'est pour les évolués, pour les Européens mais pas pour nous* ».

Cette réflexion m'a bouleversée. Les gens se sentaient infériorisés par rapport "aux évolués, aux Européens." *Pourquoi ce sentiment d'infériorité*, ce sentiment d'avoir moins de droits que les autres ? Se sentaient-ils déconsidérés ? pourquoi et par qui? Une société qui se croit inférieure, incapable ou que d'autres croient incapable, comment peut-elle progresser?

En essayant de savoir ce qu'était le Kwashiorkor pour eux j'ai découvert l'importance de **la connaissance des mentalités, des traditions et du savoir-faire de la population, qui sont des tremplins permettant un dialogue sincère avec elle. Un climat de confiance peut alors se créer et un partage des savoirs peut se faire. Une formation donnée dans un climat de confiance sera plus assimilable par la population qu'une formation qui ignore ce que pensent les baturage.**

N.B. La connaissance des mentalités, des traditions, du savoir-faire de la population concerne tout le monde, les expatriés bien sûr, mais également les nationaux qui, par leurs études, ont souvent été éloignés de leur milieu traditionnel. De ce fait, ils ont perdu certaines connaissances de leur milieu, un certain savoir-faire des baturage et certaines valeurs ancestrales que la modernité à tendance à étouffer.

Interanya (engendre discorde et dispute (traduction difficile en français)). Ce mot exprime assez clairement la notion de vengeance. Cette notion de vengeance, vieille comme le monde, veut réparer un préjudice causé à un être cher ou à soi-même. Cette notion "réparatrice", que l'on peut comprendre, ne justifie pas la vengeance, mais invite à réfléchir. Devant un enfant atteint de Kwashiorkor, maladie considérée comme un empoisonnement, les parents cherchent à savoir qui leur en voulait au point de se venger sur leur enfant en l'empoisonnant. Une fois le "soi-disant coupable" identifié, à leur tour, ils vont « venger » leur enfant et la spirale continue.

Après avoir entendu ce qu'était le kwashiorkor pour les baturage (interanya, source de conflit), comment il était soigné (les taupes, tout à fait correct ; les purges, danger dû à l'ignorance) après avoir entendu l'impression que les baturage avaient d'eux-mêmes, *“c'est pour les évolués, pour les Européens mais pas pour nous”*, Padri Mukuru et moi avons beaucoup réfléchi.

Cette réflexion du muturage nous a aidés à tracer notre ligne de travail. *Toujours penser et repenser le travail en tenant compte des réactions des baturage, de ce qu'ils expriment, de leurs silences (qu'il fallait décoder), de leur participation ou pas aux activités proposées.*



## La formation dans les centres de santé et coût de la formation Murunda et Kabona

Dans les années 60, les dispensaires étaient surtout centrés sur les soins curatifs. Mais à quoi bon donner des vitamines, des vermifuges ou tout autre médicament si il n'y a pas, *en même temps*, une formation qui pourrait prévenir certaines maladies, voir comment les soigner et surtout en exploitant au maximum les potentialités locales.



Une bonne éducation sanitaire peut améliorer la santé, qui selon la définition de l'OMS, "est un bien-être physique, psychique et social".



Pour assurer une éducation globale : nutrition, hygiène alimentaire,

construction de latrines pour lutter contre le péril fécal, accessibilité à l'eau potable, il était nécessaire de renforcer l'équipe du dispensaire, et surtout de renforcer ses compétences.



Ceci, par l'amélioration des techniques de soins, par la formation de l'équipe à l'écoute et au discernement pour pouvoir transmettre un savoir *sans heurter* les connaissances du 'muturage'. Former également l'équipe à la valorisation des produits locaux et l'encourager à garder un regard positif sur les valeurs traditionnelles.

**La formation.** Une bonne formation est indispensable si l'on veut un travail en profondeur garant d'une amélioration de la santé. Mais toute formation entraîne inévitablement un coût.

Qui va supporter ce coût ? .... Il fallait une réponse réaliste et qui tienne dans la durée.

Padri Mukuru et moi avons longuement réfléchi et analysé plusieurs scénarios.

1° Augmenter le prix des consultations. Cette solution pénalise les familles les plus pauvres. Comme la majorité des pathologies présentées au dispensaire concerne des enfants, l'augmentation des consultations pénalise surtout les familles nombreuses qui auront alors plus de difficultés à se procurer une nourriture équilibrée pour les enfants. Nous avons écarté ce scénario.

2° Demander une aide au gouvernement. La démarche a été faite. Le ministre de la santé a répondu "ce que l'on vous donne, nous sommes conscients que c'est très peu, nous ne pouvons pas faire plus, essayez de votre côté comment trouver de l'aide". Nous étions en 1965 le pays avait à peine trois ans d'indépendance.

3° Demander de l'aide en Europe. Pourquoi pas ? Et demander de l'aide combien de temps? 2 ans, 5 ans, 15ans ? *Mais alors que veut dire indépendance ?*

Un garçon, une fois son foyer construit, demande-t-il des vivres à ses parents pour nourrir sa famille ? Non, car une fois marié, le garçon *est devenu un homme*, donc, il est responsable de sa famille. Nous avons aussi abandonné ce scénario.



4° Créer une caisse locale En valorisant les potentialités locales, il devrait être possible d'alimenter une caisse pour payer la formation et garantir le fonctionnement du dispensaire  
Nous avons opté pour cette formule. Dix matinées de travail ont été demandées à tous les chefs de famille pour couvrir le fonctionnement du dispensaire.



Nous avons :  
cultivé des pommes de terre, (rendement à court terme)

planté du café, (rendement à moyen terme)

reboisé, (rendement à long terme)

En valorisation l'écorce du bananier, un artisanat était lancé, ce qui créait un revenu pour la population



\*L'artisan était payé pour son travail

\*L'écorce du bananier (qui traditionnellement n'avait pas de valeur), grâce à cet artisanat, avait acquit une plus-value dont bénéficiait toute la population

Plus tard, nous avons obtenu une aide pour une petite centrale hydroélectrique qui nous libérait de l'achat de pétrole, tant pour l'éclairage du dispensaire que pour la stérilisation et les frigos. Nous avons pu ouvrir un atelier de menuiserie, de soudure, mettre un moulin à la disposition de la population.

Le barrage sur la rivière Rwishwa



Le transformateur



La menuiserie



Cinq années après avoir pris cette option de demander dix matinées de travail par an et par famille, après avoir valorisé des potentialités locales et installé une petite centrale hydroélectrique en valorisant la chute sur la rivière Rwishwa, l'action de développement l'ADEKOK avait un revenu de 920 à 950.000 fr Rw par an.

Le centre de santé (dispensaire et centre nutritionnel) avait un budget annuel de l'ordre de 1.000.000 fr Rw. Le paiement des soins par la population était de 400 à 450.000 fr Rw par an.

Les 500 à 550.000 fr Rw nécessaires pour clôturer son budget, le centre de santé pouvait maintenant les demander à la caisse locale, et non plus en Europe.

Après avoir subsidié le centre de santé, l'ADEKOK pouvait améliorer d'autres activités.

### Questionnement:

Une aide extérieure pour lancer un projet, oui, mais ne pas conditionner son fonctionnement à une aide étrangère car cela le maintiendrait dans une situation de dépendance et dans ce cas, le risque d'échec à court ou moyen terme est réel.

Cette vision est souvent considérée comme utopique.

L'expérience du centre de santé de Murunda prouve bien qu'il ne s'agit pas d'une utopie.

Comme cité dans la fiche " Recherche-action participative" (p 12) L'autofinancement est la condition sine qua non d'un développement durable. L'autofinancement doit être pensé impérativement dès la création d'un projet et être perpétuellement réajusté.

Cette vision est un des principes de notre action de développement (cf. page 10, n° 4)

## Aides alimentaires étrangères et le dispensaire de Murunda

Les cas de Kwashiorkor présentés au dispensaire étaient systématiquement orientés vers le centre nutritionnel. Au début, ils ont été traités avec des *boîtes de lait reçues de Belgique* via "SOS boîtes de lait" mais ces boîtes étaient rapidement insuffisantes vu le nombre de cas de Kwashiorkor qui commençait à venir de secteurs plus éloignés. On a proposé au centre de faire appel à une ONG américaine, ce qui a été fait.

Cette ONG donnait du lait, du porridge et de l'huile aux enfants mal nourris pour montrer la relation "Bonne nourriture = bonne santé". Cette ONG bienfaitrice soumettait son aide à l'acceptation de certaines conditions à respecter, ce qui est tout à fait compréhensible.

Distribution gratuite à tous les enfants de 0 à 5 ans pour montrer la relation "*bonne nourriture égale bonne santé*" et distribution quelle que soit la race ou la religion.

Le centre de santé, en acceptant les vivres, en acceptait automatiquement les conditions.

Les conditions des donateurs ne sont pas toujours faciles à comprendre par les bénéficiaires.

Psychologiquement, il est difficile pour celui qui demande de l'aide de demander au donateur d'expliquer ses conditions. Si la question du demandeur (en l'occurrence le centre de santé) est mal perçue par le donateur (en l'occurrence l'ONG), le demandeur risque de ne rien recevoir et comme il est en état de besoin, il préfère s'abstenir de poser des questions.

### Questionnement

Certaines conditions posées par l'ONG posaient des problèmes au centre nutritionnel

Alors comment établir des relations saines et constructives entre donateurs.... et bénéficiaires ?

#### 1° Distribution gratuite

Lorsque le premier camion arrive avec le lait, l'huile et le porridge, le chauffeur, une fois le déchargement terminé, a remis sa facture pour le transport, ce que le dispensaire n'avait pas prévu pensant que le transport était compris dans l'envoi des vivres. Le chauffeur, de son côté, a le droit de remettre sa facture. Pour résoudre le problème, la facture a été réglée par un emprunt à la caisse du dispensaire, caisse alimentée par le paiement des consultations et par le petit subside octroyé par l'état pour l'achat des médicaments. Mais comment le centre nutritionnel qui doit distribuer gratuitement les vivres reçus va-t-il rembourser l'avance faite par le dispensaire? Comment va-t-on payer les camions suivants? L'argent du service curatif (le dispensaire) a été *déplacé vers* le service préventif (le centre nutritionnel). La caisse du dispensaire ne pourra donc plus assurer l'approvisionnement en médicaments, ce qui pénalise les malades qui se présentent au dispensaire et fait perdre la confiance des *baturage*.

1 Est-il correct, est-il honnête de prendre l'argent prévu pour soigner des malades et de le déplacer pour une action préventive, le centre nutritionnel en l'occurrence?

2 Distribuer gratuitement n'est-ce pas entretenir un paternalisme si souvent reproché à la période coloniale? N'est-ce pas maintenir une dépendance? par inconscience? ou par ignorance?

3 Et si le donateur est un état (les coopérations bilatérales), n'est-ce pas une question de pouvoir?

Pour résoudre le problème de distribution gratuite, avec Padri Mukuru, nous avons fait le raisonnement suivant. « On ne peut pas faire payer mais on n'a pas dit que l'on ne pouvait pas faire travailler ». Nous avons donc demandé aux parents recevant des vivres de travailler une fois par mois pour trouver l'argent des transports.

Juridiquement, nous étions en ordre, on ne faisait pas *payer*.... mais on faisait *travailler*.

Si l'on commence à *jouer sur les mots*, le risque de déviance est possible. En déplaçant l'argent d'une caisse à l'autre, où est la limite entre ce qui est juste ou pas juste ?

La fin ne justifie pas les moyens.





Avec les parents, nous avons aménagé progressivement une ferme avec poules, lapins, chèvres. La paroisse de Saint Gilles de Bruxelles nous a payé une vache. A côté de l'élevage il y avait les travaux de culture : pommes de terre, légumes traditionnels, choux, carottes. La mise en place de la ferme était un lieu privilégié pour former les parents au petit élevage à domicile et à la lutte anti-érosive.

Des semences, comme celles de choux et de carottes, étaient achetées en gros de manière à pouvoir les vendre à un prix accessible aux parents.

En quelques années, nous avons sur place le nécessaire pour la préparation de repas équilibrés au centre nutritionnel et nous n'avons plus besoin de vivres américains, ce qui nous permettait d'être conséquents avec un de nos principes d'action **“Une aide extérieure pour lancer une activité, mais ne pas conditionner sa pérennité à une aide étrangère”**.

Petit élevage : poules, lapins, chèvres et une vache



Lutte anti-érosive et culture





### 2°Distribution de lait, d'huile et de porridge.

Le centre nutritionnel *avait besoin de lait* pour combler le déficit en protéines mais pas d'huile ni de porridge. On n'avait pas le choix, on devait prendre le tout, même ce dont on n'avait pas besoin.

Le centre nutritionnel doit-il créer un besoin, et en plus, le besoin d'un produit venant de l'étranger ?

### 3°Distribuer à tous les enfants de 0 à 5 ans.

Les premiers mois, les mamans ont suffisamment de lait maternel.

Remplacer le lait maternel par de la poudre de lait à diluer avec de l'eau, pas toujours potable, présentait pour les petits nourrissons un risque de diarrhée. Le centre a décidé de ne pas distribuer de vivres aux enfants de moins de 6 mois. Une demande d'explications de la part de l'ONG n'a pas tardé. Le dialogue n'a pas été facile. Se référant à la préoccupation d'un médecin de l'OMS concernant la "biberonnite aiguë", le centre nutritionnel n'a pas été pénalisé.

Faut-il respecter les conditions du donateur au risque de provoquer des maladies ?

Les questions posées restent ouvertes.

## Evaluation de l'aide alimentaire reçue

Lors d'une réunion du Bufmar (Bureau des Formations Médicales Agréées), plusieurs responsables de centres nutritionnels ont fait remarquer une irrégularité dans l'envoi des vivres. Ils constataient une diminution de fréquentation du centre quand les vivres étaient épuisés.

Que cette difficulté ait été exprimée dans les premières années de l'aide des ONG, à la limite cela pouvait se comprendre mais si après dix ou quinze ans la fréquentation d'un centre nutritionnel est conditionnée à l'utilisation *du lait étranger*, cela pose question. La question exprimée à la réunion de Bufmar méritait réflexion.

Au centre nutritionnel de Murunda lors d'une réunion du comité des mamans, nous avons abordé le problème. Nous avons contourné la condition de "distribution gratuite" en demandant aux parents une matinée de travail par mois, ce qui a permis de créer une ferme avec poules, lapins, chèvres et, plus tard, une vache. De plus, les parents étaient initiés au petit élevage à domicile. Après quelques temps, nous étions à l'aise avec la ferme, nous avions les protéines nécessaires pour la préparation de repas équilibrés au centre. Nous ne pouvions donc pas continuer à nourrir les enfants avec des vivres de l'étranger alors que nous avions le nécessaire sur place. Nous avons donc remercié l'ONG qui nous avait rendu d'énormes services au moment du lancement du centre nutritionnel et nous avons signalé qu'avec la ferme nous n'avions plus besoin des vivres de l'extérieur. Après un an sans distribution de vivres, la fréquentation du centre nutritionnel était de 80%. Les mamans avaient compris la relation « Bonne nourriture = Bonne santé » (un des objectifs de l'ONG) et que les aliments nécessaires pour un repas équilibré étaient disponibles dans le pays.

Nous avons gardé la dizaine de sacs de lait provenant de la Caritas uniquement pour rester sur la liste de la Caritas ! Ce lait était utilisé pour des malades ayant une pathologie particulière et souvent de courte durée.

Notre décision de remercier l'ONG pour l'aide reçue au démarrage du centre nutritionnel était fondée sur un de nos six principes d'action de travail à Murunda et à Kabona.

*Une aide extérieure pour lancer un projet, oui, mais ne pas conditionner son fonctionnement à une aide étrangère, ce qui le maintiendrait dans une situation de dépendance car dans ce cas, le risque d'échec à court ou moyen terme est réel.*

L'ONG ne semble pas avoir compris ce principe de base qui pour nous était élémentaire. En effet, le centre de santé a été interpellé par l'ONG qui avait été informée qu'un enfant de Murunda était décédé de kwashiorkor alors que nous avions dit ne plus avoir besoin de vivres. Ce que l'ONG ne savait pas, c'est que le père de cet enfant, dont trois autres enfants avaient déjà été suivis par le centre, était plus intéressé par les vivres pour les revendre que par les causeries. Moralement le centre ne pouvait pas maintenir la population dans la dépendance d'une aide de l'étranger à cause de familles particulièrement vulnérables. Pour ces familles, le centre nutritionnel ne suffisait pas, il fallait un service social beaucoup plus large qui, effectivement, n'était pas encore organisé. A cette époque, l'action de développement Murunda n'avait qu'une dizaine d'années.

### Mission du ministère de la santé à Murunda

Des médecins envoyés par le ministère de la santé ont effectué une mission dans la région de Murunda. Avant de rentrer à Kigali, le chef de mission a demandé si nous connaissions la raison de leur mission. Nous avons répondu que non et il nous a dit « le ministère a entendu que le centre de santé de Murunda avait refusé les vivres pour le centre nutritionnel et le ministère voudrait savoir comment a réagi la population ».

Nous avons demandé au médecin ce que pensaient les gens, il a répondu, « les baturage ont dit : si Agnès a supprimé les vivres au centre c'est que c'est mieux pour nous ».

## Implantation du centre de santé de Kabona

Le centre de santé de Kabona est une décentralisation du centre de santé de Murunda. En 1975 le centre de santé de Murunda, avec sa structure en place et une moyenne de fréquentation journalière de 383 personnes, ne pouvait plus assurer des soins de qualité.

### Genèse du dispensaire à Kabona

En 1975, lors d'une rencontre avec la population de Kabona, la première chose demandée a été un dispensaire. Quand Agnès montait à Kabona pour amorcer le développement de la région, les gens venaient demander des médicaments, surtout pour leurs enfants. Comme il n'y avait aucune infrastructure en place, quelques petits soins très primaires étaient donnés, une fois ici, une fois là, ou dans ce qui servait de chapelle. Inutile de dire que l'on ne pouvait pas, dans ce cas, parler de dispensaire mais cela montrait combien les gens attendaient un dispensaire.



Au démarrage de Kabona, le Rotary de Kigali a offert un moulin pour Kabona et un local en matériaux semi-durables a été construit. La pièce annexée au moulin a été utilisée pour des soins de santé élémentaires



A ce moment, on pouvait parler de poste de santé non permanent car Agnès était tantôt à Murunda tantôt à Kabona. Grâce à de jeunes Belges infirmiers et infirmières en court séjour à Kabona, ce poste de santé, a rendu, par intermittence, service à la population.

Pendant ce temps, à l'emplacement prévu pour la construction du dispensaire, la population préparait le terrassement, apportait les pierres et les briques, ce qui permettait de commencer les fondations. Une demande d'intervention financière a été faite auprès de l'ambassade américaine et l'aide obtenue ajoutée aux aides ponctuelles trouvées chez des amis belges a permis de commencer les constructions en 1978.



D'année en année, le dispensaire s'est agrandi suivant les aides ponctuelles reçues, entre autres, de V.E. Les jeunes de Dion, lors de leur séjour en 1983, ont installé l'eau courante à l'intérieur du dispensaire. Le groupe Espoir a donné les premiers panneaux solaires pour l'éclairage.



Par la suite, l'aide technique et financière du Bufmar a permis l'installation d'un frigo et d'un surgélateur solaire.

#### Le personnel soignant

1° Stefaan, venu en court séjour en 1979 avec d'autres jeunes de Bruges, a souhaité venir travailler à Kabona. En 1980-1981, un logement a été construit pour le personnel. En mars 1982, après un stage à Murunda, Stefaan est monté à Kabona avec sa femme Katrien et Neleke (leur petite fille). Une fois la permanence du poste de santé assurée, celui-ci a été reconnu par la région sanitaire comme dispensaire dont le représentant légal était le diocèse de Nyundo.

2° Avec l'amélioration des infrastructures du dispensaire et la formation de l'équipe soignante, Déo et Félicien pour les soins médicaux, Anastasie pour les accouchements et les consultations prénatales (CPN) et Anastasie et Juvénal pour centre nutritionnel (CN), le dispensaire a été reconnu comme centre de santé.

3° En novembre 1983, Yves et Marie ont pris la relève de Stefaan et Katrien et en 1985, au moment de leur départ, Agnès a repris la responsabilité du centre de santé.

4° En mai 1985, après avoir abordé le problème de la continuité du centre de santé de Kabona avec Monseigneur Kalibushi, l'idée est venue de s'adresser aux Sœurs de la Résurrection qui avaient ouvert une maison de formation et un centre de santé à Gatovu. Monseigneur Kalibushi a pris contact avec la mère supérieure, Mère Hadewijk, qui lui a demandé un an de réflexion. En mai de l'année suivante, Monseigneur a revu la mère supérieure qui lui a annoncé que les sœurs seraient disponibles en septembre 1986. Le 3/09/1986, les sœurs arrivaient à Kabona. Elles ont occupé provisoirement le logement du personnel prévu pour une famille mais trop petit pour une communauté. Immédiatement la population a préparé le terrassement, des pierres et des briques pour la construction de leur maison qu'elles ont pu occuper à Pâques 1987.



Dispensaire de Kabona en mars 1994

Agnès a dû quitter Kabona le 9 avril 1994.

Les sœurs ont dû quitter Kabona le 7/07/1994.



Mutualités Restait un point important à prendre en considération, l'accessibilité aux soins médicaux. Ce problème concernait surtout les familles à faibles revenus. Nous avons d'abord eu des contacts avec Madame Sacré, responsable au département de la Coopération Internationale à l'Alliance des Mutualités Chrétiennes de Belgique. Puis Madame Sacré a visité Kabona en 1993 dans le but de réfléchir à la possibilité de commencer une mutuelle de santé. Monsieur Misselyn de la mutuelle Saint Michel de Bruxelles a ensuite passé quinze jours à Kabona pour y faire une étude de faisabilité et un projet d'implantation d'une mutuelle était en cours d'élaboration.



## **Kabona, les aides alimentaires et autres**

Kabona qui était en fait la démultiplication de l'action de Murunda avait le même esprit et la même philosophie de travail. Les réalités du terrain sont toutefois très différentes. La concrétisation du travail devait nécessairement en tenir compte.

### **Bref aperçu de la région**

-La région de haute altitude avec de grands espaces récemment conquis sur la forêt de Mukura était reconnue pour l'élevage des bovins. Les troupeaux de bovins étaient généralement accompagnés de moutons. Les familles avaient souvent quelques chèvres et des poules. Les porcs fréquents en basse et moyenne altitude étaient pratiquement inexistantes en haute altitude.

-Il était rare au centre de santé de Kabona, encore débutant, d'avoir en consultation des enfants atteints de malnutrition. Était-ce un reflet de l'état de santé des enfants de la région, ou simplement que ces enfants n'étaient pas présentés au centre ?

A des étudiants en médecine de la faculté de Namur lors en séjour à Kabona, il a été proposé de faire une enquête sur l'état de santé des enfants de 0 à 5 ans. Accompagnés des responsables de cellule, ils ont pu visiter toutes les familles, cellule par cellule, et sur base de la fiche de santé utilisée dans les centres de santé, ils ont établi la courbe de poids des enfants. Le résultat a montré que moins de 3 % des enfants étaient en dessous de la courbe de poids normal retenue par l'OMS.

- Comme déjà signalé précédemment, la connaissance du milieu est importante. Dans la région, celui qui possédait des vaches ne refusait jamais de lait à qui en demandait pour soigner un enfant.

- Les rares cas de Kwashiorkor présentés au dispensaire ont été soignés avec du lait et des œufs apportés par les parents, qui eux-mêmes avaient des vaches, soit avec du lait reçu par les voisins.

- Le problème du kwashiorkor n'était donc pas un problème de carence alimentaire mais un problème de formation sur les troubles de la nutrition en général.

*Une aide alimentaire extérieure ne se justifiait donc pas à cette époque.*

Au centre de santé, l'accent était mis sur le suivi de l'enfant par le centre nutritionnel (C.N).

La formation consistait en causeries sur l'alimentation équilibrée, sur les dangers du péril fécal responsable de troubles gastro-intestinaux, les verminoses, l'hygiène de l'eau, la construction de latrines. Le CN assurait aussi le service des vaccinations. A la consultation prénatale(CPN), en plus du suivi de la grossesse, les causeries abordaient le problème crucial du planning familial.

Au pâturage de Kibara (en bordure de la forêt de Mukura), l'association élevage-agriculture avait déjà permis d'augmenter la productivité à l'ha pour la pomme de terre, le blé. Le travail était en cours pour les petits pois. Ce travail était, non seulement, important pour garantir l'équilibre alimentaire mais était aussi la meilleure formation que l'on pouvait donner aux travailleurs, qui, sur le terrain, voyaient le résultat de l'amendement des sols.

Au niveau préfectoral, la région sanitaire assurait le suivi de tous les centres de santé.

*Sans en avoir fait la demande*, le centre de santé recevait du lait, du porridge et de l'huile, par le biais du programme préfectoral. Que faire de ces vivres de l'étranger qui ne se justifiaient pas à cette époque et qui créaient une dépendance ? Ces vivres ont été distribués comme primes de régularité à différentes réunions ou consultations !! C'était le moindre mal. Le centre a aussi reçu de la farine pour épaissir le lait ! Une note d'accompagnement signalait que cette farine était encore utilisable quelques mois après la date de péremption !! Un colis de pénicilline reçu avec une feuille d'accompagnement conseillait d'ajouter 10% de la dose normale par année de péremption !!



## Questionnement

Pourquoi envoyer des vivres quand la nécessité ne se fait pas sentir ?

Pourquoi des farines ou des médicaments dont la date de péremption est dépassée ?

Pourquoi tant de difficultés pour obtenir de l'aide pour le projet agricole en faveur des paysans ?

Ces «pourquoi» interpellent.

Aider pour mettre les gens debout ? ou pour les maintenir dans la dépendance ?

Aider pour écouler des surplus du pays d'origine ? et / ou créer des marchés ?

***Aider dans la dignité est une tâche difficile et délicate.***

## Les baturage en consultation

Les *baturage* connaissaient les guérisseurs et les consultaient suivant la réputation de chacun d'eux. Si son état de santé ne s'améliorait pas, le *muturage* n'hésitait pas à en consulter un autre, ou à aller dans un dispensaire. Comme tout le monde, le *muturage* cherche à améliorer sa santé.

Je pense pouvoir dire qu'en milieu rural, tel que Murunda ou Kabona, souvent avant de venir au dispensaire, les *baturage* consultaient un guérisseur ou tout simplement suivaient les conseils de la famille ou des voisins.

Lors des consultations au dispensaire, le diagnostic se basait sur l'examen du malade, l'écoute, et les quelques examens de laboratoire réalisables au dispensaire.

Généralement, le malade explique bien les symptômes qu'il ressent mais il attend un médicament par symptôme. (Des vitamines de couleurs différentes arrangent souvent la chose)

Par contre, aux questions posées pour faciliter le diagnostic, les réponses étaient pour le moins difficiles à saisir. Pour des maladies commencées soit disant la nuit ou la veille, l'état de santé du malade parfois semblait dire le contraire. Les mamans n'avaient jamais donné de médicament avant de venir au dispensaire même si la langue de l'enfant était encore chargée du médicament pris.

Quand un malade présentait des pointes de feu, c'étaient toujours des pointes de feu soit disant très anciennes alors que l'état de cicatrisation de ces pointes de feu prouvait à l'évidence le contraire.

Pourquoi les *baturage* avaient-ils peur de dire la vérité ? Je n'ai pas de réponse. Avait-on l'habitude de leur faire remarquer qu'ils avaient tardé à venir se faire soigner, alors qu'ils avaient peut-être déjà consulté un ou deux guérisseurs ou un autre dispensaire ? Leur a-t-on reproché d'avoir fait des pointes de feu, vieux remède auquel ils croient, peut-être, ou, fait simplement sous l'influence des grands-mères ou des voisins ?

Si on culpabilisait le malade, l'attitude d'autodéfense n'était que logique.

On pouvait voir un malade marchant, normalement vers le dispensaire, et ce même malade lorsqu'il entrait dans le bureau de consultation marchait péniblement et manifestait de la souffrance à la marche *sans doute* espérant être pris au sérieux.

Les premiers mois après l'ouverture du dispensaire il n'était pas rare de voir des malades venir au dispensaire avec des œufs ou des bananes. Un malade venant de loin est un jour venu avec un mouton, qu'il présenta pour se faire soigner. On retrouve dans ce geste la mentalité du *Gutura*<sup>1</sup> (offrir quelque chose). A plusieurs reprises, Padri Mukuru lors de l'homélie du dimanche, expliquait qu'au dispensaire le *gutura* n'existait pas. Au dispensaire on n'accepte rien pour soigner. Tout le monde est soigné qu'il ait quelque chose à offrir ou pas.

Le but premier du dispensaire est de soigner la population et de la soigner le mieux possible.

Le climat de **confiance** « malade-soignant » est sans aucun doute la chose primordiale pour soigner correctement. L'option prise au dispensaire a été très claire dès le début : ne jamais culpabiliser un malade par des remarques individuelles, ceci pour éviter une attitude d'autodéfense, mais prendre le temps d'*écouter*, d'*observer* les comportements pour pouvoir *agir* le plus correctement possible.

Lors des consultations préventives où les formations se donnaient à un groupe, l'anonymat des exemples utilisés évitait le danger d'autodéfense. Un dialogue stimulé par des questions-réponses était possible.

Le choix des thèmes de formation découlait tout naturellement des observations et des écoutes.

Par exemple : Des mamans venant au dispensaire avaient facilement *dans le même sac*, une patate douce à côté d'une feuille d'arbre contenant l'échantillon des selles de l'enfant pour le laboratoire, des petites bestioles telles que poux, puces, punaises dans les vêtements, des chiques dans les pieds. Le thème de formation était tout trouvé, *l'hygiène*.

Le carnet de laboratoire révélait des examens de selles presque toujours positifs : une formation sur *la construction de latrines* était donc une évidence.

Les mots-clés inscrits dans l'esprit et la philosophie de l'action se retrouvaient pratiquement chaque jour dans ce qui se vivait à Kabona comme à Murunda.

<sup>1</sup> Gutura Terme ambivalent signifiant offrir un cadeau soit pour accueillir, ou remercier *ou pour demander*.

### La belle histoire de la petite Martine

Une maman vient au dispensaire, elle a sur le dos un bébé d'environ deux mois et une petite fille Martine de plus ou moins 3 ans présentant un Kwashiorkor avancé. Le kwashiorkor étant un déficit en protéines, la maman de la petite Martine reçoit du lait en poudre et on lui explique comment le préparer. Deux semaines plus tard la maman revient, elle a son bébé sur le dos, et son mari porte la petite Martine, dont l'état s'est fortement dégradé. A la question de savoir si l'enfant a pris le lait, la maman répond "*aranga*" (elle ne veut pas), à la question de savoir où était passé le lait, la maman répond que c'est son grand frère qui l'a bu. Le papa me supplie alors de faire *une piqûre* pour sauver sa petite fille. Je lui réponds, « Joseph, tu vois sur l'étagère il y a beaucoup de piqûres, je veux bien lui en faire une mais aucune ne peut sauver Martine, ce qui peut la sauver, je te l'ai donné, mais *elle ne veut pas*, je ne peux rien faire de plus pour elle » et lui montrant la direction du cimetière je lui dis "dans deux semaines Martine sera là-bas". Alors le papa a eu cette réponse surprenante "*donnez-moi encore une fois ce qui peut la sauver et je vais essayer*". Je lui ai donné des protéines concentrées en lui demandant de me ramener la boîte *si elle ne voulait pas*. La semaine suivante le papa est revenu avec Martine et les œdèmes commençaient à diminuer *mais surtout les parents avaient repris courage et confiance*. La confiance étant revenue, nous avons pu continuer le traitement en donnant du lait enrichi avec des œufs et la petite Martine a été sauvée.

« *Elle ne veut pas* ». L'enfant est tellement malade que les parents qui aiment leur petite Martine ne veulent pas lui faire mal en la forçant à prendre quelque chose qu'elle n'aime pas et de plus quelque chose en quoi eux ne croient pas.

« *Le papa espère une piqûre qui pourrait sauver sa petite fille* » mais pas du lait en poudre ! Le dialogue qui a suivi avec le papa est révélateur d'un esprit qui existait à Murunda. On écoutait les malades, on essayait de les comprendre, on ne les culpabilisait pas. De ces dialogues avec les baturage se dégagent souvent des thèmes à insérer dans les différents programmes de formation.

« *Donnez-moi encore une fois ce qui peut la sauver et je vais essayer* » réponse magnifique du papa. Le papa a cru sincère le dialogue que nous avons eu. Un climat de confiance s'est installé et l'espoir est revenu.

**Il faut prendre le temps d'écouter, de décortiquer, pour découvrir la réalité profonde.**

### Un malade originaire de la haute altitude

Un malade est amené au dispensaire de Murunda, transporté par une quinzaine de porteurs et les bois du brancard étaient en bambou. Cela signifiait que le malade venait de loin, car il n'y a pas de bambou à Murunda. L'état général du malade était mauvais, il présentait au niveau du sacrum une plaie grande comme le moitié d'une main. Je demande depuis combien de temps il est malade, la réponse est rapide "*kuva ejo*" depuis hier. Voyant mon étonnement, ils corrigent "*kuva ejo bundi*" depuis avant-hier! Commence alors une longue conversation avec eux. « Depuis avant-hier?, je veux bien essayer de soigner le malade mais une grande plaie comme celle-là depuis avant-hier, expliquez un peu plus car je ne comprends pas bien. J'ai beaucoup de médicaments et je dois choisir le meilleur pour soigner votre malade mais si vous ne dites pas la vérité je peux me tromper de médicaments. Très rapidement il y a eu un attroupement autour du brancard et les gens de Murunda qui suivaient la conversation ont vite remarqué l'embarras des porteurs. Je continuais de parler avec eux pour les amener à m'expliquer un peu mieux l'anamnèse du malade. Alors les gens de Murunda qui étaient derrière les porteurs leur ont dit à voix basse "*si vous lui dites la vérité, elle ne se fâche pas*". En quelques minutes j'ai su qu'il était malade depuis pratiquement six mois et qu'il avait consulté plusieurs guérisseurs. Un rapide examen du malade me faisait soupçonner une tuberculose osseuse. Alors je leur ai dit, "maintenant que vous avez dit la vérité, je crois pouvoir trouver les médicaments qui conviennent pour sa maladie". Effectivement il souffrait d'une tuberculose osseuse.

Je les ai prévenus que l'hospitalisation prendrait plusieurs mois. Il est resté hospitalisé presque une année. Il a pu rentrer chez lui à pied (quatre heures de marche) la plaie complètement guérie.

Quelle ne fut pas ma surprise quelques années plus tard de le trouver la houe sur l'épaule, dans la première équipe de bénévoles venus préparer le terrassement du dispensaire de Kabona.

Pourquoi ces gens avaient-ils peur de dire la vérité? Sans doute tellement habitués à être contredits, voire réprimandés, au lieu d'être écoutés.

La réflexion des gens de Murunda ... "*si vous lui dites la vérité, elle ne se fâche pas*" est révélatrice de l'esprit de Murunda. Comment les gens de Murunda ont-ils découvert cet esprit? Sans doute parce qu'ils n'ont jamais été culpabilisés quand ils s'exprimaient, ils se sentaient écoutés, respectés et les indications données permettaient un bon diagnostic et de ce fait un traitement adéquat.

Un des mots-clés "*vérité*" avait été exprimé spontanément par les baturage.

#### Un enfant Kwashiorkor de Kabona

Le dispensaire n'existait pas encore, des soins se donnaient dans ce qui à l'époque n'était qu'un poste de santé et ne fonctionnait que par intermittence. Une maman présente son enfant souffrant d'un kwashiorkor déjà avancé. Pour ne pas perdre de temps j'ai voulu donner à l'enfant des protéines par sonde nasale mais la maman avait peur de la sonde. Je n'ai pas insisté et j'ai proposé que l'enfant vienne le lendemain avec son papa. Le lendemain le papa est venu avec l'enfant, j'ai pu utiliser la sonde nasale pour donner des protéines à l'enfant. Connaissant l'habitude de la région où on ne refuse pas de lait pour un enfant malade je lui ai proposé de demander du lait à un éleveur et de revenir avec du lait et un œuf, il m'a répondu qu'il n'y avait pas de problème et qu'il avait des vaches. Le papa revenait régulièrement avec le lait de ses vaches et un œuf.

Quelques jours plus tard, devant descendre à Murunda, je lui ai dit de ne pas venir le lendemain et il était tout déçu car il avait remarqué que les œdèmes commençaient à disparaître. Un peu comme s'il avait peur que les œdèmes ne réapparaissent. Pour ne pas le décevoir je lui ai proposé de venir avec son lait et son œuf, sur la route par où je devais passer, de mon côté je prendrais le nécessaire pour le gavage. Le lendemain, sur le bord de la route, avec beaucoup de curieux autour de nous, j'ai pu donner le lait à l'enfant par sonde comme les jours précédents. A mon retour il est revenu au poste de santé, les œdèmes avaient pratiquement disparus. Nous avons progressivement donné le lait à la cuillère et l'enfant était hors de danger.

Le cas de cet enfant montre bien qu'il ne s'agissait pas de pauvreté mais d'ignorance de ce qu'est réellement le Kwashiorkor.

#### L'histoire du tuberculeux de Ramba est très belle aussi.

Un malade de Ramba avait été diagnostiqué tuberculeux. On lui a bien expliqué que le traitement serait long et qu'il devrait être très régulier. Les deux premières semaines, pas de problème il était présent chaque matin pour sa piqûre. Comme la saison des pluies commençait, il s'est absenté deux jours consécutifs. Je lui explique que dans ces conditions on ne peut pas le soigner correctement et que le soigner irrégulièrement au contraire peut lui faire du tort. Il explique que ce n'est pas de sa faute, c'est la rivière qui est trop grosse et qu'il ne sait pas passer. Il avait raison. *Nous avons eu une longue conversation avec lui.* D'une part il avait raison, la rivière était grosse et dangereuse pour venir chaque jour. D'autre part, médicalement, sans son injection journalière pendant trois mois, on risquait de le rendre résistant (C'était le traitement de l'époque pour la tuberculose). On pouvait le loger dans un local en pisé juste à côté du poste de santé mais pour lui c'était impossible, comment sa famille pourrait-elle lui apporter la nourriture ?. Quand on parlait directement avec lui il essayait de nous persuader de ses difficultés, qui étaient réelles, mais il ne pouvait pas comprendre le risque de résistance, cette notion le dépassait et cela se comprend. Il avait un peu l'impression d'un manque de bonne volonté de notre part. Alors devant lui, à Silas, avec qui je travaillais, je dis : " Silas, c'est une situation très malheureuse, il a raison, la rivière est infranchissable quand il a plu et à cause de cela il va mourir, sauf s'il loge ici".

Il était en dehors de la conversation, je parlais seulement avec Silas, donc il ne devait pas chercher à nous convaincre, il était libre dans ses réflexions. A ce moment il a dû découvrir que ce n'était pas de la mauvaise volonté de notre part mais une situation effectivement grave et difficile, il semble avoir découvert aussi notre préoccupation pour lui. Je crois que c'est cela qui lui a donné confiance en nous. Il a simplement dit, " la semaine prochaine je viens loger". Il est venu, il est resté les trois mois, il a eu son traitement correct et il a été guéri de sa tuberculose. Par la conversation que nous avons eue avec lui, et la conversation que j'ai eue devant lui avec Silas, il a pu croire à notre sincérité et la confiance s'est établie.

Un malade vient avec une plaie importante à la cuisse et directement il dit : “j’ai consulté plusieurs guérisseurs mais cela ne va pas mieux. Je viens voir si au dispensaire on peut me soigner”. Il savait qu’on ne lui reprocherait rien. Après avoir examiné le malade on lui a expliqué que le traitement serait long, c’était une tuberculose osseuse de la colonne. On a insisté sur l’importance d’un traitement régulier. Comme il habitait assez près du dispensaire il a pu suivre facilement son traitement, il a été complètement guéri.

Une maman vient et nous dit tout simplement : “mon enfant est malade, je vais chez un guérisseur, voilà le médicament qu’il me donne mais je voudrais un médicament pour la toux”.

Magnifique preuve du climat de confiance.

Il ne faut pas crier au miracle mais des changements réels se produisaient à Kabona comme à Murunda.

Un climat de confiance « *malade-soignant* » faisait son chemin et trouvait ses assises dans l’esprit et la philosophie qui nous guidaient depuis de début du travail à Murunda comme à Kabona.



## LA ROUTE

### La route et les différents financements

La population n'a pas demandé explicitement une route. Mais l'importance d'une route pour désenclaver la zone de Kabona et assurer le développement de la région a été assez vite comprise par la population. Il était devenu courant d'entendre dire "Umuhanda n'urufunguzo y'amajambere" (La route est la clef du développement).



L'accès à Kabona se faisait par l'ancienne route de la Somirwa (Société minière du Rwanda) et par les sentiers dans les collines. Le travail de la route pour désenclaver Kabona a commencé dès 1976 et s'est poursuivi jusqu'en 1994. Un volet "Route" dans un plan de développement est capital, mais aussi difficile à maîtriser. Il faut continuellement entretenir le tablier de la route, protéger les contre-bas afin de garder la route praticable en toutes saisons. Les arbres utilisés pour protéger les contre-bas étaient l'eucalyptus ou le Mimosas.

Il faut des compétences et des moyens pour l'ouverture d'une route et pour son entretien.

Compétences. Le PAK, projet de la Coopération suisse, a formé une équipe de cantonniers qui a suivi un stage à Gisovu.

Moyens. C'est un ensemble d'interventions qui ont permis la réalisation de la route.



Les travaux de la population lors de l'UMUGANDA ont permis de réhabiliter l'ancienne route de la Somirwa, depuis Muhira jusqu'à Gakeri. La population, à plusieurs endroits, a réussi à modifier le tracé de la route pour corriger la raideur de certaines pentes, ainsi Gakeri est devenu accessible au départ de la commune.

En saison des pluies, la population de Ramba avait difficilement accès au centre de santé car la traversée de la rivière était dangereuse. E.A.A. est intervenu pour la construction d'un pont sur la

Satinsyi en remplacement du seul tronc d'arbre jeté au-dessus de la rivière. C'était très dangereux quand le courant était fort.

Une autre intervention d'E.A.A. a permis d'élargir le chemin entre Gakeri et le pont sur la Satinsyi, d'ouvrir une route entre Gakeri et le pâturage de Kibara et de commencer l'ouverture vers la grande route Gitarama-Kibuye.



ADRA-SAWS, une organisation américaine travaillant avec le principe 'Travail contre nourriture', a permis d'élargir la route du côté Rutsiro, de terminer l'ouverture vers Mabanza, complétant ainsi le travail commencé par EAA.





L'ADEHAMU, pour améliorer la route, la stabiliser et la sécuriser en toutes saisons a contacté les MICROREALISATIONS CANADIENNES et un projet HIMO (Haute Intensité de Main-d'œuvre) a été financé.

Avec ce projet la route a été élargie, des banquettes protection ont été



faites, des caniveaux ont été répartis tout le long de la route, et celle-ci a été empierrée là où c'était nécessaire. Les plantations d'arbres, commencées dès les années 75 en bordure des tracés de pistes existantes, ont été intensifiées pour maintenir les talus et prévoir le bois nécessaire pour la réparation des caniveaux.



Kabona était enfin désenclavé tant du côté Rutsiro que du côté Mabanza. Des camions avec le matériel pour de nouvelles adductions d'eau ont pu être acheminés sans difficulté.

*"Umuhanda n'urufunguzo y'amajambere"* (La route est clef du développement).



En décembre 1993, la population a vu ses efforts récompensés par l'arrivée d'un bus.



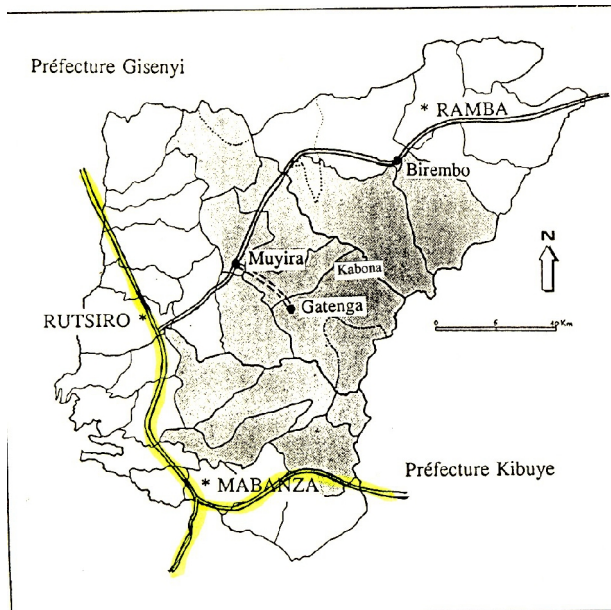
La joie était grande !

Au départ, le projet HIMO concernait la route depuis la bifurcation de la route Gitarama-Kibuye jusqu'au pont sur la Satinsyi. Les travailleurs de la route se sont investis de manière remarquable dans le travail. La gestion de la route, tant du point de vue technique que du point de vue financier a été telle, qu'en collaboration avec la commune de Ramba, la route a pu être prolongée au-delà du pont de la Satinsyi, pour rejoindre la route Birembo Gatumba et de là, rejoindre facilement Ruhengeri.

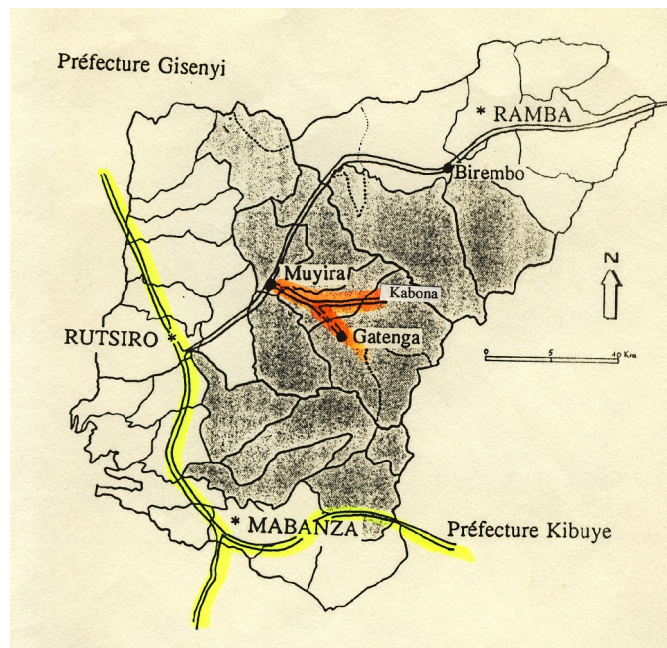


# Route d'accès à la zone ADEHAMU

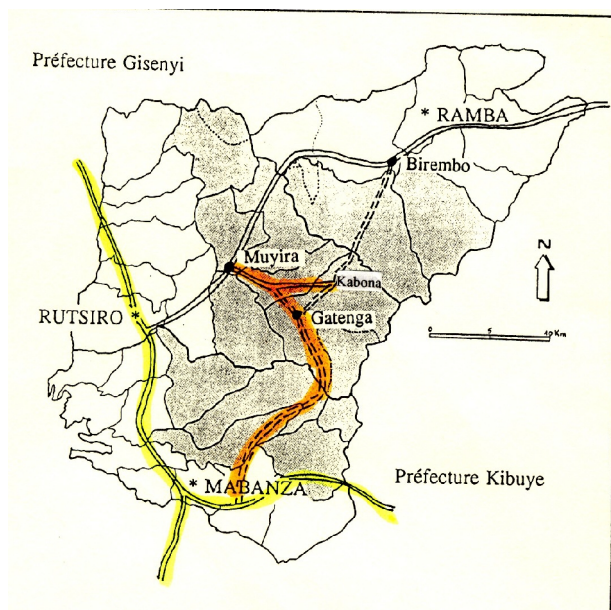
1975



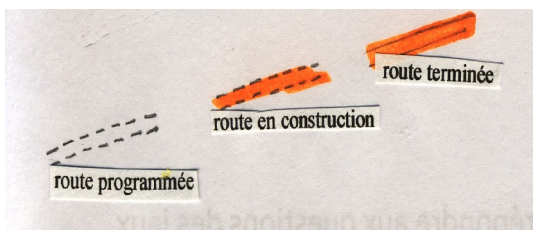
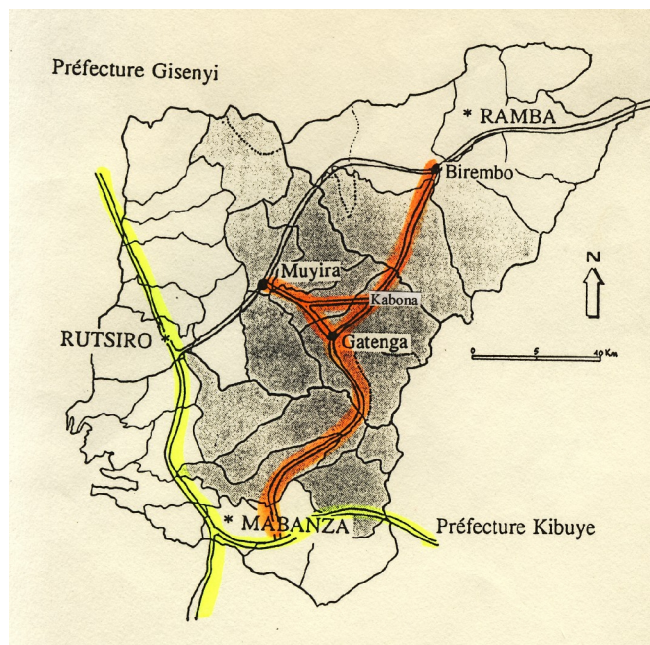
1979



1985 - 1986



1989 à 1993



1 cm = 5 km



## Projet HIMO

De la rivière Satinsyi à la grande route de Kibuye

Projet HIMO (Haute Intensité de Main de d'Œuvre dans les années 1990)

Il faut prendre le temps de regarder le quotidien des travailleurs.



Deux barres à mine et un marteau pour déplacer une énorme pierre.



Un burin tenu à mains nues par un travailleur et enfoncé par un autre avec une masse de 15 kg.



Un travail de grande envergure sans chef de chantier, sans contre-maître, sans ingénieur.

Une compétence remarquable acquise par les travailleurs lors de leur travail à la mine "Somirwa".

Des travailleurs payés 100 frs RW par jour (le prix d'un kilo de viande).

Ce salaire, 100 frs Rw par jour, correct vis-à-vis de la loi, [est-il honnête](#) au regard du travail fourni ?





L'élargissement de la route, vu la hauteur du talus, représente pour l'agriculteur 4 à 5 m de terre cultivable en moins sur toute la longueur de son champ !!!

Les champs en contrebas de la route ne sont plus cultivables puisque comblés de terre de remblai !!!

Les problèmes soulevés par la construction d'une route ou l'élargissement de routes existantes sont complexes et relèvent de multiples compétences.

Il faut [oser les regarder](#), et [chacun, là où il est](#), en fonction de ses responsabilités, [participer à la recherche de solutions](#) les plus équitables possibles.

Pour les agriculteurs lésés par l'élargissement de la route, l'ADEHAMU avait prévu deux actions :  
1° Le reboisement des terres de remblai au profit de l'agriculteur qui serait propriétaire du reboisement

2° L'amendement des terres au-dessus du talus pour améliorer la productivité des champs en se basant sur l'expérience du pâturage de Kibara qui avait été très positive pour l'augmentation de la productivité à l'hectare.

Malheureusement tout a basculé en avril 1994.



## Quelques situations vécues

### L'appel pour la présence des travailleurs

Dans la région de Kabona, il existait une méthode d'appel des travailleurs pour le moins originale. Une fois l'appel terminé, les travailleurs étaient répartis pour différents travaux. Il était fréquent que certains travailleurs, une fois l'appel terminé, aient le privilège de rentrer chez eux et le lendemain d'autres travailleurs avaient le même privilège. A la fin du mois, tous les travailleurs avaient une fiche de présence complète et donc, droit à un salaire complet. Au moment de la paie, tout s'arrangeait avec une bière, soit en bouteille soit en équivalent financier et tout le monde y trouvait son compte. *Information recueillie lors de mes déplacements dans les collines.*

Au moment de commencer le travail d'aménagement de la route, les travailleurs ont été informés que le projet de la route était un projet de l'ADEHAMU tout à fait indépendant de l'umuganda, de la Somirwa, du PCCV et des autres projets œuvrant dans la région et que la méthode d'appel serait différente.

Lors de l'appel du matin, une barre oblique / sera inscrite à côté du nom du travailleur. L'après-midi il y aura un deuxième appel et une autre barre oblique \ sera ajoutée à celle du matin pour faire une croix X. Si le travailleur est absent au moment du deuxième appel, la barre /oblique sera utilisée pour faire un A. On a bien insisté sur le fait que ne seront payés que ceux qui auront une croix complète et que ceux qui auront un A seront considérés comme absents, donc ne seront pas payés. *Tout était dit ...sans être dit.*

Quand je passais sur la route, il m'arrivait de faire l'appel des travailleurs. Je leur disais « je ne vous connais pas, alors le plus simple, quand je dis votre nom, vous passez de l'autre côté de la voiture ». *Tout le monde avait compris.*

Un après-midi de passage sur la route, je fais le deuxième appel. Dans une équipe, il manquait trois travailleurs. Comme convenu, la barre du matin devenait donc un A. Pour excuser leur camarade ils m'expliquent qu'ils sont allés aiguiser les barres à mine. (*solidarité oblige*). Alors je leur ai demandé, combien y a-t-il de forgerons ici ? (je savais qu'il n'y en avait qu'un seul) je n'ai évidemment pas eu de réponse. J'ai alors demandé s'ils trouvaient normal de travailler toute une journée pour cent francs pendant que les autres, qui étaient certainement au cabaret, toucheraient cent francs comme eux, mais sans travailler. Il n'y a pas eu de réponse, le silence n'était-il pas une réponse ? La barre a été transformée en A. Il n'y a eu aucune réclamation à la fin du mois au moment de la paie.

*Ils savaient que le A était justifié mais il faut aussi comprendre leur solidarité vis-à-vis de leurs compagnons de travail.*

Dix kilomètres plus loin, je fais le deuxième appel, celui de l'après-midi. Deux travailleurs étaient absents, immédiatement les autres m'ont prévenue qu'ils étaient partis transporter une femme qui devait accoucher. A la question de savoir si la barre du matin devait être une croix ou un A, ils ont évidemment répondu une croix ce qui était tout à fait justifié.

Le fait de modifier la manière de prendre les présences n'a pas supprimé toutes les tricheries mais a permis des dialogues. Les gens acceptent facilement une réglementation si elle est juste.

Si on demande aux travailleurs d'être vrais et justes, cette vérité et cette justice ne doivent pas être à sens unique. Les gens aiment ce qui vrai et juste mais comme ils sont si souvent trompés, pour eux, mentir est une auto défense et le mensonge par solidarité leur permet de se faire des amis pour être aidés en cas de nécessité.

Cette conception du mensonge dont ils sont imprégnés malgré eux depuis des décennies, il faut l'approcher doucement, sans se faire d'illusions. C'est un travail de longue haleine. Il faut comprendre et non pas juger cette conception. Comprendre ne veut pas dire être d'accord mais juger ou condamner coupe toute réflexion et tout dialogue possible pour amorcer un changement. *Mais rester indifférent* serait une forme de complicité qui maintiendrait une population prisonnière d'elle-même et des prédateurs. Il faut laisser du temps au temps, être réaliste mais pas naïf, il faut pouvoir aussi, *sans rien dire*, accepter d'être quelquefois roulé dans la farine.

## Agafuni c.-à-d. houes presque usées donc peu efficaces pour travailler

Lors d'un engagement prévu de travailleurs, il avait été spécifié que seuls les travailleurs qui se présenteraient avec une houe convenable seraient engagés et ceux qui se présenteraient avec *agafuni* seraient refusés.

Lorsqu'il fallait engager beaucoup de travailleurs, j'avais l'habitude d'accompagner les animateurs. Arrivée sur le terrain, ma première réaction a été de placer d'un côté les travailleurs avec une houe correcte et ils étaient largement majoritaires et de l'autre côté les travailleurs venus avec *agafuni* et ils étaient peu nombreux, moins de vingt. Contrairement à ceux qui avaient des houes convenables, les travailleurs avec *agafuni* étaient plutôt mal habillés.

*Voir- Juger- Agir a surgi dans mon esprit.* J'ai réalisé qu'en exigeant une houe correcte, j'avais pensé à l'efficacité du travail et n'avais pas réalisé que j'excluais ceux qui avaient le plus besoin de travail. Que faire ? Revenir sur la décision prise ? Pourquoi pas. ? D'un autre côté, revenir sur la décision, non seulement c'était créer un précédent mais cela touchait à la notion d'autorité où une certaine fermeté est nécessaire. J'ai réalisé qu'il fallait impliquer les travailleurs dans la recherche d'une solution. J'ai demandé, si parmi eux, il y en avait qui connaissaient l'histoire de quelqu'un qui, pour cultiver ses champs, avait engagé des travailleurs et convenu avec eux d'un salaire. Puis, quelques heures plus tard, il engage encore d'autres ouvriers pour le même salaire et les derniers engagés fin de la journée, toujours pour le même salaire. Parmi eux, il y avait quelques chrétiens qui ont reconnu la parabole des ouvriers de la dernière heure. J'ai demandé à l'un d'eux de l'expliquer à tout le monde. Après quoi, nous avons eu un long dialogue. On a parlé de l'aspect injuste des salaires et abordé la question de cet homme qui, avec son argent, a voulu aider ceux qui n'avaient pas eu la chance de trouver du travail le matin.

D'un côté, il y avait une injustice (humaine) et de l'autre la bonté (divine) de Jésus, Dieu et Homme. Pouvait-on le condamner d'avoir été bon ? Je leur ai alors demandé s'ils accepteraient qu'on engage aussi ceux qui étaient venus avec *agafuni*. La réponse était connue d'avance mais elle était exprimée par eux-mêmes. Au cours de ce dialogue, j'ai compris pourquoi le paysan pauvre, qui n'avait peut-être qu'une bonne houe à la maison, n'allait pas prendre le risque, en travaillant sur la route, de la casser sur une pierre, raison pour laquelle il venait avec *agafuni*. J'ai aussi réalisé que l'enveloppe de ce projet HIMO devait pouvoir prendre en charge le matériel nécessaire pour la construction de la route. Aussi, j'ai pris la décision, et j'ai immédiatement informé les travailleurs en leur expliquant que ce matériel ils devaient le respecter et ne pas '*le perdre*', autrement dit, ne pas se l'approprier. *C'était clair et tout était dit.*

Les paysans comprennent très vite, quand avec eux on cherche à résoudre leurs problèmes, quand on cherche des conditions de travail plus justes. On peut ainsi, petit à petit, avec eux, vivre selon les principes de Vérité, Justice et Respect de l'autre, et cela dans le quotidien de leur vie.

Il ne suffit pas de comprendre une situation, il faut être conséquent avec ce que l'on a compris et traduire ce que l'on a compris en action.

*Observer et Voir – Réfléchir, analyser et discerner la situation Juger - Agir* cela crée une relation de confiance qui permet de vivre ensemble, harmonieusement et en paix.

## Visite d'un Canadien, représentant du projet HIMO pour la route

Le représentant du projet HIMO pour la route, accompagné d'une autorité préfectorale, d'un entrepreneur rwandais, sont venus proposer l'utilisation d'un bulldozer pour la route en vue d'un travail plus rapide et pour avoir un tablier plus régulier. Un des animateurs de l'ADEHAMU s'est exprimé disant : *"effectivement le travail sera plus rapide et le tablier de la route sera plus ferme mais les haricots sont de plus en plus chers et la location d'un bulldozer privera la population d'un travail dont elle a grand besoin"*. Après cette intervention de l'animateur, la proposition de location du bulldozer a été abandonnée et la confiance de la population dans les activités de l'ADEHAMU était renforcée.

La proposition de remplacer la main d'œuvre par un bulldozer **dans un projet HIMO** (projet à Haute Intensité de Main d'Œuvre) *est pour le moins interpellante et inquiétante.*

## Question interpellante

Des questions se posent vis-à-vis de certains financements qu'ils soient de la Banque mondiale ou d'autres origines.

Si la population, localement, n'est pas soutenue pour défendre ses droits, elle s'organise à sa façon pour compenser les injustices dont elle est souvent victime. Ses comportements, tôt ou tard, lui seront reprochés, on la jugera, on ne lui fera pas confiance et le cercle vicieux de la méfiance continuera.

Il faut *oser* aller en *profondeur* pour découvrir ce contre quoi la population réagit.

Comprendre le pourquoi d'une réaction ne veut pas dire être d'accord avec la manière de réagir.

*La nuance est grande et demande une réflexion sérieuse et profonde.*

Ce travail de réflexion, de dialogue, indispensable pour construire un monde juste et paisible permet, progressivement mais sûrement, de créer le climat de confiance nécessaire pour mettre une population debout.

Tenter de mettre un peuple debout, le libérer de lui-même et de ses peurs, n'est-ce pas le plus beau cadeau que l'on peut lui offrir ?

Tout est encore possible, même dans un monde déstabilisé par la recherche de l'Avoir et du Pouvoir.

Ayons l'audace et le courage d'oser y croire et d'Aimer.

## LES ECOLES

La scolarisation est un facteur majeur dans l'évolution d'une population. La loi prévoyait donc l'enseignement primaire obligatoire avec un système de double vacation (Un groupe d'élèves le matin, un autre groupe l'après-midi) pour donner accès à l'enseignement à un maximum d'enfants.

En 75, aucun chiffre n'existait sur le taux de scolarisation dans la zone de Kabona mais des indices révélateurs permettaient de se rendre compte que la scolarisation était faible.

Les trois premières années étaient confiées à des enseignants n'ayant pas terminé leurs études.

À partir de la quatrième, l'enseignement était confié à des diplômés.

Les écoles primaires de Gakeri étaient très délabrées, ce qui ne facilitait pas la tâche des enseignants.



Les logements pour les enseignants étaient difficiles à trouver et les magasins les plus proches de Gakeri étaient à Kabona (plus ou moins une heure de marche). Les enseignants de Gakeri ont donc récupéré un vieux bâtiment de la succursale. De telles conditions de logement expliquent facilement la raison de la médiocrité de l'enseignement et le fait que les élèves de la zone ne réussissaient pas l'examen national.

Le raisonnement des parents était dans la logique des choses, ne voyant pas l'utilité des écoles, ils préféraient envoyer les garçons sur les chantiers de la Somirwa pour « ramasser » de la cassitérite (minerai d'étain) ou leur faire garder le bétail.

Les filles aidaient leurs mamans aux travaux du ménage, s'occupaient des plus jeunes et apprenaient leur rôle de future maman.

A Kigamba, quand le pasteur visitait les familles pour stimuler les parents à envoyer leurs enfants à l'école, il n'était pas rare que l'on cache les enfants. L'un d'eux disait « quand le pasteur arrivait, je devais me cacher en dessous du lit ». Lors de déplacement sur les collines, *aux heures scolaires*, on voyait des enfants surveiller le bétail, puiser l'eau, ramasser le bois au lieu d'aller à l'école.

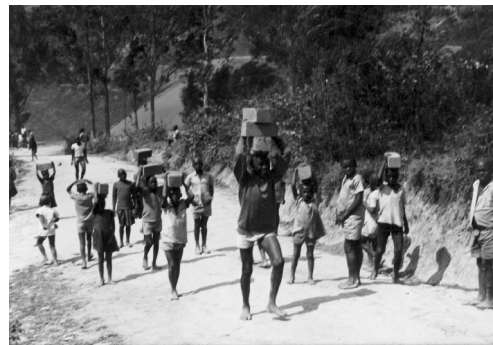
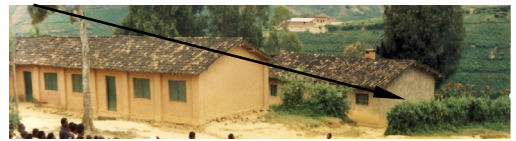




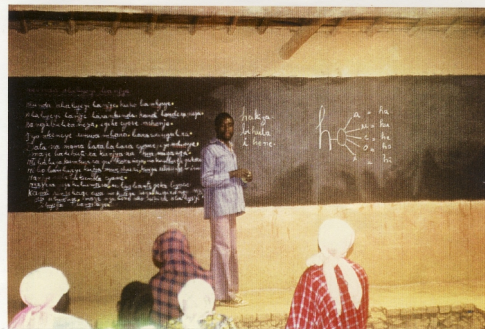
Vu l'isolement géographique de Kabona, les supervisions des écoles par l'inspecteur communal étaient rares pour ne pas dire inexistantes. Padri Gervais avait remarqué qu'à Ruronde, une des cellules les plus éloignées de Gakeri, il y avait deux classes primaires. Les conditions de travail de l'enseignant étant ce qu'elles étaient, expliquaient ses nombreuses absences, durant lesquelles les enfants jouaient dans les classes et, par deux fois, en jouant, ils ont brûlé une partie d'une classe. Dans le cadre du programme de vaccinations, lors de trois passages successifs de l'équipe de vaccinations dans une de classes éloignées, il n'y avait aucun élève. Après avoir contacté l'enseignant, il a dit ne pas avoir été prévenu, il a proposé une date garantissant que les élèves seraient présents. Effectivement, à la date convenue, les élèves étaient présents et ont pu être vaccinés.

Par contre, certains enfants dont les familles avaient des connaissances en basse altitude, ont pu terminer leur école primaire et accéder aux études secondaires. C'est ainsi que, petit à petit, les parents ont découvert l'intérêt de l'école, ce qui explique leur demande en 1975 d'un cycle complet d'école primaire. La demande des parents d'avoir un cycle complet pour l'école primaire impliquait la construction de classes qui, en basse altitude, étaient généralement construites par les paroisses et près des paroisses.

A Gakeri, la première réalisation a été la construction d'un logement pour les enseignants. Il fallait les encourager si l'on voulait relever le niveau de l'enseignement. Cela a été possible par des aides ponctuelles venues de Belgique. Immédiatement après le logement des enseignants ont débuté les travaux pour de nouvelles classes primaires. La population préparait le terrain, les élèves transportaient les briques.



Quand la construction d'une classe arrivait à hauteur de la toiture, on récupérait les tuiles d'une ancienne classe pour couvrir la nouvelle. Au fur et à mesure qu'une classe était couverte, elle était occupée par des élèves et les constructions continuaient avec la participation de la population pour le terrassement.



L'intérieur des classes s'est fait progressivement par la suite.

Les classes servaient également pour l'alphabétisation des adultes.



La construction des 8 classes primaires a été réalisée avec l'aide de la population, l'aide des écoliers soutenus par les enseignants, et par des amis belges. Les portes et les fenêtres des classes ont été offertes par les élèves de l'école primaire de Lasne (Belgique).

Des aides ponctuelles ont permis de réparer des classes de l'école de Kigamba, dont la toiture menaçait de s'effondrer.

Dans le cadre d'un programme national, des classes ont été construites dans plusieurs secteurs avec la participation de l'umuganda.

L'équipement des quatrièmes, cinquièmes, sixièmes primaires faisait partie d'un programme d'aide bilatérale France-Rwanda.

Par la suite, les Pentecôtistes ont reconstruit une nouvelle école complète à Kigamba.

L'atelier scolaire a été financé dans le cadre du programme de la réforme de l'enseignement primaire soutenu par la France.

#### Les CERAI.

Dans le cadre du programme national des CERAI ont été implantés dans les communes.

Pour la commune de Rutsiro, ils ont été construits en basse altitude à Murunda et à la Crête Congo-Nil.

Quand il a été question de construire un CERAI à Kabona, sa raison d'être commençait à être remise en question car des écoles secondaires naissaient un peu partout.

L'ADEHAMU s'est alors posé la question : « pourquoi ne pas construire une école secondaire à Kabona plutôt qu'un CERAI ? »

#### Ecole secondaire

L'ADEHAMU a pris contact avec V.E. Un accord de principe pour la construction d'une école secondaire a été accepté. V.E. acceptait la construction de l'école mais ne se chargerait pas du salaire des professeurs. Suite à cet accord de principe, des contacts ont été pris avec le ministère de l'éducation pour définir le choix de la filière à adopter et pour demander l'accord de paiement des professeurs.

La colline de Kagongo, juste au-dessus du bloc économique, a été retenue pour la construction. Sur la pente où devait être construite l'école, un chantier pour la fabrication des briques a été ouvert, ce qui permettait en même temps de préparer les terrassements des différents bâtiments à construire.

Tout s'est arrêté en avril 1994.



## FORMATION INFORMELLE

Toutes les activités de Kabona participaient à la formation informelle.

### Foyer social

Lors du premier contact avec Kabona en 1976, les gens ont demandé un foyer.

Les différentes tentatives pour lancer ce foyer ont toujours échoué.

Il fallait chercher la ou les raisons de ces échecs. Lorsque les gens ont demandé un foyer, il leur a été demandé ce qu'était un foyer pour eux. Les hommes ont répondu « c'est quelque chose, pour apprendre quelque chose, à nos femmes et à nos filles ». En fait, non seulement la demande était vague, mais de plus, elle venait des hommes (nos femmes...nos filles !!) et décoder le contenu de cette demande n'était pas chose facile. Ils ne savaient pas très bien ce qu'était un foyer *mais dans les autres zones de la commune il y en avait*, la demande était peut-être tout simplement pour que la zone de Kabona ait un foyer comme les autres zones.

Le programme des foyers sociaux, avec au programme de la couture, de la cuisine, un peu de culture de légumes n'a pas intéressé les femmes de Kabona. Leur faible participation au foyer montrait bien que cela ne répondait pas à leur attente.

### Le centre nutritionnel.

Les femmes ont trouvé au centre nutritionnel (CN) et à la consultation prénatale (CPN) des causeries concernant leur santé et celle de leurs enfants.

L'augmentation régulière du taux de fréquentation des CN et des CPN signifiait bien que cela répondait aux besoins des femmes.

L'idée d'un foyer social a donc été abandonnée.

Pour les filles qui souhaitaient « amajambere » c.-à-d. du nouveau, il fallait encore chercher et innover.



### INADES. (Institut Africain de Développement Economique et Social)

Les jeunes gens, lors du premier contact avec Kabona en 1976 avaient demandé un ballon de foot. Il fallait décoder le vrai souhait des jeunes.

Un ballon a été trouvé facilement, ce qui a permis de garder le contact avec les jeunes.

A ces jeunes qui avaient été frustrés dans leur scolarisation de base, il a été proposé la formation par correspondance de l'INADES. Un groupe a suivi avec persévérance cette formation, ils étaient très fiers quand ils recevaient leur feuille de cotations venant du service INADES de Kigali. Ils ont suivi des thèmes relatifs à l'élevage et l'agriculture. Mais ces jeunes gens attendaient plus encore qu'une formation, ils espéraient du travail, ils avaient besoin d'amafranga (argent). Les activités de l'ADEZOKA devenant plus nombreuses, certains parmi eux ont pu trouver du travail, soit au dispensaire ou dans l'animation, notamment avec le PAK (Projet Agricole de Kibuye) ou encore dans la construction. La valorisation du potentiel local tel que le bambou a permis la création d'un projet artisanal pour d'autres qui attendaient encore du travail .

### Le PAK. (Projet Agricole de Kibuye)

Le PAK qui encadrait les CCDFP (centres communaux de développement et de formation permanente) avait mis au point un programme de formation pour la population. Ce programme comportait des thèmes importants comme la lutte antiérosive, les reboisements, la poussée démographique, la construction de latrines etc. L'équipe de l'ADEHAMU collaborait avec le PAK pour les formations. Le matériel facilement transportable tel que les flanellographes était fourni par le PAK.





### Collaboration avec E.A.A.

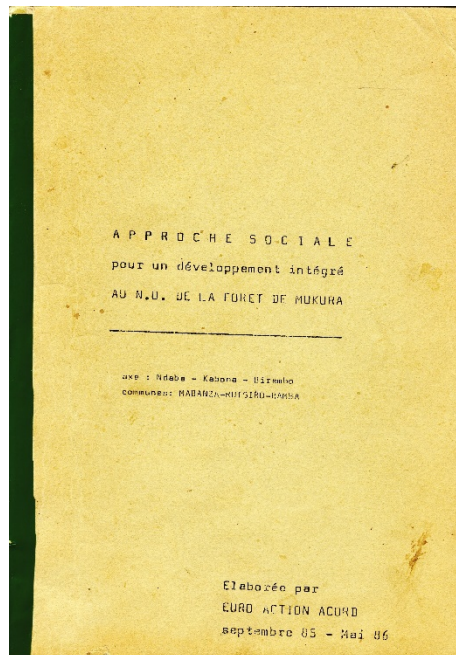
L'organisation E.A.A. (Euro Action Acord) soutenait des initiatives naissantes dans les communes.

E.A.A. permet de lancer l'artisanat du bambou en intervenant pendant quelques mois pour rémunérer un artisan spécialiste du bambou pour former les jeunes.

E.A.A. a contribué à la formation de l'artisanat de la laine de moutons en collaboration avec l'ONG ATOL.

En intégrant un animateur de l'ADEZOKA dans son équipe d'identification, EAA a formé l'animateur à l'élaboration d'un travail qui a abouti en 1985-1986 à un document intitulé « Approche sociale pour un développement intégré au NO de la forêt de Mukura ».

EAA a assuré pendant plusieurs mois le salaire des animateurs de L'ADEZOKA qui était encore à ses débuts.



### Alphabétisation.



L'ADEZOKA a mis en route des petits groupes d'alphabétisation. Par la suite, un programme national d'alphabétisation a été mis en place.

### Sur la route.

Avec les travailleurs, c'était plutôt des discussions concernant les travaux à exécuter. Pourquoi incliner les talus, comment vérifier la pente des talus, pourquoi ne jamais dénuder les talus....

### Au pâturage.

Grâce aux parcelles témoins, la formation des travailleurs à l'amélioration de l'agriculture était facile.



Ces parcelles témoins, toujours en bord de route, interpellaient non seulement les passants mais aussi les autorités préfectorales.



L'agronome de l'ADEHAMU près du pâturage s'entretenant avec des paysans.

### N.B

Les contacts et formations informels, ne portaient pas seulement sur des problèmes techniques mais aussi sur des questions d'éthique, de responsabilité, de justice. Ils étaient fréquents et se faisaient tout simplement par des conversations à bâtons rompus lors de situations particulières.

Plus les échanges avec la population sont variés et réguliers plus la confiance grandit.

Sans contact avec la population, la confiance peut se perdre rapidement.

Un des grands dangers qui menace une action de développement est de vouloir grandir trop vite. *L'enracinement* du développement est plus lent que sa croissance, aussi faut-il être attentif au rythme d'appropriation du développement par la population.



## L'EAU

Dans le cadre de l'action de développement, l'ADEHAMU devait aborder la problématique de l'eau suivant deux aspects différents, les captages de sources et les adductions d'eau.

### Les captages de sources

Kabona, région montagneuse, ne manquait pas d'eau. Mais le rythme de la poussée démographique augmentait le danger du péril fécal, c'est pourquoi le thème de l'accessibilité à l'eau potable était un réel problème. L'objectif du captage des sources était de multiplier les points d'eau potable à proximité des paysans. Certains captages desservaient 10 familles, d'autres 20 familles, rarement plus. Ce qui représente un énorme travail en raison de l'habitat dispersé.

Pour permettre l'accessibilité de la population à l'eau potable, l'ADEHAMU a été fortement soutenue par le PAK (Projet Agricole de Kibuye).

Le PAK avait du très bon matériel didactique, des flanélographes facilement transportables qui étaient utilisés au dispensaire, au centre nutritionnel et lors de réunions sur la colline.



Le PAK a formé le fontainier pour le captage des sources et pour la construction en maçonnerie.

Les *baturage* apportaient l'argile et le sable nécessaire et le PAK fournissait le matériel : crépines, tuyaux en PVC, tuyaux galvanisés, le plastique et le ciment.



Pour éviter que le bétail n'abîme la borne fontaine, les *baturage* construisaient un enclos de protection.



Quand la structure de la borne fontaine était abîmée, les *baturage* faisaient appel au fontainier.

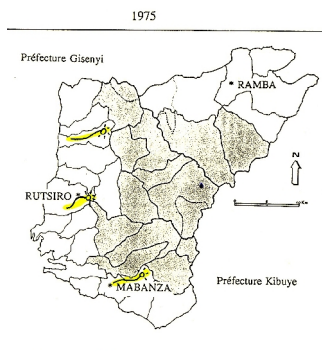


## Les adductions d'eau

La raison d'être des adductions d'eau est toute différente.

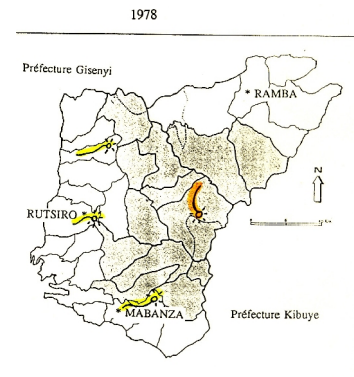
Les captages de source multiplient les points d'eau potable à proximité des paysans, les adductions d'eau s'inscrivent dans l'idée naissante des *pôles de développement* devenus incontournables vu la poussée démographique et l'implantation de services à la population : centre de santé, écoles etc.

Les adductions d'eau sont un des facteurs urbanisant des pôles de développement.

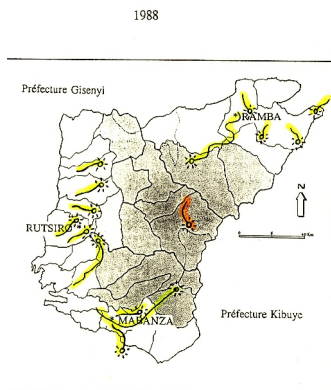


Une carte de 1975 était claire, il n'y avait aucune adduction d'eau dans la zone de l'ADEHAMU.

L'ADEZOKA a demandé de l'aide à COFORWA qui, en 1978, a accepté de financer et d'exécuter l'adduction de Rukubaniro. Cette adduction avait deux sources, Nyabyiyoni et Rukubaniro.



Cette adduction alimentait le centre de Santé de Kabona, la «zone» (un lieu-dit par les *baturage*), l'école primaire de Gakeri et la population riveraine de l'adduction.



En 1988, une étude des adductions dans les régions avoisinantes de la zone ADEHAMU a montré une fois encore un désintéressement pour la haute altitude. Les adductions se multipliaient en basse altitude et aucune en haute altitude. Suite à ce constat ; un animateur a fait la réflexion suivante « on capte l'eau d'en haut pour la descendre en basse altitude ». Le sentiment de frustration et de déconsidération était palpable. A l'animateur a été posée la question de savoir s'il avait deux champs, un près de chez lui et un autre de l'autre côté de la forêt, lequel il cultiverait d'abord ? La réponse était prévisible « par celui qui est près de chez moi ». Et bien les bourgmestres font de même, ils mettent d'abord l'eau près de leurs communes et nous, ADEHAMU,

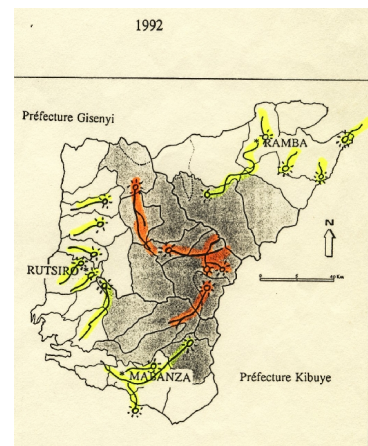
nous allons établir un équilibre en faisant des adductions d'eau dans notre zone d'action. Dans les années 90, plusieurs adductions ont été réalisées par COFORWA et principalement ECONHYDRO grâce à un financement de V.E.

1° L'adduction Rugomero, avec deux sources, Kamishungura et Rugomero, alimentait le centre de santé de Rutsiro, l'école primaire de Mujebeshi, le centre commercial de Muyira, la paroisse Pentecôtiste de Kigamba, l'école primaire de Kigamba et la population voisine de la conduite principale.

2° L'adduction Kigeyo a été réalisée par ECONHYDRO avec un cofinancement de V.E et de la C.E. Le captage des sources Mitongano et Ntaruko alimentait l'école primaire de Rurimpiri, le centre de Nkambi, le bureau du secteur Kigeyo. La paroisse de Bucyeye (EPR), avait un réservoir de 12m<sup>3</sup> et un robinet pour la population.

3° La petite adduction de Kibara, prend sa source dans Kibara, elle a été réalisée par ECONHYDRO, (toujours avec le financement de V.E.) pour alimenter le pâturage de Kibara et la population environnante.

4° L'adduction Nyiramusenye avait pour but de renforcer l'adduction Rukubaniro. Deux réservoirs, un de 12m<sup>3</sup> et un second de 100 m<sup>3</sup> ont permis de répondre aux besoins accrus du centre de santé, de ceux de « la Zone », d'alimenter le Bloc-Economique de l'ADEHAMU, la maison de passage et de faire une petite prolongation de l'adduction vers Gihinga.



La carte d'évaluation de 1992 montre bien un équilibre qui s'établit.



## ARTISANAT DU BAMBOU

L'artisanat du bambou est un travail de plus de dix années avec des jeunes déscolarisés. Avec la poussée démographique, les jeunes ont vu leur parcelle d'héritage, source de leurs revenus, devenir de plus en plus petite. Par contre, l'amélioration des conditions de vie, les maisons en briques adobes et avec tuiles, l'arrivée sur les marchés de vêtements de seconde main, les soins médicaux, tout cela augmentait le coût de la vie. Comment faire face à cette nouvelle situation socio-économique avec de si petites parcelles ?

Pour ces jeunes qui ne voyaient pas d'avenir pour eux sur les collines, l'attrance de la ville était grande mais aussi dangereuse car la ville ne pouvait absorber qu'une faible partie de cette jeunesse non qualifiée. Livrée à elle-même, souvent marginalisée, cette jeunesse était une proie facile pour les bandes de délinquants et de malfaiteurs.

L'ADEZOKA, ne pouvait rester indifférente à cette situation.

L'expérience du travail de l'écorce de bananier à Murunda était très positive mais n'avait aucun sens pour Kabona car, en haute altitude, (Kabona est à 2000m et plus) il n'y avait pas de bananiers. Par contre, à Kabona, il y avait du bambou. Il y avait aussi un artisan spécialiste des paniers en bambou.

Un projet avec le bambou était donc une voie possible pour occuper les jeunes déscolarisés, et, tout en dégorgeant le secteur primaire, amorcer le secteur secondaire par des activités ne demandant pas de terres cultivables.

L'ADEZOKA a demandé et obtenu d'EAA une intervention pour engager l'artisan spécialiste et lui demander de former les jeunes, mais l'enthousiasme n'y était pas. Vu la qualité des premiers objets fabriqués il n'était pas possible de les vendre et donc de payer les jeunes. On leur a expliqué qu'ils étaient en formation et qu'en général on paie pour être formé. Tout le monde savait qu'un boy maçon qui souhaitait devenir maçon donnait une chèvre et une cruche de bière aux maçons pour être formé. C'est une fois reconnu comme maçon, qu'il avait le salaire des maçons.

En fait, le vrai problème était beaucoup plus subtil, dans la mentalité des baturage, le travail du bambou était réservé aux estropiés. Effectivement, l'artisan spécialiste du travail du bambou avait un pied bot. Pour les jeunes et leurs parents, travailler le bambou était un travail dévalorisant. Les jeunes sont tout simplement rentrés chez eux et psychologiquement, il fallait les comprendre. Nous avons gardé le contact avec l'artisan en l'aidant à écouler ses paniers. Nouveau constat, le prix des paniers traditionnels vendus couramment sur les marchés était dérisoire et ne couvrait pas le prix réel de fabrication mais, cette occupation apportait à l'artisan, limité dans ses possibilités physiques, un petit revenu sans être un métier rentable. Grâce aux Belges de passage à Kabona, nous avons pu lui acheter sa production en payant le juste prix et de retour en Belgique ces jeunes belges ont trouvé des possibilités d'écoulement. Lors de la visite d'un sous-préfet à Kabona, nous nous sommes arrêtés chez l'artisan qui était très fier de montrer sa nouvelle maison recouverte de tuiles grâce à la production de son artisanat.

Les jeunes présents lors de la visite du sous-préfet se sont rendus compte que l'artisanat du bambou avait un avenir. Ils ont demandé à reprendre la formation. Ils étaient maintenant motivés. Ils ont appris rapidement la technique, ce qui fait que leur production est devenue rapidement vendable.

Un local en briques sèches a été construit pour les scouts avec l'aide du groupe Espoir. Il comportait une pièce centrale polyvalente pour les réunions scouts, pour le travail des scouts artisans, pour des célébrations ou d'autres réunions et, sur les côtés, des petites pièces pour ranger du matériel et la production des jeunes.

Le curé de la paroisse trouvant la pièce centrale trop petite pour les célébrations, envisageait de supprimer les murs des petits locaux latéraux pour faire *une plus grande chapelle*, ce qui a posé problème car le curé ne connaissait pas bien l'histoire de ce local.

Il avait été conçu pour l'artisanat des jeunes scouts et la gestion du local leur était confiée.



Les scouts de Saint Remacle à Liège, lors de leur chantier de vacances à Kabona, ont résolu la difficulté en finançant un nouveau local pour les scouts, sur un terrain acheté à la zone par Agnès. Avant leur arrivée à Kabona, le terrassement était terminé et les briques étaient prêtes. Durant le camp chantier, des scouts de Liège et de Kabona se sont mis ensemble au travail.



Au moment de leur départ, on plaçait la charpente sur le local qui fut, par la suite, rapidement terminé.



De nouveaux débouchés locaux ont été trouvés grâce aux différentes expositions organisées par le ministère du commerce et de l'artisanat et aussi par l'association " Femmes Africa " qui organisait des marchés de Noël .Le magasin d'art floral « Iris » était devenu un client régulier.

Mais le chemin n'était pas encore terminé.

Une nouvelle étape pour l'évolution de l'artisanat a été possible grâce aux Belges de passage à Kabona. Par eux, nous avons pu avoir des commandes pour la Belgique, notamment, pour le magasin ARTIMO (artisanat tiers monde) et sur présentation d'échantillons nous avons obtenu une commande de 4.000 paniers pour le rayon artisanat du Bon Marché (un grand magasin à Bruxelles).

Ce fut une expérience très intéressante. Non seulement il fallait respecter la qualité de l'échantillon présenté mais aussi respecter un délai de livraison. Alors les jeunes un peu "enivrés" par cette grosse commande se sont mis au travail trop rapidement..... au détriment de la qualité des objets.

Vu la qualité médiocre de certains des paniers, la moitié de la commande seulement a pu être livrée et en plus ils ont perdu le marché. *Mais ils avaient acquis une expérience.* Que faire des invendus qui ont traîné des mois sur des étagères et ont fini par être vermoulus ? Avec des étudiants rwandais, lors de travaux de vacances, ils ont compté tous les paniers non vendus, ils ont calculé la somme d'argent jamais touchée (puisque objets invendus). Ils ont ensuite reçu une boîte d'allumettes pour brûler les paniers et ils ont pu se rendre compte de la somme d'argent perdue.

Un échec regardé en face et analysé est formateur.

Les échecs font partie de l'expérience et la construisent aussi.



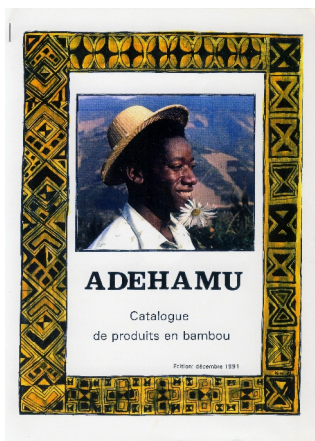
Pour consolider l'artisanat, une autre étape était encore à franchir : la diversification des objets pour faciliter la recherche de nouveaux marchés. Les Old-Timers de la Sabena, lors d'un séjour à Kabona, ont appris aux jeunes la technique de l'assemblage du bambou et leur ont appris à fabriquer des étagères et de petites tables.



Un ou deux jeunes ont pu bénéficier à la KIAKA d'une formation organisée par des Chinois. Ils ont appris de nouvelles techniques, ce qui leur a permis la création de nouveaux modèles.



Une autre étape a été la gestion avec le calcul du juste prix en tenant compte de la main d'œuvre et du coût du bambou. Les jeunes devenant demandeurs de bambou, le prix de celui-ci augmentait. De l'artisanat du bambou naissait une nouvelle source de revenus pour les baturage.



Une parcelle en contrebas du dispensaire a été mise à la disposition des scouts et leurs amis de Liège ont financé les plants de bambou assurant ainsi la matière première pour l'artisanat.

Le terrain restait propriété du dispensaire mais les bambous appartenaient aux scouts.

Aidé par des jeunes belges en séjour à Kabona, ils ont préparé un catalogue de leur production.

L'ADEHAMU, dans les locaux de Kangongo, organisait le stockage, l'exposition de l'artisanat et aidait à la commercialisation.



Trente ans après ses premiers pas, l'artisanat est toujours en activité. Sans être une solution miracle pour répondre aux problèmes des

jeunes déscolarisés, le projet du bambou (*une goutte d'eau, c'est vrai*) a été et reste une aide pour les jeunes déscolarisés.

Une goutte d'eau, plus une goutte d'eau et encore d'autres gouttes finissent par remplir un verre.

L'artisanat du bambou a encore un bel avenir devant lui. Aux jeunes de nous dire où ils en sont aujourd'hui et quels sont leurs objectifs pour le futur.

## ARTISANAT DE LA LAINE

Les moutons, nombreux en haute altitude, étaient une race à poils courts dont la peau était recherchée comme ingobyi (sorte de couverture pour porter les bébés sur le dos).

Le projet PAK en préfecture de Kibuye avait des moutons issus de croisement, mais, en basse altitude, ces moutons croisés se sont montrés sensibles au piétin. Le PAK, avec qui nous avons l'habitude de collaborer, a pensé que ces moutons s'adapteraient plus facilement en haute altitude et il a envoyé une dizaine de ces moutons à Kabona.

De là est née l'idée de valoriser la laine de moutons. Les après-midi où le CN était libre, l'infirmière Marie a invité les jeunes filles qui le souhaitaient à venir apprendre le filage de la laine. Les filles ont commencé à filer au fuseau. Assez vite EAA qui soutenait des initiatives naissantes s'est intéressé au projet de valorisation de la laine et a invité Lisette Caubergs de l'organisation ATOL à aller former les filles.

La première formation a été celle de l'utilisation du rouet.

La formation suivante a porté sur la teinture en utilisant des plantes locales.



La formation au tricotage au tissage a suivi.



et





Tout cela se faisait dans une chambre du logement du couple infirmier. Monsieur Raes et Monsieur Mestdagh qui avaient une entreprise familiale en Belgique, soutenaient chaque année à Noël un petit projet. Leur objectif était de donner un coup de pouce pour soutenir le démarrage de nouvelles actions de développement. Leur intervention a permis la construction à Kangongo de locaux pour héberger l'artisanat de la laine. Dès la construction terminée, l'atelier de la laine est descendu à Kangongo, libérant la chambre du couple infirmier.



Lisette est revenue à plusieurs reprises pour perfectionner et diversifier le travail.



Tout le matériel a été fourni par EAA et les coûts de la formation assurés par l'ONG ATOL ont été couverts par EAA.



Les ONG rwandaises et les autorités locales sont venues plus d'une fois visiter l'artisanat.





L'histoire de l'artisanat de la laine est une très belle histoire de collaboration de plusieurs partenaires qui tous visaient à une amélioration du bien-être de la population avec des objectifs différents mais complémentaires.



Le PPF (Projet Pilote Forestier) et son objectif de protéger la forêt naturelle a concédé le terrain de Kibara et envoyé les premiers moutons croisés.

La campagne 11/11/11 de Belgique a permis de construire la première bergerie.



V.E, partenaire de l'ADEHAMU, avec son programme de revalorisation du pâturage de Kibara, a proposé l'importation de moutons de race "Mérinos d'Arles". Ces moutons avaient une laine de très bonne qualité, contrairement aux moutons locaux qui n'avait pas de laine mais seulement des poils, et à la laine des moutons croisés reçus qui était très médiocre.

EAA a soutenu l'idée de l'ADEHAMU de valoriser la laine de moutons.

ATOL a été sollicité par EAA pour apporter son expertise du travail de la laine.

L'atelier de la laine était une réponse parmi d'autres à ce que les *baturage* avaient exprimé à leur manière en 1975 quand ils ont dit "turachaka y foyer" c à d "nous voudrions quelque chose pour apprendre quelque chose à nos femmes et nos filles".



## KANGONGO

Avec l'évolution du travail de développement, une structure pour héberger les différentes activités se faisait de plus en plus pressante. Un complexe a été conçu et exécuté en plusieurs



phases, en fonction des disponibilités financières. La première partie de la construction a été possible avec l'aide de Monsieur Raes et de Monsieur Mestdagh qui chaque année à Noël soutenaient un petit projet pour donner un coup de pouce à de nouvelles actions de développement en phase de démarrage.

Après la signature de l'accord de coopération entre V.E. et l'ADEHAMU

en 1989, V.E. a pris en charge l'ensemble des constructions.



Spontanément la population a appelé ce complexe "Kangongo", nom de la colline où il était construit.

Les locaux étaient souvent occupés avant même d'être complètement terminés. L'atelier de la laine a été le premier à occuper Kangongo puis, le magasin, les salles de réunions, la caisse de solidarité, la commercialisation de l'artisanat du bambou, les services vétérinaire et agricole, le service des eaux, le service social, la bibliothèque, la salle de l'audio-visuel, et les services administratifs de l'ADEHAMU.

### ATELIER DE LA LAINE

L'atelier de la laine est la première activité à avoir occupé les locaux de Kangongo alors toujours en construction.



### COMMERCIALISATION DU BAMBOU

Salle d'exposition



### LE MAGASIN



Le magasin avait pour but d'assurer à la population les produits de première nécessité comme le savon, les houes, le sel, le dithane pour la culture des pommes de terre, etc... Il complétait aussi ce que les petites boutiques naissantes ne pouvaient pas encore assurer.



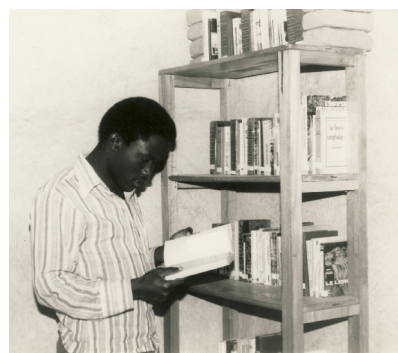
Le magasin permettait également de stocker et de vendre une part des récoltes du pâturage.

## LA CAISSE DE SOLIDARITE

C'est à la demande du service « Recherche-action » des banques populaires qu'est née en 1988 la caisse de solidarité. La préoccupation des banques populaires était de trouver une nouvelle formule d'épargne et de crédit vu que trop souvent les crédits étaient accordés aux personnes les plus influentes au détriment des plus faibles. L'originalité de la caisse de Kabona a été la création de petites caisses par activités ou par cellules. Dans ces petites caisses, non seulement les gens se connaissaient entre eux mais socialement ils étaient très proches les uns des autres, ce qui permettait des attributions de crédits beaucoup plus équitables. Il y avait plus de vingt-cinq caisses pour la zone. La K1 était la caisse des artisans du bambou, la K 2 caisse de la cellule x.... la K3 cellule y.... etc

## LA BIBLIOTHEQUE

La bibliothèque a commencé très petitement dans les années 1990-91. Elle était fréquentée surtout par les étudiants pendant les vacances et par les enseignants. L'éventail des livres était assez large : livres de géographie, d'histoire, de pédagogie, de sciences, de mathématiques, de français, des romans, des BD, des revues etc. En 1993, la bibliothèque, devenue le domaine des étudiants, avait plus de 1000 livres et revues...mais très peu de livres en kinyarwanda.



## LA SALLE DE PROJECTION

En vue d'améliorer les formations *et pour ne pas être en retard* dans l'encadrement des loisirs et du socio-culturel, V.E. a fourni le matériel audio-visuel nécessaire, y compris le groupe électrogène indispensable vu qu'il n'y avait pas d'électricité à Kabona. L'installation a été réalisée par les Old-Timers de la Sabena (des retraités volontaires de la compagnie aérienne Sabena) qui, pour assurer la protection du matériel, ont encastré celui-ci dans le mur de la salle. Ils ont également formé un des animateurs à l'utilisation et l'entretien de ce matériel.

Des formations audio-visuelles ont été organisées pour la population, notamment sur le problème de la démographie, *sida ntawe bitareba* (le sida nous regarde), l'amélioration de l'élevage etc...

Des films étaient aussi projetés et intéressaient surtout les jeunes. l'ADEHAMU pouvait se procurer les films au ministère de l'éducation où il y avait un très large éventail de films.





## SALLE POLYVALENTE

Formation du personnel de l' ADEHAMU



Réunion avec des responsables de cellules



Visite des représentants de V.E



Fête du personnel et de leurs familles



Les enfants étaient fiers de jouer une saynète pour leurs parents et recevoir le petit cadeau au pied du sapin de Noël.





## FÊTE POPULAIRE

En 1992, pour la première fois une grande fête populaire a été organisée.

Le but en imaginant cette fête, était de faire passer plusieurs messages.

- **Le remerciement** à tous les travailleurs pour le travail réalisé durant l'année, tant ceux de la route que ceux du pâturage et des autres services de l'ADEHAMU.

*La Mise en valeur du travail réalisé traduit bien la Considération, un des mots-clés.*

- **La notion de participation aux bénéfices**. Pour que la population puisse s'approprier son développement, il est normal, il est juste, qu'elle participe aux bénéfices de son travail.

Justice autre mot-clé de notre action.

Les batirages ont été informés que les beaux lots de la grande tombola (les gros lots : pagnes, houes, tissus, dithane, le mouton) avaient été offerts par la caisse du pâturage qui avait libéré 75.000 fr Rw (A cette époque le salaire d'un travailleur était de 100 fr Rw par jour)

- **La formation**, pièce maîtresse en développement. Valoriser l'homme face à lui-même et face à la société en utilisant des saynètes comme moyen de communication pour un grand public.
- Faire découvrir que l'on peut **motiver des batirages** autrement qu'avec de la bière..

La journée a commencé dans la matinée pour se terminer le soir vers 5 h.

Il y avait beaucoup d'activités où les *batirages* pouvaient gagner des billets de tombola à chaque participation. Il y avait la tombola express où tous les billets étaient gagnants et la grande tombola avec comme gros lot un mouton à laine.



Les activités étaient variées.

Jeu d'échasses



Tir à l'arc

Danses





## Courses de sacs avec des premiers



et des derniers



Des saynètes permettant de faire passer des messages importants étaient jouées devant le grand public.

Saynètes pour fustiger les jeux d'arnaques qui devenaient fréquents sur la route ou dans les marchés.

Saynètes jouées par des enfants (sur base de la fable 'la cigale et la fourmi'). Ne pas

consommer son salaire en deux jours mais penser à nourrir sa famille, à assurer les soins de santé de la famille etc. Autres sujets, l'utilisation des pompes pour le dithane etc...



Tambours, harpes arcs musicaux étaient à l'honneur .



La journée s'est terminée par la grande tombola et le mouton a été gagné par un élève de sixième primaire.

Les *baturage* ont été intéressés par les différentes activités.

L'ambiance de la journée a été extraordinaire. Et cela sans avoir consommé de bière.

Le soir en rentrant chez elle une femme disait avec beaucoup d'humour *"je n'ai pas gagné le mouton mais gagné un paquet d'allumettes, maintenant je ne devrai plus demander du feu à mes voisins si mes braises sont éteintes"*.

N.B. Au moment de la préparation de la fête, un membre de l'équipe ADEHAMU a fait cette réflexion, "si c'est un de nous qui gagne le gros lot, les *baturage* vont dire que nous avons triché." Après avoir réfléchi ensemble ils ont décidé que le personnel ne participerait pas aux jeux. Personnellement j'ai apprécié leur réflexion qui traduisait bien leur connaissance du milieu et surtout j'ai apprécié leur décision. J'ai alors proposé une fête uniquement pour le personnel à Noël. Cette fête de fin d'année a été reportée en janvier suite à l'assassinat des veilleurs en décembre 92. En 1993, la conjoncture du pays ne permettait plus l'organisation de grands rassemblements de population.



# KIBARA

## LE PATURAGE

Kibara, lieu-dit en bordure de la forêt naturelle de Mukura situé au sommet de la crête Congo-Nil. Vu la poussée démographique, la population, à la recherche de nouvelles terres à cultiver et pour y faire paître le bétail, envahissait progressivement la forêt. L'amélioration de l'habitat encouragée par l'Etat nécessitait tuiles, portes, lits, chaises, bancs et petites tables. Pour ces travaux, menuisiers et tuiliers se procuraient le bois et les planches nécessaires dans la forêt. Les femmes y trouvaient également le bois nécessaire à leurs besoins domestiques. De 3000



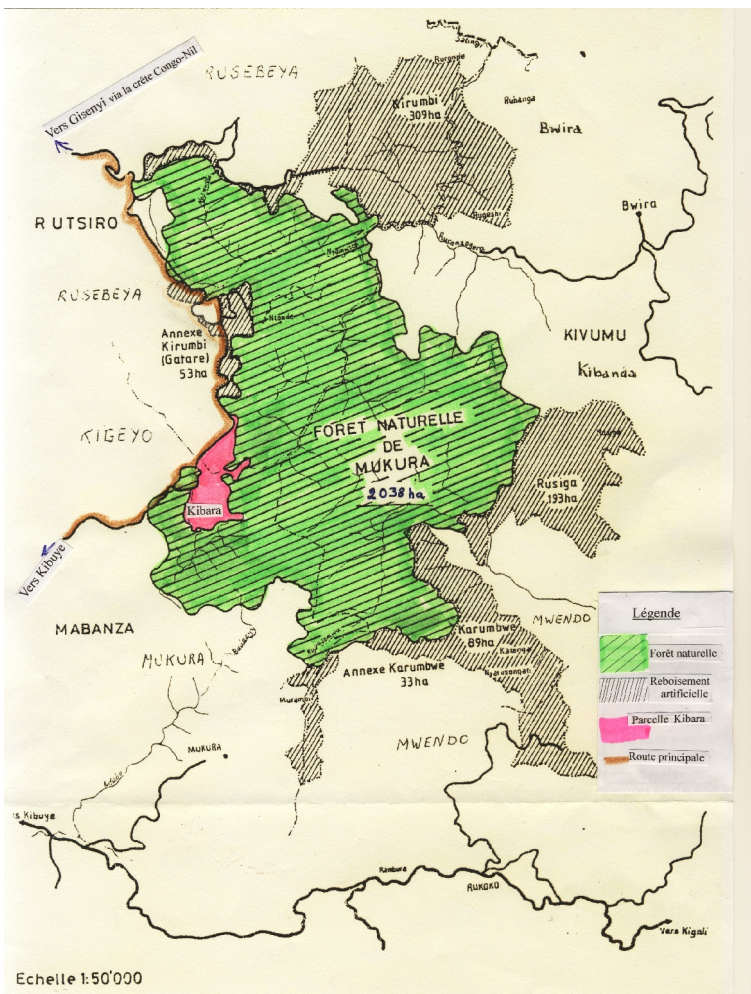
hectares de forêt dans les années 1970, (dans les années 80 selon le recensement du PPF), il en restait encore 2038.

A ce rythme, la forêt était en danger avec

toutes les conséquences écologiques inévitables. Aussi, pour lutter contre la déforestation, des programmes préfectoraux comme le PPF (Projet Pilote Forestier), et nationaux comme la journée nationale de l'arbre ont été mis en place.

Le programme du PPF était de créer une ceinture de reboisement artificiel autour de la forêt de

Mukura. Trois types de reboisement étaient prévus : reboisements domaniaux, communaux et parcelles privées d'une superficie de 4 à 5 ares pour la population qui en faisait la demande.



Ces reboisements artificiels devaient servir de tampons pour éviter les champs de culture pénétrant dans la forêt tout en disponibilisant le bois de chauffe nécessaire à la population. Ce programme était accompagné d'une formation pour les pépinières, les plantations, l'entretien et l'exploitation des reboisements.

Les baturage, acculés par un besoin immédiat de bois, appliquaient difficilement sur leurs parcelles individuelles les formations reçues. Mais le travail des baturage engagés comme ouvriers par le PPF pour les reboisements domaniaux et communaux était une autre forme de formation, indirecte il est vrai, mais dont on pouvait espérer une appropriation à plus long terme.



Les baturage, disaient volontiers, "les arbres c'est bien mais si on n'a rien à manger à quoi cela va-t-il nous servir" ? Lors d'un déplacement sur la colline, un animateur fit remarquer "pourquoi reboiser un terrain si peu accidenté et propice à l'agriculture alors qu'à côté il y a des terrains plus accidentés où il est difficile de cultiver" ? La réflexion des baturage et celle de l'animateur étaient pertinentes : un premier contact a été pris avec la commune et d'autres ont suivi avec la préfecture et le PPF. Après plusieurs rencontres sur le terrain, il a été convenu que le terrain de Kibara serait mis à la disposition de l'ADEHAMU pour y faire une recherche-action agro-sylvo-pastorale. Cette recherche-action en collaboration avec le service agricole préfectoral, le PPF et le PAK (Projet Agricole de Kibuye) devait réhabiliter les sols épuisés par la surexploitation des terres (conséquence de la poussée démographique) tout en jouant le rôle de tampon pour protéger la forêt.

Au moment de l'accord de coopération entre V.E. et l'ADEHAMU en 1989, un important volet agropastoral a été inscrit au programme quinquennal de l'ADEHAMU, ce qui a permis un travail intensif à Kibara.

La parcelle de Kibara d'une superficie totale 72,8 hectares comportait une zone forestière d'une superficie de 4,03 ha, et le marais avait 4,97 ha. Le reste de la parcelle, en fonction de la configuration du terrain, a été divisé en quatre zones agropastorales. Dans un premier temps,

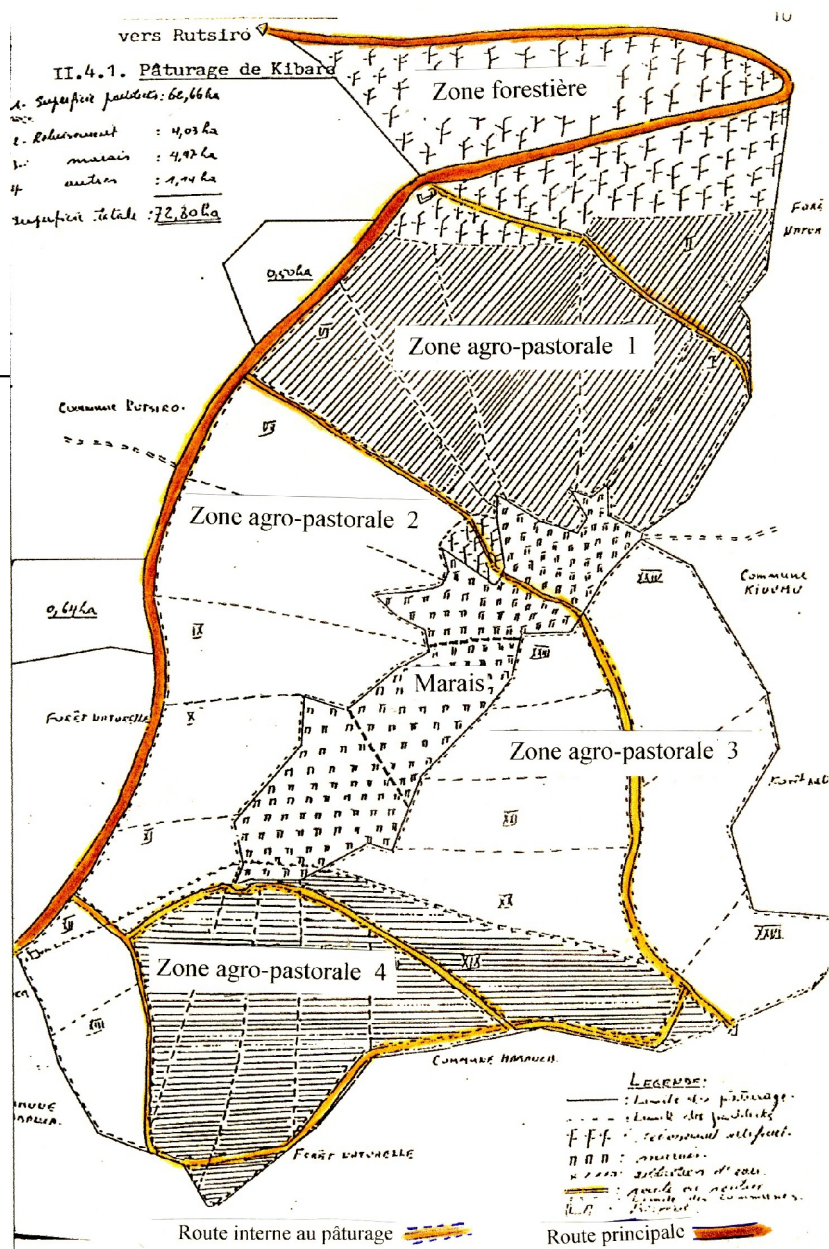
malgré la mauvaise qualité du pâturage, les zones agropastorales 1, 2 et 3 ont été réservées pour le bétail.

La réhabilitation du sol épuisé a débuté sur la zone agropastorale 4. Les ouvriers engagés étaient encadrés et formés par le technicien agricole et des animateurs de l'ADEHAMU.

Une fiche culturelle détaillée était établie pour chaque culture ce qui facilitait les justificatifs à fournir à V.E., qui finançait le projet, et elle permettait après chaque récolte de faire une bonne évaluation pour améliorer la culture suivante.

La rotation des cultures une fois terminée, on passait à la plantation de kikuyu. (Herbe très appréciée par les bovins) pour faire de cette zone un pâturage amélioré.

Ensuite on passait à la réhabilitation d'une autre zone agropastorale.



## AGRICULTURE

Pour chaque culture, une petite partie de la parcelle était cultivée tout à fait traditionnellement, généralement en bordure du chemin utilisé par les baturage qui traversaient le pâturage pour se rendre à Kivumu. Cela permettait à la population de voir la différence entre la petite parcelle cultivée traditionnellement et le reste de la culture, de voir de nouvelles plantations telles que des choux. C'était une formation indirecte de la population.



Aux baturage, tous agriculteurs, et engagés comme ouvriers agricoles au pâturage, les animateurs de l'ADEHAMU expliquaient la méthode de travail qui serait utilisée pour essayer de réhabiliter le sol et avoir un meilleur rendement. (Formation active sur le terrain)

Par exemple, en plantant les pommes de terre à la ligne, au moment



de la récolte il y aura moins de pommes de terre blessées, qui, non seulement se conservent moins bien mais ne sont pas vendables au marché. Explication aussi sur le calibre des plantules, les amendements à apporter au sol en fonction de la culture.



Au moment de la récolte, les travailleurs voyaient par eux-mêmes les résultats.



Le rendement de la culture de la pomme de terre a été de près de 18 t/ha. (Les chiffres exacts ont été perdus en avril 94).

Il y avait plus de 5 ha cultivés.

Près de 100 tonnes de pommes de terre ont

été stockées dans les hangars construits à Kibara. Ces pommes de terre, au risque de s'abîmer, devaient être écoulées le plus vite possible.



Organiser une vente sur Kigali à 150 km de Kibara, vu le coût des transports, était impossible : la perte financière aurait été énorme. L'alternative a été trouvée par les travailleurs et les animateurs.





Dès 6h du matin, ils étaient en file pour acheter les pommes de terre à un prix nettement inférieur à celui des marchés avoisinants où ils allaient ensuite faire leur petit commerce. C'était tout bénéfice pour eux.



Cela coupait l'herbe sous le pied des grands commerçants qui n'avaient pas l'occasion de venir "marchander" les pommes de terre à bas prix pour en tirer un gros bénéfice à Kigali. Ils avaient trouvé un nouvel emploi en commercialisant eux-mêmes les pommes de terre avec leur famille.

Chaque culture avait sa fiche d'exploitation, ce qui permettait lors de la récolte de voir, non



seulement le rendement à l'hectare, mais aussi le rendement financier. Tous les samedis, nous avions une réunion où l'on cherchait à répondre à certaines difficultés rencontrées.

La fiche culturelle du maïs a été débattue pendant trois semaines. Le rendement à l'ha était moyen et financièrement la culture se soldait par un déficit. L'analyse de la fiche montrait un coût salarial énorme. En effet, en plus du labour, de la fumure, de la plantation et de la récolte, le maïs demandait deux sarclages, le séchage des épis et ensuite

l'égrainage. L'équipe a commencé à comprendre l'importance de fiches culturelles pour l'évaluation d'une culture et pour prendre les décisions qui s'imposent.

Pourquoi l'équipe du pâturage avait-elle voulu planter une superficie aussi grande ? Je ne sais pas, peut-être parce que la culture de la pomme de terre avait très bien réussi. N'ayant pas de réponse, j'ai cherché à en savoir plus. Un paysan travaillant au pâturage m'a dit « *le maïs c'est bon et au temps de la disette, quand on cuit des pierres*, ensuite il fait le geste de couper une carotte de maïs, *on donne une demi carotte de maïs à l'enfant pour qu'il cesse de pleurer et qu'il aille se coucher* », promettant à l'enfant que la nourriture qui cuit (les pierres) c'est pour demain. Ensuite d'un geste de la main sur la cuisse il ajoute : « *mais on n'achète pas un pantalon* ». Quelques semaines plus tard, une délégation d'agents de la préfecture, du ministère de l'agriculture et de la maïserie de Mukamira sont venus à Kabona à la recherche de terre pour la culture du maïs car la maïserie de Mukamira tournait à perte par manque de maïs. La maïserie procurerait des semences sélectionnées, les intrants nécessaires et par contrat le paysan s'engagerait à fournir du maïs.

Le contrat ne prévoyait pas le prix du maïs ni aucune allusion à la quantité à fournir.

La culture du maïs à Kibara, qui financièrement avait été un échec, nous a permis de discuter en connaissance de cause avec les visiteurs venus solliciter la collaboration de l'ADEHAMU pour sensibiliser la population à la culture du maïs. Honnêtement, après l'expérience de Kibara, l'ADEHAMU ne pouvait pas sensibiliser la population à une culture financièrement déficitaire. De plus, l'idée d'un contrat nous mettait mal à l'aise. Qu'est-ce qu'un contrat pour un muturage ? Un papier signé, avec le pouce si on est analphabète ? A un agent du ministère de l'agriculture j'ai posé la question de savoir pourquoi on cherchait à faire planter du maïs dans la région de Kabona. Il a répondu : « *la maïserie de Mukamira a besoin de maïs, économiquement, le maïs est rentable puisqu'ils sont chômeurs mais, financièrement, ce n'est pas rentable. Le maïs n'est pas une plante de haute altitude* ».

Avec des termes plus scientifiques il rejoignait la réponse du paysan ...*mais on n'achète pas un pantalon.* Cet épisode de la maïserie de Mukamira met en évidence la vulnérabilité de la population. Est-il honnête de proposer à une population une action financièrement non rentable ?

Pour récolter le blé, le paysan coupait au couteau uniquement les épis, les mettait dans un sac pour les battre. Cette méthode utilisée en famille pour 1 ou 2 ares ne posait pas de problèmes, même si les sacs utilisés étaient souvent hors d'usage après la récolte. Les fanes restaient sur le champ pour être enfouies comme fumure organique pour la culture suivante ce qui était bénéfique.

Par contre, s'il faut engager des ouvriers pour couper à la main les épis sur 1 ou 2 ha, le coût salarial va monter et de plus, le budget "sacs" sera élevé. Pour éviter une perte financière, comme



ce fut le cas pour le maïs, l'ADEHAMU avec l'aide de V.E. a pu se procurer une batteuse. Le blé pouvait être récolté en gerbes, ce qui allait beaucoup plus vite. Une fois le bois blé battu et grossièrement vanné, les femmes finissaient le vannage.



Les gerbes de fanes étaient stockées dans le hangar de la bergerie. Après utilisation pour pailler la bergerie et l'étable, le fumier était restitué aux champs.



La récolte du blé a été très bonne et la parcelle expérimentale très parlante.

Le problème, une fois encore, était l'écoulement de la production. Avec la fiche d'exploitation du blé, il a été facile de calculer le coût de production d'un kilo de blé, il s'élevait à 32 fr Rw, or la Belgique envoyait du blé au Rwanda, via l'ambassade, qui le revendait à 25 fr Rw le kilo pour constituer un Fond blé qui soutenait de petits projets.

Lors d'une visite de l'ambassadeur de Belgique à Kabona, il a pu voir les sacs de blés accumulés dans le hangar car ils s'écoulaient difficilement vu la forte différence entre le prix de revient du blé au pâturage et le prix de vente du blé à l'ambassade.

Pour contourner cette difficulté L'ADEHAMU envisageait d'utiliser le moteur de la batteuse déjà sur place pour une petite minoterie. La farine serait commercialisée directement au départ de Kabona, le son servirait pour les cochons et plus tard, pour la volaille.

Pruniers, choux, tabac étaient prometteurs, de même que la valorisation du marais de 4 ha.





Chaque zone agro-pastorale était délimitée en paddock en prévision de l'utilisation de la zone comme pâturage après réhabilitation du sol et plantation de kikuyu.

Au début, on a utilisé le fil de fer barbelé pour délimiter les paddocks, mais c'était irréaliste. Il fallait énormément de bois pour fixer le fil de fer, de plus on était en porte à faux avec la protection de la forêt et le fil de fer était coûteux. C'était inabordable pour des paysans. On est donc passé à l'idée de haies vives.

Lors d'un déplacement sur la colline j'ai vu une

magnifique clôture, avec imiko (sorte d'érythrine), réalisée par un paysan pour empêcher les vaches d'entrer sur sa parcelle. L'initiative du paysan a été adoptée pour le pâturage. Imiko avait beaucoup d'avantages, bois très résistant, imiko, de la famille des légumineuses peut donc être utilisé en zone agricole sans inconvénients, son bois traditionnellement n'est jamais utilisé comme bois de chauffe, ce qui évite la destruction des clôtures pour cuisiner. Dès que la bouture d'imiko a repris, il suffit de diriger horizontalement les jeunes pousses qui, en grossissant, constituent une clôture solide. Autre avantage, avec une clôture en imiko on peut facilement jouer sur la hauteur de la clôture suivant qu'on se trouve en phase agricole ou en phase pastorale.

## ELEVAGE

Les moutons, nombreux en haute altitude, étaient une race à poils courts et la peau était recherchée comme ingobyi (sorte de couverture pour porter les bébés sur le dos)

.Le projet PAK (Projet Agricole Forestier) en préfecture de Kibuye avait des moutons croisés dans ses activités mais en basse altitude ces moutons croisés se sont montrés sensibles au piétin. Le PAK, avec qui nous avons l'habitude de collaborer, a pensé que ces moutons s'adapteraient plus



facilement en haute altitude et a envoyé une dizaine de moutons croisés à Kabona. EAA a contacté SOS Faim (Belgique) et obtenu un financement pour construire une bergerie à Kibara avec un local pour les bergers et un autre pour stocker le matériel.

Après la convention signée avec V.E pour l'amélioration du pâturage un lot de quarante moutons, des



Mérinos d'Arles, a été importé de France, pour améliorer la toison des moutons de race locale, en vue de pouvoir utiliser leur laine. La laine des moutons de deuxième génération pouvait déjà être filée. Ces moutons étaient aussi plus viandeux. Vers la fin 1992, il y avait plus de 200 moutons au pâturage. Les béliers sélectionnés étaient diffusés sur les collines pour croiser les moutons des baturage. Plusieurs ONG travaillant au Rwanda, et commençant à

s'intéresser aux moutons sélectionnés, venaient acheter, chez les baturage, des moutons de deuxième génération. Ils se vendaient le double du prix des moutons ordinaires. Ce nouveau revenu pour les baturage renforçait la crédibilité de l'ADEHAMU.

La première bergerie, était non seulement devenue trop petite, mais ne répondait plus aux exigences nécessaires pour un grand troupeau.

Le partenariat avec V.E a permis la construction d'une nouvelle bergerie.





Un taureau sélectionné a été envoyé par le PAK pour l'amélioration du gros bétail.



L'ADEHAMU, par la suite, a introduit des vaches sélectionnées. En collaboration avec le service préfectoral, les premiers essais



d'insémination artificielle ont eu lieu.

En 1993, le centre vétérinaire national de Songa qui avait peu de données sur la situation sanitaire du bétail au sommet de la crête Congo-Nil, du côté Mukura, a proposé une collaboration avec l'activité du pâturage de Kibara.



L'étude de l'état sanitaire a débuté avec le bétail du pâturage.

Progressivement l'action agro-pastorale prenait forme.

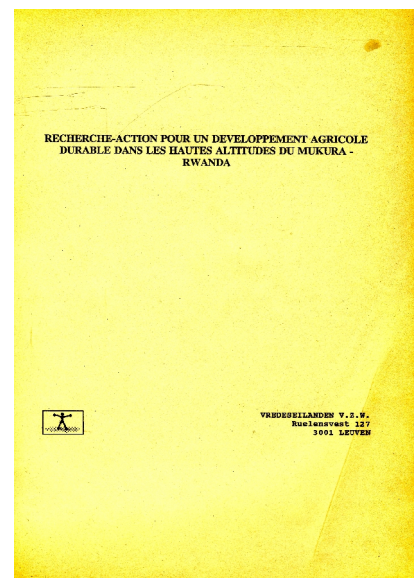


Les résultats de l'amendement des sols étaient visibles. Les travailleurs qui avaient labouré, amendé,

planté, et vu les résultats au moment de la récolte ont fait cette réflexion, 'vous, vous pouvez faire cela parce que vous êtes riches mais nous, on est pauvres, on ne peut pas'. Ils avaient raison, sans l'aide de V.E. nous n'aurions pas pu arriver à ces résultats. Ecouter, réfléchir, agir : ces mots-clés de notre action de développement nous ont amenés à élaborer un projet destiné à aider les baturage à faire chez eux, ce qu'eux-mêmes avaient appris et réalisé au pâturage.

Ce projet était déposé à l'ambassade de Belgique pour accord avant d'être présenté par V.E. au ministère de la Coopération Belge pour un cofinancement.

Tout a été bloqué avec avril 1994



## EVALUATION de l'action agro-silvo-pastorale à Kibara

L'évaluation faite en commun par le service agricole préfectoral, le PPF le PAK (Projet Agricole de Kibuye) et l'ADEHAMU, a permis de dégager quatre constatations importantes qui allaient faciliter un réajustement du travail en vue d'une plus grande efficacité.

**I** *Au pâturage de Kibara*, la recherche-action agro-silvo-pastorale confiée à l'ADEHAMU avait atteint ses objectifs : réhabiliter les sols épuisés par la surexploitation des terres tout en jouant un rôle de tampon pour protéger la forêt.

\* La réhabilitation des sols avait permis une augmentation de la productivité à l'hectare.

\* La création de paddocks, délimités avec des haies vives, évitait la pénétration du bétail dans la forêt

Il restait encore à renforcer la qualité des haies vives, ce qui était possible depuis l'utilisation d'une variété d'érythrine (imiko).

**II** Par contre, *les reboisements artificiels du PPF* rencontraient de plus en plus de difficultés.

Il est arrivé que la population, en quête de terres à cultiver, arrache les jeunes plantules d'arbres.

**III** *Les parcelles attribuées aux baturage* devaient également servir de tampon pour protéger la forêt, mais la population, en pénurie de bois de chauffe, avait tendance à couper les arbres encore beaucoup trop jeunes.

**IV** La demande de l'Institut vétérinaire national de Songa de collaborer avec l'ADEHAMU pour une étude des pathologies de haute altitude montre bien la réputation du pâturage de Kibara.

Sur base de cette évaluation des orientations de réajustement étaient à l'étude.

1° La Coopération suisse, en collaboration avec l'ADEHAMU réfléchissait sur la possibilité de ceinturer la forêt naturelle, non plus uniquement par des reboisements artificiels, mais également par des zones agro-pastorales. Cette formule répondrait à la préoccupation des *baturage* en quête de terres à cultiver.

2° Les *baturage*, après avoir travaillé au pâturage, voyaient une solution possible pour améliorer la production de leurs propres champs. Force était de constater la difficulté d'appliquer chez eux ce qu'ils avaient découvert en travaillant au pâturage et, cela, par manque d'intrants.

Le dossier "*Développement agricole durable dans les hautes altitudes*", déposé à l'ambassade de Belgique pour cofinancement, se voulait être une réponse aux *baturage*.

Une aide, unique, serait attribuée aux *baturage* pour appliquer chez eux ce qu'ils avaient découvert en travaillant au pâturage.

Plus de 300 familles s'étaient inscrites pour bénéficier de ce projet.

3° Les premières études de pathologie avaient débuté au pâturage de Kibara

Avril 1994 a tout bloqué.

## Questionnement et doutes

Vu l'agrandissement du troupeau à Kibara, plus, de 200 moutons, quelques vaches, deux porcs, ainsi que des lapins et, par souci d'un bon suivi du bétail et pour assurer des conseils et une formation valable à l'équipe du pâturage, V.E. a demandé à l'ADEHAMU de chercher un vétérinaire qualifié. Un docteur vétérinaire, travaillant au ministère, a accepté de prester un équivalent de cinq jours par mois.

Travaillant au ministère, il connaissait parfaitement la procédure à suivre pour l'importation de bétail. Les moutons Mérinos d'Arles envoyés par V.E. n'ont posé aucun problème au moment de leur importation.

Quand il fut question d'acheter des vaches sélectionnées pour le pâturage c'est évidemment le vétérinaire qui s'est chargé de l'achat. Quel ne fut pas l'étonnement de l'équipe du pâturage quand ils ont vu arriver les vaches. Ils s'attendaient à mieux, mais ce fut attribué à un manque d'herbe à la ferme d'où elles provenaient.

Quand la collaboration avec le Service vétérinaire national de Songa et l'ADEHAMU a débuté, en 1993, c'est tout naturellement au pâturage que les premières analyses ont été faites. Pour les vaches du pâturage les résultats ont été catastrophiques, sur les cinq vaches achetées par le vétérinaire trois étaient tuberculeuses alors que les vaches traditionnelles du pâturage étaient saines. Pour éviter la contamination, le service vétérinaire de Songa proposait d'abattre les vaches tuberculeuses.

Prévenu des résultats du service vétérinaire de Songa et de la proposition d'abattre les vaches, le vétérinaire nous a expliqué qu'il y avait parfois des faux positifs, que nous ne devons pas nous inquiéter.

Apparemment, au moment de l'achat des vaches, le vétérinaire n'avait rien remarqué.

Connaissances théoriques sans connaissance pratique?...c'est possible... ou Ami du propriétaire de la ferme ? ou encore ...mais quoi ?

L'agronome du service préfectoral, qui avait travaillé plusieurs années au projet PNAP ( Programme National pour Amélioration de la Pomme de terre), a donné plusieurs formations à l'équipe du pâturage et aux travailleurs. Il a insisté, entre autres, sur le calibre des plantules en vue d'un meilleur rendement. Le calibre des plantules chez les baturage était plus ou moins de la grosseur d'une noix. (Peut-être que les paysans plantaient tout simplement ce qui leur restait ?)

Au moment de la culture des pommes de terre, nous avons demandé à l'agronome de nous procurer les plants nécessaires. Quand le camion est arrivé, le calibre des plants était trois à quatre fois plus gros que ce qu'il avait expliqué. ??? .

La camionnette de pommes de terre, du projet de la Banque mondiale, qui prend la direction opposée au lieu de stockage du projet, les baturage ont vite compris.

Si le responsable de l'exécution du projet peut détourner une camionnette de pommes de terre pourquoi eux ne pourrait-il pas eux aussi « se servir » ?

Il ne faut pas généraliser, loin de là, mais cela fait réfléchir.

S'il n'y a pas de cohérence avec les formations reçues,.

Si le comportement des responsables de projet n'est pas correct, n'est pas juste, la formation donnée peut-elle être crédible ?

la collaboration est-elle possible ?

Les *baturage*, fin psychologues, ont vite fait la part des choses.

Ils savent en qui ils peuvent faire confiance. C'est aussi une autre partie de la réponse au «Comment Kabona et Murunda sont devenus ce qu'ils sont».



## ENERGIE

L'énergie est un des trois facteurs urbanisants d'un pôle de développement après la route et l'eau.



Au moment où le pôle de Kabona débutait, à Murunda la centrale hydro-électrique sur la Rwiwsha venait de se terminer. Le conseiller Pol et Barnabé ont posé la question de savoir si un jour Kabona pourrait être électrifié comme Murunda et ils ont signalé l'existence de la chute de la Satinskyi. Cela en est resté là.

Dans les années 80, les techniques d'utilisation de l'énergie solaire ont fait d'énormes progrès. Avec l'aide d'amis belges, le logement d'Agnès et celui de Katrien et



Stefaan ont pu être équipés de panneaux solaires. En 1984, le groupe SOS/PG d'Enghien a financé les premiers panneaux solaires pour le dispensaire.



Ensuite le Bufmar a renforcé l'installation solaire, ce qui a permis d'équiper le centre de santé d'un frigo et d'une lampe scialytique.

Les Old-Timers de la Sabena sont venus plusieurs fois nous donner un coup de main surtout dans le domaine de l'énergie solaire. Ils ont réalisé et financé l'installation solaire chez les sœurs.



Ils ont également mis au point une installation de chauffe-eau solaire en vue de la reproduire à plus grande échelle pour le centre de santé. Ce travail, ils le faisaient en formant deux jeunes aux techniques relatives à l'énergie solaire.

Après l'installation par la coopération suisse d'antennes pour la téléphonie rurale, ils ont mis au point un fax branché sur l'énergie solaire.



Une parabole solaire a été testée et a permis de porter de l'eau à ébullition.

La parabole utilisée était trop petite pour de grande quantité d'eau et le problème de la réverbération demandait de l'utiliser avec prudence en présence d'enfants.

Début des années 90, on dénombrait à Kabona trois moteurs diesel, un pour le moulin à la zone, un au pâturage pour la

batteuse et un à Kagongo pour le service audiovisuel.

L'idée d'une petite minoterie germe et le centre de santé devait absolument, pour raison d'hygiène, envisager une buanderie.

L'énergie nécessaire à la buanderie est un gouffre de bois de chauffe.

V.E. avait prévu l'électrification de Kabona au programme du partenariat avec l'ADEHAMU

V.E. s'est adressé à Monsieur J. Peters qui avait réalisé l'étude et l'installation de la centrale hydro-électrique à Murunda et lui a commandé une étude de faisabilité en vue de l'électrification du pôle de Kabona. L'étude a été réalisée et déposée à Electrogaz pour approbation.

Avec avril 1994, le projet a été abandonné.

PROJET DE L'ELECTRIFICATION	
DES CENTRES RURAUX	
AUX HAUTES ALTITUDES DE MURUNDA	
A.	Caractéristiques principales de la première phase
B.	La région des hautes altitudes de Murunda
C.	La rotation ADEHAMU - VREDDESLAND
D.	Phase I: une micro-centrale hydro-électrique sur la Rucanzogera
E.	Un plan d'électrification de tous les centres ruraux
F.	Liste d'annexes
A. CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA PREMIÈRE PHASE	
1. TITRE :	Une micro-centrale Hydro-Électrique sur la Rucanzogera
2. ORGANISATION INTERVENANTE :	VreddeSLanden v.z.w.f. Rucanzogera, 127 3030 LEUVEN
3. ORGANISATION RECEVANTE :	ADEHAMU BP 1742 KIGALI RWANDA
4. PAYS :	Rwanda
PREFECTURE :	Kibuye
COMMUNE :	Ruhango
ZONE :	Kabona
5. CATEGORIE :	Developpement d'un centre rural
6. BUDGET D'INVESTISSEMENT :	BEF 39.300.000
7. CONTRIBUTION ORG. RECEV. :	BEF 1.300.000 (= 3%)
8. CONTRIBUTION ORG. INTERVEN. :	BEF 10.000.000 (= 25%)
9. CONTRIBUTION EXTERIEUR :	BEF 28.000.000 (= 72%)
10. DENARAGE PREVU :	1.9.1991
11. SCHEMA DE DEPENSES :	1991: 13.000.000 1992: 13.000.000 1993: 13.300.000

## Travaux de vacances et parrainages

Dans les années 60, une association belge parrainait des enfants de familles pauvres et plus spécialement de jeunes enfants souffrant de malnutrition. Fin des années 70, l'association m'a demandé de l'aide pour ce projet de parrainage. Après quelques temps, une évaluation a montré que, dans le cas précis de la région de Murunda et Kabona, des centres nutritionnels assuraient le suivi des jeunes enfants et prenaient en charge les cas de malnutrition. Par contre, la scolarité, gratuite pour l'école primaire, posait de réels problèmes aux familles pour l'école secondaire. Un jeune qui a réussi son examen national de fin de sixième primaire et qui, pour des raisons d'argent ne trouve pas le minerval, ne peut donc pas continuer ses études. Ce jeune est frustré. Une jeunesse frustrée est tantôt triste, tantôt aigrie, elle peut être passive ou incohérente, parfois même violente mais jamais épanouie.

Les parrainages, en aidant les jeunes à poursuivre leurs études, évitent cette frustration et préparent les jeunes qui, non seulement, sont les adultes de demain, mais aussi l'avenir d'un peuple et du monde de demain.

Un écueil devait cependant être évité : celui de voir un projet de parrainage entretenir une mentalité d'assisté et de tomber dans le piège du paternalisme si souvent reproché à la période coloniale et qui, de plus, brise souvent des initiatives créatrices.

C'est pourquoi, j'ai proposé aux parrains la formule *Travaux de vacances*, le nouveau nom pour les *Parrainages d'étudiants*. Pourquoi ce changement de nom ? Tout simplement pour aider dans la dignité. Le jeune qui travaille, a droit à une rémunération. Il n'est donc pas un « assisté », mais un jeune qui collabore au développement de son pays.

Vu qu'en Belgique le terme travaux de vacances était parfois perçu comme un non-respect des droits de l'enfant, le terme de *Jobs de vacances* fut utilisé par la suite.

Les travaux de vacances, tout en assurant une partie du minerval des étudiants, les impliquaient dans les activités de développement de la région. Cette collaboration, étudiants, population et anciens condisciples de l'école primaire créait entre eux une solidarité qui évitait ou limitait un fossé entre l'élite de demain et les baturage. Important pour un vivre ensemble harmonieux.

### Démontage des fours à briques



Travaux  
au  
pâturage



Enregistrement et classement  
des livres pour la bibliothèque





## Valorisation d'autres potentialités à Kabona

L'observation de l'environnement et de la vie sur colline, l'écoute des réflexions des paysans, l'analyse des évaluations d'activités en cours, l'échange d'expériences avec d'autres acteurs de développement, l'utilisation de documentations existantes sont autant de sources pour la recherche de nouvelles potentialités à valoriser.

De toutes les recherches actions entreprises certaines réussiront, d'autres pas, mais toutes apporteront, à court ou à long terme, des éléments de réponse pour faire avancer un développement afin de faciliter un vivre ensemble harmonieux ancré sur la vérité, la justice et le respect de l'autre.

Pour chaque action à valoriser, il faut choisir le moment opportun en fonction de la situation socioéconomique du moment, trouver comment la présenter à la population pour qu'elle y découvre une réponse à ses problèmes, ce qui lui permettra d'être partie prenante dès le début.

### L'apiculture

Proche de la forêt, la région de Kabona était favorable à l'apiculture, potentialité qui avait de l'avenir. Non seulement le miel était apprécié de tous mais la cire d'abeille, débouché peu connu des baturage, était une source de revenu non négligeable à valoriser et pourquoi ne pas envisager la valorisation de la gelée royale, très recherchée en Europe.

Le centre de Murambi avait des formations pour jeunes ruraux, entre autres une formation pour apiculteurs. Cette formation a été proposée à deux jeunes de Kabona. Avoir un certificat officiel du centre de formation de Murambi aurait été valorisant pour eux. Mais la proposition n'a pas eu de succès. La proposition a été faite à un troisième jeune, au cours de la discussion ce jeune a fait cette réflexion "mais l'apiculture c'est pour les analphabètes". Tout était dit. L'apiculture n'était pas valorisante au contraire.

Tout comme le bambou était un travail d'handicapé, l'apiculture était un travail d'analphabète. Dans les deux cas c'était perçu comme travail dégradant.

Pour le bambou, on a trouvé comment contourner ce préjugé et cela a été une réussite.

Pour l'apiculture, il fallait prendre le temps et chercher comment contourner le préjugé.

En développement, il ne faut aller ni trop vite ni trop lentement. Il faut toujours être éveillé pour saisir le moment opportun pour agir. Il faut oser-croire qu'en cherchant on finit par trouver.

### La craie

Les écoles étaient souvent en pénurie de craies et il y avait sur la colline une terre blanche connue des baturage.

Pourquoi, avec cette terre, ne pas chercher une solution alternative pour les écoles en période de



pénurie de craies ? EAA nous a mis en rapport avec ATOL, une ONG spécialisée dans les recherches artisanales. Nous avons fait une demande de documentation pour la fabrication de bâtons de craie, et une fois celle-ci reçue, des essais ont été faits mais les bâtons de craie griffaient les tableaux.

Les Old-Timers de la Sabena, lors d'un de leur séjour, ont repris de la terre en Belgique pour en faire l'analyse. En fait, il s'agissait d'une terre proche de la porcelaine, raison pour laquelle elle ne convenait pas pour de la craie.

Malheureusement la fiche d'analyse a été perdue en 1994 !



## La corne

Les baturage fumaient beaucoup et les pipes fabriquées en bois avaient un embout en corne.



L'aide d'EAA a permis d'engager le muturage spécialiste du travail de la corne pour former des jeunes.

Les jeunes scouts ont réalisé des porte-clés en corne et on pouvait espérer aller plus loin. Beaucoup de choses pouvaient se faire en corne, tel ce jeu d'échec réalisé à Kabona.



Mais pour une pièce d'un

jeu d'échec il fallait une corne car seul le bout était utilisable. La partie creuse pouvait tout au plus être calcinée, broyée et utilisée dans la préparation d'aliments pour les poules. On s'est donc rendu compte qu'il n'y aurait pas assez de cornes dans la région et on a abandonné le projet.

## Potentiel touristique

Le pâturage de Kibara, situé sur la crête Congo-Nil, est sur le versant Nil et l'autre côté de la route est sur le versant Congo avec de magnifiques vues sur le lac Kivu. C'est donc intéressant pour des touristes.



A l'entrée de la forêt il y a un petit creux dans la roche. Selon la légende connue des baturage, c'est la trace du pied du roi Ruganzu.



Dans la forêt, il restait encore quelques rares espèces tropicales.



Il y a des danses particulières à la haute altitude, des joueurs de harpes, des tambourineurs, ce qui peut intéresser des touristes.



Dans les champs, il y avait des scories d'anciennes forges.

Tout cet ensemble, mis en valeur, pouvait créer un site touristique, donc créer des emplois "hors sol" pour des jeunes qui n'avaient plus de terre à cultiver (suite à la poussée démographique) et, par ce biais, pourrait lutter contre l'exode rural tout en sauvagardant un patrimoine en voie de disparition.





## La forge

Avec l'un des derniers forgerons de la zone de Kabona une forge traditionnelle a été reconstruite.



Une jeune belge en court séjour à Kabona, a créé une relation entre le forgeron de Kabona et l'un des derniers forgerons de Belgique.



La forge de Kabona a offert umuhoro au forgeron de Sainte- Cécile et celui-ci a offert un courbet pour la forge de Kabona mais ces objets n'ont pas pu arriver avant 1994 !

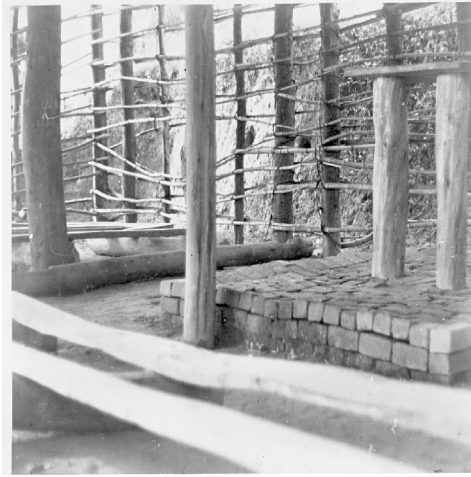




## L'ÉGLISE

Sur les hauteurs de la crête Congo-Nil, Gakeri était une très ancienne succursale de la paroisse de Kabgayi. Isolée et près de la forêt de Mukura cette chapelle- école était très délabrée.

Année 1975-76



Vu l'enclavement de la région, la petite communauté chrétienne était fort livrée à elle-même et le contenu du message chrétien souffrait de cet isolement.

Cette succursale, appelée plus tard "centrale", a été desservie par les paroisses de Murunda, Muhororo et finalement par la paroisse de la crête Congo-Nil. Padri Gervais, bon marcheur, aimait se rendre à pied à Gakeri même si, les derniers temps, pour des raisons de santé, les déplacements lui devenaient de plus en plus pénibles. Ses derniers déplacements pouvaient lui prendre plus de 6 heures de marche alors que normalement 3 à 4 heures pouvaient suffire.



En 1983, une nouvelle chapelle a été construite, toujours en pisé. Elle servait pour les célébrations, le catéchuménat, les vaccinations des enfants, pour des causeries avec les mamans, et encore pour beaucoup d'autres réunions





Ensuite, un local en briques sèches a été construit pour les jeunes, avec l'aide du groupe Espoir de



Belgique. Il comportait une pièce centrale polyvalente pour les réunions scouts, pour le travail des scouts artisans, pour des célébrations ou d'autres réunions et, sur les côtés, des petites pièces pour ranger du matériel, notamment l'artisanat du bambou. Le curé de la Crête, trouvant la pièce centrale trop petite pour les célébrations, envisageait de supprimer les murs des petits locaux latéraux pour faire *une plus grande chapelle*.

Un malentendu est né entre les scouts et le curé de la Crête qui ne connaissait pas bien l'histoire de ce local. Celui-ci avait été offert par le groupe Espoir d'Engien pour les jeunes de Kabona et confié aux scouts pour faciliter leurs activités artisanales. Les scouts étaient responsables de la gestion du bâtiment.

Les choses ont tourné au vinaigre, mais finalement tout s'est bien arrangé. Avec l'aide des scouts de Saint Remacle de Liège, qui ont fait un camp chantier à Kabona, et sur un terrain acheté par Agnès à la zone, ils ont construit, avec les scouts de Kabona, un local pour les scouts. Ils en ont assuré le financement.

Le premier local, qui avait été source de conflits, a été géré par la centrale comme local polyvalent, ce qui convenait à tout le monde.



Lors du séjour des jeunes de Dion en 1978, Barnabé avait discuté avec Alain, un jeune qui travaillait dans une ONG en Belgique. Ensemble ils ont fait une demande à "Eglise en détresse" pour la construction d'une église en matériaux durables à Gakeri. Il leur a été répondu que la demande devait se faire sous le couvert de l'évêché, ce qui a été fait. Le dossier a pris du temps, mais finalement a été accepté. Au début des années 90, des briques ont été faites à l'emplacement de la construction de l'église, ce qui a facilité la préparation du terrassement et ensuite la construction a commencé avec un plan reçu de l'évêché.

La quasi-totalité du financement est venu "d'Eglise en détresse". Une famille belge a donné un coup de pouce au début des travaux et le diocèse est intervenu pour l'achat des tôles.



Fin 1993, il restait à poser les tôles faîtières. Les portes intérieures de la sacristie et du petit secrétariat étaient placées, par contre, les portes extérieures et les fenêtres devaient encore l'être.



Le mwalimu Philipo doit avoir été le premier catéchiste de la succursale à Gakeri qui fut par la suite desservie notamment par Padri Théophile Maryomeza en 1964, période où une partie des terres de la succursale ont été données à des baturage.

Sont venus ensuite :

Padri Gervais Rutunganyia avec comme vicaire Abbé Deogratias Gakuba

Padri François Rwigenza

Padri Joseph Sekabaraga en 1982.

Padri Maindron en 1984

Des anciens de Gakeri doivent pouvoir compléter la liste exacte et les dates.

En 1205 quand François d'Assise entre dans l'église délabrée de San Damiano il a compris que ce que le Christ de San Damiano lui demandait, n'était pas seulement de reconstruire l'église en ruine mais qu'il y avait "une autre Eglise dont il fallait prendre soin "

A Gakeri, il y avait aussi "une autre Eglise dont il fallait prendre soin"

Avec l'arrivée des Sœurs de la Résurrection en 1987, une fenêtre s'ouvrait sur cette jeune communauté chrétienne, fragilisée par son isolement.

Évangélisation et développement se rencontraient.

Le message évangélique et la philosophie de l'action de développement se rencontraient.

Vivre l'évangile avec les hommes, les êtres humains, dans leurs conditions de vie précaire, avec eux, parvenir à changer, à améliorer : la santé, l'éducation, les conditions précaires, conduit à Dieu.

Sa parole est une parole de paix, de vie, de vérité, de justice. Une parole d'Amour.

Toute proclamation de la parole de Dieu qui s'écarte : de la faim, de la maladie, de la misère, de l'injustice qui s'écarte : de la vérité, de la considération et du respect de l'autre, devient de l'opium, du leurre : une caricature de l'évangile.

Avec l'arrivée des sœurs, la catéchèse a été encadrée, la centrale a été desservie pratiquement une fois par mois pour la messe dominicale

Lors du passage de prêtres étrangers à Gakeri, le dimanche, ceux-ci célébraient l'Eucharistie à l'extérieur et Léonidas assurait la traduction pour les batourage.



## Quelques Témoignages

(Les témoignages écrits sont retranscrits intégralement)

### Un jeune Belge ayant séjourné à Kabona

..... ce qui me marqua beaucoup aussi fut la **philosophie qui sous-tend la démarche de développement d'Agnès**. Une technique et une pensée **en rupture assez nette avec ce qui se fait d'habitude dans le monde des ONG** et des associations de développement.....

.....Agnès défend toujours l'autodétermination et veille à ne jamais rien imposer. Et elle pousse le raisonnement très loin.

### Une assistante sociale Rwandaise

....Grâce au bureau de Kigali, ce travail remarquable sur terrain à Kabona, était représenté au CCOAIB ( conseil de coordination des organisation d'appui au initiative de base) qui était une structure réunissant différentes initiatives de développement en milieu rural rwandais.

....Je reste en permanente discussion avec Agnès sur ce dernier point car je n'ai pas encore compris pourquoi **elle n'a pas apprécié la collaboration et l'ouverture** à la structure citée ci-dessus.

### Une assistante sociale Rwandaise membre du CCOAIB et ayant travaillé dans de grosses ONG

..... je conclus en disant que ce qui permet la durabilité des actions et leur expactations est davantage dans l'approche méthodologique d'auto-gestion qui confère aux acteurs la confiance en eux, que dans la multiplication des activités. Agnès a compris et elle a fait cela mais **c'est aussi l'ouverture des responsables à la collaboration avec d'autres ayant les mêmes approches au niveau régional et/ou national. Il me semble que, dans les années 80, Agnès et les membres du comité de développement de Murunda n'ont pas saisi l'opportunité qu'offrait la structure nationale appelée le conseil de coordination et de concertation pour les initiatives de base (CCOAIB).....**

### Le CCOAIB Extrait d'un rapport du CCOAIB envoyé à l'ONG V.E. à Louvain

.....Seulement, il y a eu une autre constatation de la délégation à propos de Mlle Agnès Stiernet. Il se fait que Mlle Agnès prend trop de discours de développement, accapare tout. Elle ne partage pas, **elle inhibe les initiatives des autres par sa personnalité qui écrase son entourage** On se demande si quelqu'un qui travaillera avec elle saura se placer, situer son rôle dans les actions de développement. Car, en fait, elle se croit la seule responsable du développement de Kabona .

### Madeleine une Française, enseignante et ensuite responsable la Caritas du diocèse de Kibungo

A la page 170 de son livre "Rwanda un autre regard" elle écrit ceci : "*J'ai connu deux personnalités, l'une suisse, Marlies Lämmli et l'autre belge, Agnès Stiernet qui ont initié des centres nutritionnels chargés du suivi de la nutrition des enfants.....Pour Agnès, responsable d'un dispensaire dans la région de Kibuye, les mamans devaient cultiver un champ, à proximité du Centre Nutritionnel, dont la récolte était préparée sur place pour la nourriture des enfants. Les mamans y apprenaient de nouvelles recettes. Plus tard, Agnès préférera laisser la responsabilité du dispensaire à du personnel local pour se consacrer à l'action pour le développement.*

*Sa philosophie : je trouve plus utile d'empêcher les gens d'être malades que de soigner des mourants...*



## Une Rwandaise licenciée en sociologie et travaillant au ministère

.....Ma connaissance de ce projet date des années 1970. A cette époque on parlait du dispensaire de Murunda, car le projet a démarré avec des activités de soins de santé.

Mlle Agnès STIERNET avec sa personnalité et sa méthode de travail originale basée sur la responsabilisation de la population en l'aidant à découvrir ses possibilités d'auto-développement »attirait déjà l'attention. Elle stimulait la population, à se prendre en charge en commençant par les moyens à sa portée.

Le cas de mon passage chez elle en 1978, illustre bien ce propos. Je ne sais même pas si elle s'en souvient, mais j'ai été touchée par l'efficacité et la simplicité de la solution appliquée à mon cas.

*« De passage dans la région avec deux personnes qui m'accompagnaient pour l'évaluation des projets dans le pays, nous avons logé une nuit chez Agnès. Comme j'avais attrapé une forte toux, je me disais que j'aurais du sirop pour être soulagée de ma toux. En demandant du sirop, mon étonnement face à la réponse a été grand. J'ai bénéficié d'un traitement simple et efficace : des feuilles d'eucalyptus trempées dans l'eau bouillante -, autrement dit une tisane. Le matin je n'y croyais pas. J'avais bien dormi et je toussais moins. En continuant ce traitement je me suis débarrassée de cette toux ».*

Ce traitement s'inspirait des pratiques courantes dans la population. Il y a beaucoup de plantes utilisées par la population et qui soignent. Il faut les connaître ainsi que les maladies qu'elles peuvent soigner.

J'étais étonnée de cette pratique non conforme aux méthodes habituelles des soins chez les Européens (médecine moderne). Mais l'importance pour moi était dans son efficacité et son coût inexistant, car les eucalyptus poussent au Rwanda partout (le long des routes, bois..).

**Au moment où les autres dispensaires peinaient pour négocier les aspirines et sirops, Agnès pouvait trouver des palliatifs dans l'environnement de la population, moins coûteux, et qui pouvaient sauver des gens en attendant l'arrivée éventuelle de médicaments modernes.**

En effet, l'insuffisance d'infrastructures routières, de moyens financiers ou de déplacements, le grand nombre de demandes dans ce domaine, ainsi que la gestion balbutiante du secteur médical rendaient difficile l'approvisionnement en médicaments.

**Peu de personnes pensaient à ces possibilités d'auto-développement que pouvaient offrir l'environnement de la population.** Beaucoup de projets sont conçus par des bureaucrates en Europe ou dans le pays. La modernité impose des modèles théoriques de développement qui sont souvent en décalage avec la réalité de terrain. **Je crois que la force de la dynamique des projets de développement initiés par Agnès se trouve dans leur adaptation aux besoins locaux, facteur important pour que la population s'implique valablement dans les projets.**

## **La réussite du projet de Kabona dépend à mon avis de plusieurs facteurs :**

1) **Une stratégie** répondant aux besoins la population, et **une méthode de sensibilisation** basées sur les possibilités locales (ressources humaines et moyens matériels...) :

- Les rigoles antiérosives creusées avec les houes utilisées habituellement,
- Le reboisement exige les arbustes à faire pousser dans les pépinières,
- Le tracé des routes et diverses constructions par des travaux communautaires
- L'amélioration de l'habitat par les tontines

2) **Des actions complémentaires en amont et en aval**

En amont les soins de santé constituaient la base du projet, mais d'autres actions en aval ont été envisagées pour l'amélioration de la vie communautaire dans toute la région :

- Les soins de santé impliquent l'accès à l'eau potable et à la bonne alimentation,
- La sensibilisation sur l'alimentation équilibrée, implique celle sur la production, des produits vivriers variés en qualité et en quantité nécessaires,
- Le reboisement pour le bois de chauffe et la protection des sols,
- L'élevage pour améliorer l'alimentation et les champs,
- L'allégement des travaux ménagers pour les femmes
- Les voies de communications par des travaux communautaires bien encadrés. ..

**3) La personnalité du promoteur** caractérisée par une **détermination**, une **indépendance** dans les idées, mais dans une **simplicité** à toute épreuve est un atout dans les projets.

Ayant **une vision de l'auto-développement durable**, Agnès ne suivait pas à la lettre les directives administratives, elle essayait de les adapter aux besoins prioritaires de la population.

Cette vision du développement lui attirait des désagréments divers dans le chef des envieux, des personnalités administratives qui ne comprenaient pas le sens du développement, d'autres ONG qui n'arrivaient pas à tenir le coup pour des raisons diverses.

Toutefois, beaucoup de personnes la félicitaient, l'encourageaient ou la soutenaient.

Sa persévérance au niveau des actions qui consolidaient le projet en renforçant l'engagement de la population dans la prise en charge de son développement en faisait des acteurs et bénéficiaires directs de leurs efforts. Et sous cet angle l'impact du Projet sur la population était réel.

Par ailleurs, soutenue par la politique gouvernementale de l'époque qui concevait « **la planification du développement par la commune** », échelon administratif le plus proche de la population, cette politique ne pouvait avoir que des effets positifs au niveau local. Les promoteurs des projets comme A. STIERNET avait donc là un outil de travail pouvant les aider à impulser des actions répondant aux besoins de la population et elle l'a exploité à bon escient.

Septembre 2011

Un professeur de l'école sociale de Butare à qui la question a été posée de savoir quel était le dispensaire considéré comme le plus dangereux par les autorités, celui de Murunda ou celui de Crête ?, elle a répondu spontanément ".....celui de Murunda évidemment...."

Martine Professeur Belge à l'école d'infirmière de Kabgayi

Mes souvenirs sont assez vagues car je ne suis allée qu'une fois à Kabona sans y séjourner et que je ne suivais pas en personne les stages de nos filles. Je t'ai plus vue lors de tes passages à Kabgayi Je te donne ce qui me reste en tête et il peut y avoir des erreurs.

Ce que je garde comme souvenir de toi Agnès, une battante. **Ton dynamisme**, femme énergique **qui va au bout de ses convictions**. Et il en fallait pour mener à bien tes projets. Je trouvais génial ta façon de les mener. L'Umuganda que tu as "récupéré" comme une motivation pour la population de réaliser un projet COMMUN et parfois remplir les caisses pour ce projet. Quand cet Umuganda se transformait quasi toujours en travaux inutiles ou en demi-journée à faire semblant de travailler....

.....**Faire réfléchir le gens sur leurs besoins, leurs priorités et les moyens d'y arriver. Responsabiliser les gens n'était-ce pas la base de ton travail là-bas et de là les emmener à agir par eux-mêmes.**

Je pense que c'est seulement ainsi que peut se construire quelque chose de durable qui ne s'écroule pas quand tu n'es plus là. Une remise en questions de tous les instants pour que la construction soit solide. Mais ta méthode de travail tu la connais mieux que moi. Il fallait une bonne dose de volonté pour faire cela.

Une jeune Belge en court séjour à Kabona

Grâce aux gens de Kabona, j'ai compris que l'essentiel est invisible au premier coup d'œil et qu'un jugement hâtif est toujours faux. J'ai entrevu combien les relations entre les homes et leurs actions sont toujours complexes, qu'elles ont des enjeux multiples, souvent lourds de conséquence. C'est grâce aux gens de Kabona que j'ai appris (un peu) **la patience et l'écoute pour arriver à décoder les choses et à les comprendre.**

### Une jeune belge

.....si je devais résumer mon passage à Kabona durant l'été 1992, je dirais que :

Mon contact avec la population rwandaise et avec les jeunes de Kabona a tracé une voie que je tente de suivre depuis. Je tente d'avoir pour les autres, ce regard qu'ils ont eu pour moi. Un regard sans jugement. Vous m'avez tellement appris. Je continue à découvrir les sens de la phrase de Saint Vincent-de-Paul qui était chère à Agnès "ce n'est que pour ton amour, et pour ton amour seul, qu'ils te pardonneront le pain que tu leur donnes." Merci infiniment.

C'est difficile de résumer en une phrase cette expérience de vie. L'empreinte est si grande...

### Un ministre de la santé

Kabona est devenu avec les efforts de la population un centre de développement endogène

### Un prêtre diocésain

Lors d'une réunion des centres de santé à Kibuye, à un prêtre belge de passage Agnès a été présentée comme "la socialiste du diocèse".

### Le directeur de la région sanitaire de Kibuye

Sr STIERNET Agnès est titulaire du C.S Kabona. Elle est pleine d'idée et fait tout pour améliorer la vie sociale, la santé de la population de ce coin perdu difficilement accessible. Elle est très active, ne connaît pas la fatigue et très appréciée par la population. Nous comptons sur elle pour améliorer le score vaccinal et atteindre les objectifs fixés. Elle conserve, sa côte ELITE à juste titre.

A Agnès Stiernet

En témoignage de toute  
ma gratitude pour l'accueil  
chaud et de mon admiration

pour votre action dynamique et  
impéguée d'une philosophie  
profonde

Stiernet  
Jean Swinnen  
Ambassadeur de Belgique  
KABONA, le 16 juillet 92



L'Ambassadeur de Belgique et Madame Johan SWINNEN

Chère Madame,

C'est avec du retard mais non sans enthousiasme que je viens vous dire mon tout grand merci pour votre accueil à Kabone et ailleurs. C'est, croyez-moi, une des expériences les plus enrichissantes depuis mon séjour au Rwanda. J'apprécie non seulement votre

B.P. 81  
Kigali, Rwanda

dynamisme et votre savoir-faire mais aussi votre conception d'une saine coopération. Vous m'avez beaucoup appris et je vous en remercie infiniment.

J'ai essayé de trouver quelqu'un pour faire le reportage vidéo sur la fête de la mort. Je me suis adressé également au projet TV-Rwandaise. Ça n'a été un excellent exercice pour eux. Malheureusement, tous les caméramen et tous les appareils, sont déjà pris pour la fête du 1er août. M. Charles Ndayo\* (tel. 73/845) est pourtant disposé à réaliser un reportage à une autre date.

Bien cordialement et à bientôt  
Johan Swinnen

\* voir projet

Un pigeon voyageur a un jour entendu parler de Murunda

Murunda est elle une colline?  
Murunda est elle un village ?  
Murunda est elle un rêve?

Pourquoi as-tu connu Murunda  
avait un jour interrogé le pigeon voyageur

Un enfant lui a répondu  
parce que sur Murunda vit une Damoiselle qui nous soigne  
Un vieillard lui à expliqué  
qu'à Murunda demeure une Damoiselle très dévoué,  
elle est une perle rare  
Une femme, sa réponse était spéciale  
sans elle dit-elle,  
moi et les autres femmes serions mortes  
Un responsable s'adressa au pigeon voyageur,  
s'exprima en ses termes  
*"uruguli rwa Murunda,  
uwo dukecha amajambere,  
ni nawe ishingiyeho notre renomé<sup>1</sup>*

Le pigeon voyageur  
aurait-il pu partir sans interroger la Damoiselle ?

Celle que l'on appelle Mademoiselle  
mais que le pigeon appelle Agnès,  
était assise au parloir  
Le pigeon voyageur  
lui demanda le secret de son action et sa réussite

Un seul mot résume tout: "L'Amour"  
L'amour vrai qui considère  
chacun comme son frère , sa sœur

Cette réponse est-elle étonnante ?  
Le pigeon voyageur nous livre sa pensée  
après 5 mois de collaboration

D'Agnès, dit-il , il n'y a que l'amour  
celui qui crée parce qu'il fait confiance,  
l'amour qui met en valeur la capacité de chacun et de tous.

De ce secret d'Amour, où chacun se sent chez lui  
Le pigeon voyageur l'a imprégné  
dans son cœur au contact d'Agnès  
Partout où il ira  
Il chantera le miracle d'Amour  
" Murunda"

Pigeon voyageur est un des surnoms de S<sup>r</sup> Isabelle

1 uruguli rwa Murunda,  
uwo dukecha amajambere ,  
ni nawe ishingiyeho notre renomé

traduction littérale impossible  
on pourrait dire ceci

C'est à elle que  
nous devons notre développement  
elle fait notre renommée

## Comment Agnès s'est-elle intégrée dans le travail de développement à Murunda et Kabona ?

### Réponses d'Agnès

La population de Murunda souhaitait avoir un dispensaire et Monseigneur Bigirumwami envisageait de m'envoyer à Murunda pour desservir ce dispensaire.

Monseigneur, soucieux que la population puisse prendre la relève du travail qu'il nous confiait, nous disait volontiers *"Faites en sorte qu'on n'ait plus besoin de vous"*.

Monseigneur aimait aussi répéter cette phrase de Saint Augustin *"Aime et fais ce que tu veux"*

Mon travail à Murunda et Kabona, qui s'est inscrit dans cette vision de Monseigneur, est un long cheminement de trente années parsemées d'embûches, d'erreurs, d'échecs, de réussites, de déceptions, de découragements, de satisfactions, de joies mais aussi marquées par un ensemble d'impondérables et de circonstances favorables.

### Les impondérables

Ces impondérables *vécus avec la population* m'ont fait découvrir au fil des jours les assises d'un développement durable et les mots-clés qui ont orienté mon travail, en vue de répondre aux besoins de la population. Chacune des assises et chaque mot-clé tire son histoire du vécu quotidien.

### Les circonstances favorables.

Elles ont joué un grand rôle dans mon intégration à Murunda et à Kabona.

Mon diplôme de technicienne biochimiste ne me permettait pas de prendre en charge le dispensaire de Murunda comme le souhaitait Monseigneur, alors, de commun accord avec lui, il a été décidé que je ferais des études d'infirmière. En 1959, j'ai commencé mes études à Lovanium, où *j'étais la seule élève Européenne*, ce qui fut pour moi une chance extraordinaire. Ce fut une année riche de découvertes, qui m'ont été très utiles par la suite. A l'indépendance du Congo, j'ai dû rentrer en Belgique. L'équivalence des études de Lovanium n'étant pas reconnue en Belgique, j'ai donc recommencé ma première année à Louvain.

Mes études terminées, je suis partie pour Murunda en avril 1964.

A mon arrivée à Murunda je n'étais pas tout à fait inconnue des abbés. Padri Mukuru, l'abbé Jean Ntilivamunda et l'abbé Herman Mwambali avaient connu mon père (qui avait travaillé au Rwanda dans le cadre de la lutte contre le pian, maladie aujourd'hui éradiquée) et que, suite à son accident mortel au Rwanda, je n'ai pas eu l'occasion de connaître. Cela explique sans doute pourquoi *je me suis sentie accueillie à Murunda*.

Le deuxième jour après mon arrivée, je rentre du dispensaire me disant "c'est impossible je ne pourrai jamais m'en sortir". Je venais de terminer mes études et du jour au lendemain je me trouvais *seule* devant des malades avec qui je ne pouvais même pas parler : je ne connaissais pas la langue. Et voilà qu'en entrant dans ma chambre, sur un calendrier fixé au mur près de la porte, je trouve une phrase de Michel Quoist, *Seigneur pourquoi m'as-tu dit d'aimer? J'ai essayé mais je reviens effrayé. Ce n'est rien dit Dieu, tu as tout gagné, car tandis que les hommes entraînent chez toi, Moi ton Dieu, Moi ton Père, je me suis glissé parmi eux*. Précédemment, j'avais déjà lu cette phrase dans un des livres de Michel Quoist, mais la trouver, là, dans ma chambre, en rentrant du dispensaire avec plein de questions en tête, c'était inimaginable. Pourquoi cette phrase au mur de ma chambre à ce moment-là ? Je n'ai pas de réponse, ce que je sais, c'est que cette phrase, jamais je ne l'oublierai, elle m'a aidée, elle m'a permis de tenir le coup dans les moments difficiles, elle m'aide toujours, elle est gravée en moi. Trente ans plus tard, en 1994, elle était toujours collée sur mon bureau à Kabona.

L'abbé Jean Ntilivamunda, curé de la paroisse de Murunda savait écouter les gens, les encadrer, les encourager, les stimuler. Avec sa sagesse et sa force de caractère, il a mobilisé la population pour, avec elle, faire évoluer le petit dispensaire en centre de santé. Ensemble nous avons pu inscrire le centre de santé dans un plan de développement global intégré. Par la suite, le centre de santé est devenu un hôpital. *Padri Mukuru, à sa manière, à son insu peut-être, mais par sa façon d'agir m'a appris plus que par de longs discours*.



Avoir eu la chance de travailler avec l'abbé Jean Ntilivamunda, et l'abbé Gervais Rutunganya curé de la Crête sont des éléments qui m'ont permis, je crois, de pouvoir dire que je ressentais un peu de ce que vivaient les baturage, les paysans. Je dis bien un peu car je restais qui j'étais, et eux, restaient qui ils étaient. C'est là tout *l'enrichissement du vivre ensemble* qui permet de connaître l'autre, d'oser croire en l'autre, de comprendre que les mêmes mots, les mêmes objets, les mêmes situations peuvent être vues et ressenties différemment suivant la personnalité, la mentalité, la culture de chacun. *Si ces différences sont reconnues, sont acceptées, à ce moment se crée un climat de confiance où l'un et l'autre se découvrent. Alors, et alors seulement, un travail de collaboration au sens fort du terme devient possible et peut commencer. Devient possible, oui, mais cela ne veut pas dire pour autant 'facile tous les jours'.*

Le bureau communal n'était pas loin de la paroisse, aussi les contacts et la collaboration avec les autorités communales étaient faciles. *Tous ces échanges permettaient une connaissance des réalités du milieu et facilitaient mon intégration.*

Une autre situation favorable, peut être la plus déterminante, est due au fait que *les premières années j'ai toujours été seule Européenne à Murunda*. Ce détail est important, car, lorsque on est deux ou trois étrangères, inévitablement, devant une situation un peu difficile, on pense, on analyse, on discute, on critique, on résout (même si ce n'est que mentalement) mais toujours on le fait avec une mentalité d'étrangère. Comme j'étais seule Européenne, pour essayer de comprendre ce que je vivais, c'est avec les abbés, les enseignants, les baturage que je l'ai fait. Il est certain qu'*au bout de quelques années, on pense autrement, on pense un peu comme eux*. Un peu, car jamais on ne peut sentir toute la sensibilité, la profondeur, toute la richesse d'une autre culture.

Des jeunes Belges chaque année, depuis 1972, venaient passer un mois voire deux, à Murunda ou à Kabona pour découvrir le Tiers Monde tout en rendant des services. Lors des travaux de vacances des étudiants Rwandais (Jobs de vacances), les jeunes Belges ont eu beaucoup de contacts avec eux, ce qui était enrichissant pour les uns et pour les autres. Le soir lors de nos discussions qui se prolongeaient tard dans la nuit, par leurs questions combien pertinentes, *sans s'en rendre compte ces jeunes m'aidaient à remettre en question certaines approches de travail*. Or, sans remise en question régulière on fait du sur place.

Les gens, eux, ne posaient pas de question. Pourquoi? Je n'ai toujours pas de réponse.

Un autre grand service que ces jeunes Belges m'ont rendu, en plus de leur questionnement, c'est leur enthousiasme qui me donnait les petits coups de fouet dont j'avais besoin pour faire face au découragement lors de situations difficiles. Honnêtement *ils m'ont aidée à rester debout*.

Les Old Timers de la Sabena, *en quelques semaines, parvenaient par leur manière de transmettre leur savoir faire, à rendre des jeunes capables de maîtriser certaines techniques telles que: l'assemblage du bambou, l'installation des panneaux solaires, l'entretien des machines à coudre, le respect de l'outil*. Certains des Old Timers, qui avaient commencé à travailler après l'école primaire, *ont été une révélation pour des jeunes, complexés de ne pas avoir pu étudier*.

A Kabona, les premières réponses aux défis devant lesquelles je me trouvais, sont venues de la population. **Ludivico**, que je ne connaissais pas, a solutionné le problème du logement en me prêtant la petite maison de son fils qui travaillait ailleurs dans le pays et, à plusieurs reprises, Ludovico m'apportait de l'ikivuguto (yaourt local) quand j'arrivais à Kabona. *Les élèves de l'école primaire, eux, déposaient devant ma porte des fougères pour dormir et m'apportaient une cruche d'eau*.

Le soir, des voisins venaient causer, même avec ma connaissance du kinyarwanda insuffisante, pour pouvoir saisir *toutes les nuances* de ce qu'ils disaient, j'apprenais beaucoup. *Cet accueil en toute simplicité a créé un climat de confiance tel que tout devenait possible pour Kabona*.

Au moment où je montais à Kabona Padri Mukuru m'avait dit "...si vous réussissez à entrer en contact avec les gens de Kabona, vous pourrez faire beaucoup avec eux pour la région, mais ce ne sera pas facile surtout au début."

C'était gagné.

## Les contacts informels

Entre Murunda et Kabona il y avait quatre heures de marche. Inévitablement on croise des gens, on parle de tout et de rien. *Le paysage, les conversations, reflètent la vie des gens et les défis à relever*: des bornes fontaines asséchées, des éboulements, des enfants en âge de scolarité gardant le bétail, des files de femmes venant de la forêt, des fagots de bois sur la tête, des terres épuisées par la surexploitation.

A la croisée de certains chemins il y a des cabarets et aujourd'hui je cherche encore la traduction rwandaise de ce mot "cabaret" et c'est révélateur. Si le mot n'existe pas en kinyarwanda, c'est que le cabaret n'avait pas de place dans la tradition. Quelle place a-t-il aujourd'hui ? De la bière certes, on en buvait. La bière avait un rôle social important. N'était-ce pas autour de cruches de bière qu'un mariage était reconnu, que se concluaient les palabres ? Inzoga y' abagabo (la bière que buvaient les témoins pour conclure une palabre), c'est l'équivalent de la signature en Europe.

*Marcher dans les collines avec les baturage, c'est une mine d'informations.*

Lors d'un déplacement vers Kabona, que je faisais en compagnie d'un muturage (un paysan), en arrivant au sommet de la crête je lui demande pourquoi cet endroit avait la réputation d'être dangereux ? Si avant, à cet endroit, il y avait des bêtes dangereuses ? Il m'a répondu "La bête la plus méchante pour l'homme c'est l'homme". Plaute (154 av J-C) disait "Homo homini lupus" (L'homme est un loup pour l'homme). Rome 154 av J-C -- Kabona 1980 !!! J'ai été stupéfaite, je n'en croyais pas mes oreilles.

Lors des accouchements, la future maman était toujours accompagnée de deux ou trois femmes, et comme un accouchement dure souvent plusieurs heures, beaucoup de choses se racontaient et c'était pour moi une occasion d'entendre, de découvrir et de comprendre certaines choses.

Lors des déplacements en véhicule pour transferts d'urgences, j'entendais les gens se parler *entre eux*. Dans ce qu'ils se disaient je pouvais découvrir des situations qui, *pour eux*, étaient importantes. Il faut savoir profiter de toutes les occasions *où sans rien demander, dans le silence, on peut entendre et découvrir ce qui préoccupe les gens.*

*Les contacts informels sont les plus révélateurs de la vie des collines.*

## Contact Organisés

Les réunions organisées ont leur valeur mais elles *ne sont pas sans risques : les gens sont méfiants, ils pèsent ce qu'ils peuvent dire. Il faut éviter de contrarier* les autorités et les responsables de services, et aussi, éviter que les participants à la réunion n'interprètent mal ce qu'ils disent, car dans certains cas cela pourrait créer des tensions entre baturage, voire des représailles. Après une réunion, il n'était pas rare d'entendre les paysans dire au sujet de fonctionnaires ou de responsables de cellules *"ils parlent bien mais qu'est ce qu'ils font"?( baravuga neza aliko barakori iki ?)*  
*Réalisme des baturage qui n'avaient pas grande confiance dans les messages qu'on leur donnait.*

Une bonne santé (mais je n'y suis pour rien)

## L'élaboration de projet, cela pouvait me prendre des mois

En premier lieu, il faut *cerner les besoins exprimés, mais aussi les besoins non exprimés, et même les besoins non ressentis*. Ici les contacts informels avaient une place prépondérante.

Ensuite, il faut *préparer les réponses aux questions et objections qui me seraient nécessairement posées* par les baturage, par les autorités et par les bailleurs de fonds éventuels. Pour cela, tôt le matin, souvent vers quatre ou cinq heures, je jouais, seule, le rôle de tous les intervenants. Tantôt j'étais un paysan ou Padri Mukuru ou le bourgmestre ou encore une maman, sans oublier les agronomes, et aussi les amis à qui j'allais devoir demander de l'aide et Agnès évidemment. Je jouais une pièce de théâtre toute seule. Cette méthode, pour le moins originale, où j'étais à la fois compositeur, acteur, spectateur et observateur me préparait à répondre à beaucoup de questions.

N.B. Pour l'élaboration de projet en vue de cofinancement c'était encore autre chose, il ne fallait pas oublier de tenir compte des critères des bailleurs de fonds.!!! (Le bailleur de fonds est roi !!!)

## Ce que j'ai découvert à Murunda

En avril 1964, la population, qui depuis des mois travaillait chaque jour gratuitement pour le terrassement du dispensaire, voit arriver une jeune infirmière pour remplacer Marie Thérèse Heynen, qui partait pour un congé bien mérité. Un jour que Padri Mukuru était sur le terrassement du dispensaire avec les baturage, un mukuru inama ( responsable de communauté de base) lui demande "Agnès, yaje gukora iki hano?" (Agnès qu'est ce qu'elle vient faire ici ?), question à laquelle Padri n'a pas donné de suite, mais il nous en a parlé le soir à table. Après la construction du dispensaire, lors d'une réunion avec Padri Mukuru, les responsables du dispensaire, les bakuru inama, et moi-même Padri leur a rappelé cette réflexion faite cinq ans auparavant. Il leur a dit : "aujourd'hui le dispensaire est là et il y a cinq ans certains demandaient "Agnès, yaje gukora iki hano?". Rappeler la question, cinq ans plus tard, lors d'une réunion avec les bakuru inama, et cela *sans commentaire, et en ma présence*, j'ai trouvé cela extraordinaire.

J'ai découvert *l'importance du temps, l'importance du silence, l'importance de pouvoir attendre le moment opportun pour dire ce qu'il faut dire, pas trop, pas trop peu, juste ce qu'il faut et trouver où quand et comment le dire*, je crois que c'est cela la sagesse. Pour moi Padri Mukuru était un sage.

La question posée par le mukuru inama était cependant révélatrice. Les baturage donnent *gratuitement* leur travail pour la construction, Agnès, l'umuzungu (l'Européenne) qui vient d'un pays *riche*, Agnès qu'est-ce qu'elle apporte pour la construction ?

J'ai découvert aussi *le mythe d'une Europe riche, bienfaitrice, qui veut aider les "pauvres" et d'un paternalisme généreux. Mais le paternalisme ne risque-t-il pas de provoquer et de maintenir un esprit d'infériorité? Une mentalité de dépendance ?*

## Ce que j'ai découvert à Kabona

1° Une région géographiquement isolée, ce qui la paralyse et empêche son développement.

Vu l'enclavement de la région, les autorités communales avaient peu de contacts avec la population sauf .....quand il s'agissait de percevoir l'impôt.

Désenclaver géographiquement la région a été relativement facile, et a permis de lancer un plan de développement qui a réduit le retard de la région par rapport au développement des autres secteurs de la commune.

2° Une chapelle école très délabrée mais surtout une communauté chrétienne qui, vu l'enclavement de la région, était fort livrée à elle-même. La petite communauté était vivante mais le contenu du message chrétien souffrait de cet isolement par rapport à la paroisse.

3° Une population déconsidérée.

Déconsidérée, souvent la population s'auto-organise, prend ses distances par rapport aux autorités ce qui aggrave encore sa déconsidération. C'est pourquoi j'ai compris la phrase que Padri Mukuru m'avait dite au moment où je montais à Kabona "si vous réussissez à entrer en contact avec les gens de Kabona vous pourrez faire beaucoup avec eux pour la région *mais ce ne sera pas facile, surtout au début*".

Pour faire face à la déconsidération d'une population il suffit de la considérer, d'oser croire en elle et de l'aimer.

Faire tomber les préjugés de ceux qui parlent avec dédain des bakiga est un travail long, difficile mais possible. Il faut oser y croire. Bakiga terme désignant les habitants de la haute altitude.

4° La solitude, une menace à affronter.

A Kabona il n'y avait pas de paroisse, pas d'infrastructure, l'accès était possible par les sentiers, mais pas de route, pas de logement, pas d'école digne de ce nom, une population qui s'imaginait que j'avais réponse à tous leurs problèmes et cela probablement à cause des résultats du développement de Murunda.

A Kabona il y avait une population qui attendait quoi ? qui espérait quoi ? même cela je devais le découvrir et, sans point de repère !

Oui, ma solitude à Kabona a été dure, très dure.



## Mes choix

Eviter de m'installer.....aller de l'avant..... être disponible.

(Le danger de l'installation est l'immobilisme)

Chercher une cohérence entre ce que je pense, ce que je dis et ce que je vis. Pas facile tous les jours

Oser-croire et aimer

Réagir et refuser d'entretenir un paternalisme qui, selon moi, retarde le développement et n'est pas respectueux de la dignité de l'homme. Cette vision du développement en dérangeait plus d'un dans la monde des ONG et même dans l'Eglise. Ce qui ne me facilitait pas les choses bien au contraire.

## Michel Quoist

Des moments de découragements j'en ai eu, à Murunda et à Kabona. Il m'est même arrivé de remettre en question la raison de ma présence au Rwanda. Dans ces moments de découragement la phrase de Michel Quoist me revenait toujours.

*Seigneur pourquoi m'as tu dit d'aimer? J'ai essayé mais je reviens effrayé. Ce n'est rien dit Dieu, tu as tout gagné, car tandis que les hommes entraient chez toi, Moi ton Dieu, Moi ton Père, je me suis glissé parmi eux.*

Cette phrase me remettait toujours face à l'appel qui m'avait été adressé ....et, le Seigneur aidant, je reprenais le dessus.

En 1994 deux textes étaient encore collés sur mon bureau.

Le texte de Michel Quoist *Seigneur pourquoi m'as-tu dit d'aimer? j'ai essayé mais je reviens effrayé. Ce n'est rien dit Dieu, tu as tout gagné, car tandis que les hommes entraient chez toi, Moi ton Dieu, Moi ton Père, je me suis glissé parmi eux.*

Le message de Saint Vincent de Paul s'adressant à Jeanne une des Filles de la charité lui disant ... *ce n'est que pour ton amour, ton amour seul, qu'ils te pardonneront le pain que tu leur donnes.*

Pour répondre à ceux qui me demandent quel était mon secret, je crois qu'il est exprimé dans tout ce qui est écrit plus haut, dans tout ce que j'ai vécu avec les *baturage*, et qui peut se résumer en deux mots **Oser-croire et Aimer.**

Michel Quoist  
PRIERES

éditions économie et humanisme  
les éditions ouvrières

## Documentation

- 1 Approche de développement global intégré en préfecture de Kibuye de 1964 à 1994  
Agnès Stiernet 1996
- 2 Approche sociale pour un développement intégré au N.O. de la forêt de Mukura  
Euro action accord Septembre 85- mai 86.
- 3 Etude d'un projet de développement à Kabona au Rwanda  
Mémoire de Caroline Douglas 1988 – 1989.
- 4 Projet d'électrification des centres ruraux aux hautes altitudes de Mukura  
Jn. Peters Sept. 1991.
- 5 Recherche-action pour un développement agricole durable dans les hautes altitudes du Mukura-Rwanda.  
Dossier de cofinancement Vredeseilanden 1993
- 6 ADEHAMU Catalogue de produits en bambou  
V.E. Edition décembre 1991
- 7 Histoire de Kabona.  
Travail d'un étudiant candidat à l'université . Hanyiwanabashaka J.M.V. 1992 ou 1993
- 8 Enquête sur les droits de l'enfant. (Dans la zone de l'ADEHAMU).  
Etudiante en deuxième pédagogie à Ruhengeri. 1992 ou 1993
- 9 Document manuscrit, traitant de différents sujets rédigés par les étudiants (vacances 1991)
- 10 Rapports d'activités de Murunda. 1964 à 1980
- 11 Rapports d'activités de l'ADEHAMU 1989-90  
1991  
1992
- 12 Auto-évaluation animée des activités de développement de l'ADEHAMU ( 1987- 1992)  
Prefed Février- mars 1993
- 13 La problématique du bois de chauffe dans le monde rural au Rwanda. (Enquête faite à Mberi Kabona)  
Fopes Mémoire de fin d'étude Martinz Syoen 2006
- 14 KABONA. Une région au Rwanda. Une population d'agri-éleveurs. Un pôle de développement  
Agnès Stiernet 2015

N.B. Cette documentation est disponible chez Agnès Stiernet

Toutes informations, documents, de même que les corrections pouvant améliorer ce travail peuvent être adressées à Agnès Stiernet  
Avenue des Jardins 52/19  
1030 Bruxelles  
Belgique

## Table des matières

Introduction .....	1
Kabona avant 1975 .....	2
Comment est née la zone de Kabona .....	3
Les grandes étapes de son histoire.....	8
Comment Murunda et Kabona sont ils devenus ce qu'il sont ?.....	9
Principes de base qui ont orienté le travail	
Philosophie de l'action de développement.....	10
Pôle de développement .....	11
Méthode : Recherche-action participative .....	12
Plan d'urbanisation et les baturage .....	13
Quelques techniques utiles pour une action de développement .....	14
Réflexions de Mgr Bigirumwami, Mgr Kalibushi, Mgr Jean de Padri Gervais et d'Agnès Stiernet .....	15
Réflexion de Bernard Lecomte .....	16
Kabona une population en marche .....	17
La santé Murunda et Kabona	
La connaissance du milieu .....	19
Formation dans un centre de santé et son coût .....	21
Aides alimentaires étrangères et le centre de santé de Murunda .....	24
Evaluation de l'aide alimentaire reçue .....	27
Implantation du centre santé de Kabona .....	28
Kabona et les aides alimentaires .....	30
Baturage en consultation Murunda et Kabona .....	32
La route	
Les différents financements de la route .....	36
Carte des routes d'accès à la zone ADEHAMU .....	38
Projet HIMO .....	39
Quelques situations vécues .....	41
Les écoles .....	44
Formation informelle .....	47
L'eau .....	49
L'artisanat du bambou .....	51
L'artisanat de la laine .....	54
Kangongo : complexe socio-économique .....	57
Kibara	
Le pâturage .....	63
Agriculture .....	65
Elevage. ....	68
Evaluation de l'action agro-sylvo-pastorale .....	70
Situations vécues .....	71
Energie .....	72
Travaux de vacances .....	73
Comment valoriser d'autres potentialités ? .....	74
Apiculture, Craie, Corne, Potentiel touristique, Forge	
L'Eglise .....	77
Témoignages .....	80
Comment Agnès s'est-elle intégrée dans le développement à Murunda et à Kabona	86
Documentation disponible sur Kabona .....	91